

• septembre 1993 • n°
372 •

IMPRECOR
PRIX: 355FF/7FS/13

Europe :

Autopsie d'un échec

Israël :

Crimes de guerre

Pologne :

La démocratie malade

Dossier:

Rencontre à La Havane



SOMMAIRE

3

EDITORIAL

Un plan de paix ?
Catherine SAMARY

4

EUROPE

Maastricht : autopsie d'un échec
Ernest MANDEL

7

Un hiver en été

Claude GABRIEL

11

CHINE

L'empire du "milieu" bureaucratique
Ossi RASK

14

POLOGNE

Capitalisme en quête de légitimité
Jan MALEWSKI

Dossier Forum de São Paulo

18

Déclaration du Forum de La Havane
DOCUMENT

20

Rencontre dans une "période spéciale"
Priscila PACHECO CASTILLO

23

Pour un projet d'alternative radicale
Marco Aurelio GARCIA

26

De la décennie perdue au désordre mondial
Alfonso MORO

31

GRANDE BRETAGNE
Luttes de femmes
Marian BRAIN

33

LIBAN

Un crime abject et inutile

Tikva HONIG-PARNASS et Michel WARSCHAWSKY

36

NOUVELLES DU MONDE

JEUNESSE — BOSNIE — AFRIQUE DU SUD

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.

Chères lectrices, chers lecteurs

Déjà un semestre de mensuel ! Nous entamons notre septième mois d'existence d'Inprecor-nouvelle formule.

Si vous avez raté le début, il n'est pas trop tard pour vous mettre à jour et vous procurer les derniers numéros de notre revue, dont nous vous rappelons le contenu des dossiers :

✓ février 1993 (n° 366) : L'intégrisme islamique en Palestine

✓ mars 1993 (n° 367) : Europe de l'Est, le mirage du marché

✓ avril et mai 1993 (n° 368 et 369) : L'économie au point mort

✓ juin 1993 (n° 370) : Europe, quelle alternative ?

✓ juillet 1993 (n° 371) :

Voyage au pays de Clinton

Par ailleurs, pour payer votre revue favorite moins chère au numéro et pour la recevoir chez vous, nous vous suggérons (encore une fois) de vous abonner.

La rédaction

ABONNEMENT

(11 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe
190 FF pour six mois. 360 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient
200 FF pour six mois. 380 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie
220 FF pour six mois. 460 FF pour un an.

Pli fermé

France - Europe : 250 FF pour six mois.
500 FF pour un an.

Autres continents : nous écrire.

▶ Chèques bancaires et postaux à libeller à l'ordre de "PECT", à adresser à Inprecor, BP. 57 93100 Montreuil CEDEX, France.

▶ Virements bancaires à l'ordre de "PECT", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11, rue Jaucourt, 75012 Paris, France (Compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94)

▶ Pas de virements ou de mandats postaux.

Correspondance
de Presse
Internationale
INPRECOR

Revue mensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVE Internationale.

Editée par la s.arl PECTI
Administration :
Inprecor
BP. 57, 93100 Montreuil CEDEX
France.

Directeur de publication :
Christian Lamotte
Commission paritaire
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél. : 45 32 06 23



Abonnement

Réabonnement

Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Un plan de paix ?

"L'union des Républiques de Bosnie-Herzégovine" proposée à Genève est une victoire imparfaite pour les nationalistes serbes et croates. Il s'agit d'une défaite majeure pour ceux qui se sentaient "Bosniaques" et voulaient préserver une identité mélangée.

Catherine SAMARY

La Présidence bosniaque s'est exprimée au nom d'un Parlement divisé et ayant perdu 78 députés serbes et 45 croates rejoignant leurs "camps" respectifs. En position de faiblesse, elle a dit un "oui, mais" au plan, réclamant l'arrêt des combats et du siège des villes, un accès à la mer et des "garanties" de l'ONU, de l'OTAN et des Etats-Unis pour qu'ils "assurent l'existence" de cet Etat confédéral qui maintient la fiction d'une Bosnie-Herzégovine.

Les habitants de Sarajevo s'estiment malgré tout soulagés du statut de ville ouverte sous protection de l'ONU qu'on leur offre. Mostar, soumise à purification par le HVO croate, est placée sous contrôle de la CEE. La présidence demande que Banja Luka en territoire serbe soit protégée. Le "Parlement" de la "république serbe de BiH" a décidé de refuser par avance toute renégociation mais d'accepter le plan.

Côté croate, avant le vote du "Parlement", Mate Boban avait réaffirmé l'existence de sa république d'Herceg-Bosna et son parti a décidé de retirer tout représentant croate des institutions de BiH. Le plan lui-même est accepté — "si les autres l'acceptent".

L'hypothèse qu'un accord serbo-croate sur le dos des Bosniaques (notamment des Musulmans) pourrait au moins assurer la paix, est une dramatique erreur de la *realpolitik* de la communauté internationale. Cette "union confédérale" n'est pas un projet stable, ni un plan de paix. Si elle enterre la réalité du mélange bosniaque, celui-ci survit encore et ressurgira partout par la généralisation des enclaves minoritaires mises plus que jamais en situation d'otages.

L'aboutissement logique du "projet" est l'éclatement de la confédération. Mais la Grande Serbie et la Grande Croatie n'apporteront pas la paix aux Serbes et aux Croates. Ils ne peuvent rassembler tous leurs co-nationaux à moins de nouvelles guerres d'expansion. Les Serbes et les Croates qui se retrouvent à l'extérieur des

frontières de "leur" Etat respectif, se retrouvent piégés comme minorités d'Etats ennemis. En outre, la construction de ces Etats ethniques se poursuivra sur le dos d'autres communautés nationales : les populations non-serbes de Serbie, comme les Albanais du Kosovo ; les populations non croates de Croatie, avant tout les Serbes ; les Musulmans bosniaques contraints de s'expatrier quand le droit d'asile se restreint, ou de vivre dans une nouvelle Palestine au cœur de l'Europe. Leur Etat-croupion sera menacé par ses voisins au nom d'une lutte contre un intégrisme qui finira par être réalité.

Le dépeçage de la Bosnie-Herzégovine de Milosevic et Tudjman a pris appui sur des courants extrémistes dont ils risquent fort d'être les prisonniers : la ligne de la Grande Serbie s'est appuyée sur les basses besognes réalisées par les milices de Seselj, leader du Parti radical, désormais doté de 30 % de voix au Parlement. Celui-ci s'appuie en outre sur les courants radicaux parmi les Serbes de la diaspora, en Croatie, en BiH et, d'une façon plus marginale, en Macédoine. Les provocations des milices de Seselj se sont aussi multipliées en Vojvodine et au Kosovo.

Dans cette province à majorité albanaise soumise à un véritable apartheid et à l'objectif d'une "serbisation", toutes les explosions sont possibles. Tel serait alors le scénario d'un embrasement de la Macédoine où plus de 30 % de la population est albanaise et dans une situation de minorité aux droits incertains. Les purges récentes dans l'armée serbo-yougoslave semblent avoir écarté les ailes les plus favorables à une reconnaissance réciproque des républiques et de dialogue avec les Albanais.

Côté croate, la guerre menace également de rebondir dans les zones contrôlées par l'ONU au statut non définitif : toute la politique de citoyenneté en Croatie (qui a fait fuir plusieurs centaines de milliers de Serbes) a renforcé la détermination des villageois de Krajina de se détacher de cet Etat. La reconnaissance internationale de la république serbe de Bosnie les encouragera davantage à le faire. et le HDZ (parti

de Tudjman) en BiH a été purgé au profit d'une extrême-droite militarisée avec le soutien du ministre de la Défense croate, Gojko Susak, qui fait partie de cette émigration, en partie de retour au pays, et qui a soutenu la politique de Tudjman.

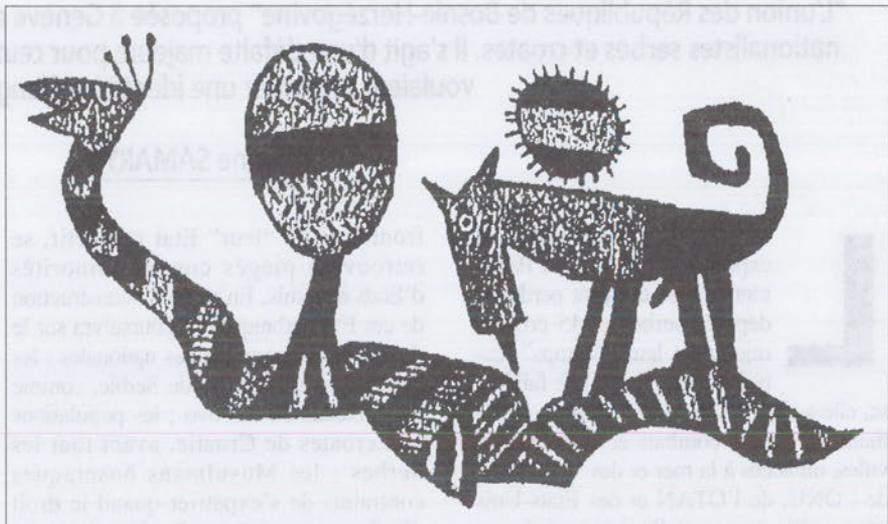
Dans l'Etat "musulman" de BiH, les polarisations risquent aussi de s'aggraver. La nature de cet Etat reste incertaine, comme le souligne l'éditorialiste d'*Oslobodenje*, Zlatko Dizdarevic, le 30 août : si « cette république à majorité musulmane » réussit « à rester une Bosnie-Herzégovine en miniature (...), un Etat de citoyens respectant les droits de l'homme et de toutes les minorités (...) elle sera un pôle d'attraction (...). Si en revanche elle se transforme comme ses consœurs serbe ou croate en un micro Etat nationaliste paratotalitaire, tout est fini pour des décennies ». Ce représentant de l'opposition non nationaliste de Sarajevo qui a soutenu de façon critique la politique d'Izetbegovic faute de pouvoir offrir une alternative en tire aujourd'hui un bilan de faillite : cette politique a tout misé « sur l'illusion d'une intervention étrangère pour sauver l'Etat bosniaque ».

Mais n'a-t-elle pas été sur ce plan prisonnière des "alliés" croates assez fourbes pour garder les armes destinées aux Bosniaques, et laisser sciemment assiéger Sarajevo dans l'espoir d'une intervention contre "le seul agresseur" serbe ? Et surtout ne fut-elle pas surtout une politique "de sommet" tournée vers les Etats occidentaux parce qu'incapable de faire appel aux seules forces porteuses d'une issue progressiste : les populations mélangées des zones industrielles et des villes en Bosnie-Herzégovine mais aussi, simultanément en Serbie et Croatie ? C'est là que notre solidarité doit se porter pour aider au développement de mouvements indépendants syndicaux, de femmes, de jeunes, de citoyens résistant au nettoyage ethnique. Et l'aide aux réfugiés pour leur droit d'asile et leur droit au retour sera un axe de longue durée d'une lutte contre les politiques racistes et fascistes. ★

30 août 1993

Maastricht : autopsie d'un échec

Le projet d'unification capitaliste de l'Europe était gelé à mi-chemin entre une simple zone de libre-échange et un réel Etat fédéral. L'Acte unique et le traité de Maastricht étaient une tentative de débloquent cette situation en créant une monnaie commune. La création d'une autorité politique et militaire commune était remise à plus tard. On peut d'ailleurs se demander si ce choix ne manquait pas de réalisme dès le départ. Une monnaie commune présuppose une politique monétaire et financière commune. Celle-ci n'implique-t-elle pas une politique économique commune, c'est-à-dire une autorité fédérale commune ?



Banque de France a perdu 90 % de ses réserves de change pour essayer de défendre le franc. La Bundesbank lui a avancé une somme équivalente en marks en tant que réserve. La cause était perdue.

en Belgique, 6,7 % en Espagne, 7,1 % en France et 11,8 % au Danemark — très supérieurs aux moyennes historiques (2). Et encore ces chiffres sont-ils sous-évalués.

Ernest MANDEL

Le Système monétaire européen (SME) et le traité de Maastricht ont échoué sur les rochers des réalités économiques et sociales ; tel est le sens de la bourrasque monétaire de juillet et de ses lendemains.

Ces réalités sont avant tout les suivantes :

1) Le déséquilibre extraordinaire entre l'ampleur des capitaux-argent flottants, d'une part, et les réserves de change des banques centrales européennes, de l'autre. Rien que sur les marchés de change, chaque jour ouvrable, les transactions égalent le volume annuel du commerce mondial. Les transactions quotidiennes sur les marchés de change s'élèvent à 900 milliards de dollars, trois fois plus que les réserves de change des sept principales puissances industrielles et des membres mineurs de la CE. Les capitaux sur les marchés à terme s'élèvent à 10 000 milliards de dollars.

Lorsqu'il y a spéculation à la baisse contre une monnaie, les banques centrales ne peuvent défendre le cours donné d'une devise qu'en la rachetant avec leurs réserves de change. En quelques jours, la

De la monnaie de singe

2) Aucune autorité politique, même la plus tyrannique, ne peut obliger des propriétaires de marchandises ou de sommes d'argent importantes d'accepter de la monnaie de singe en échange de ces avoirs. Les cours forcés (ou les fluctuations légèrement limitées) de monnaies qui se dévalorisent finissent par céder. Voilà la cause objective de la spéculation car toutes les monnaies européennes sont des monnaies de singe, fût-ce à des degrés divers. L'inflation a été réduite, elle n'a pas été vaincue. Pour la Communauté européenne (CE), elle est actuellement en moyenne de 4 à 5 % par an et elle est en train d'augmenter. Cela donne une perte de substance cumulative de 50 % tous les sept ans.

D'où la tendance des capitalistes à rechercher des "valeurs refuges" : biens immobiliers, actions, or et autres métaux précieux. Les obligations doivent offrir une prime d'assurance contre la dévalorisation (un taux d'intérêt supérieur à la "normale"). Voilà pourquoi les taux d'intérêts réels sont si élevés malgré l'abondance des capitaux argent.

Selon l'hebdomadaire "The Economist", les taux d'intérêt réels (après défalcation du taux d'inflation) seraient de 2,6 % en RFA, 4,5 % aux Pays-Bas, 5,5 %

3) Une dépression économique dure depuis près de 20 ans. Le "cycle industriel" normal s'y insère. A présent, tous les pays européens sont en récession. Maastricht présupposait une harmonisation progressive des conditions économiques et financières des pays membres, et le SME la mise en commun d'une fraction des réserves de change — surtout aux dépens de l'Allemagne. Quand les affaires marchent bien, ces sacrifices pénibles sont malgré tout supportables. Tout le monde espère finalement profiter. Mais quand les affaires vont mal, "l'égoïsme est sacré", le "chacun pour soi", le "sauve-qui-peut" prévalent, les gains des uns signifient presque à coup sûr les pertes des autres, d'où la difficulté de faire accepter des règles comme celle de Maastricht.

4) Contrairement aux apparences, ce qui a coulé le SME, c'est bien l'affaiblissement de l'économie allemande et non pas sa "force" ou encore l'arrogance des banquiers d'outre-Rhin. En l'espace de six mois, les exportations allemandes ont diminué de 10 %. La production industrielle a baissé de 6 % en l'espace d'un an.

On pourrait riposter qu'en défendant la stabilité du mark, la Bundesbank défavorise les exportations allemandes, mais elle

1) Le Soir, 17 août 1993.

2) The Economist, 31 juillet 1993.

est confrontée à un choix déchirant aggravé par l'énorme endettement public qui découle de l'unification capitaliste précipitée de l'Allemagne : toute politique de "relance" aggrave l'inflation et toute politique de défense de la stabilité du mark aggrave la récession.

La tentative infructueuse de relance de la conjoncture par une baisse des taux d'intérêt a entraîné une dévalorisation en chaîne, d'abord de la livre sterling, puis de la lire, de la peseta, de la couronne suédoise, et finalement du franc français.

5) Les autres pays membres de la CE sont confrontés au même dilemme, aggravé par une faiblesse économique supérieure à celle de la RFA. De ce fait sans doute, la RFA sort de l'effondrement de Maastricht moins affaiblie que ses partenaires/concurrents. Mais elle en sort tout de même affaiblie. Toute aggravation de l'instabilité financière dans le reste de l'Europe, toute aggravation de la récession, aura des effets négatifs sur l'économie allemande.

Une Europe à trois vitesses

D'où un effort quasi-désespéré de "sauver les meubles" à moyen terme, de remettre sur le métier quelque chose de plus modeste que Maastricht, mais quelque chose qui va quand même dans la même direction.

6) Est-ce l'Europe à deux vitesses ? Pour le moment, cela ressemble plutôt à une Europe à trois vitesses : une zone mark ; une zone intermédiaire (France, Grande-Bretagne, Italie) ; une zone des monnaies plus faibles. Si les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, (peut-être le Danemark) s'intègrent dans la zone mark, ils ne le font pas pour obtempérer à un quelconque diktat allemand, mais parce que cela correspond aux intérêts de leurs bourgeoisies. Il suffit de regarder la destination de leurs exportations dans leur production totale, pour en comprendre la raison.

Mais pour la bourgeoisie de ces pays — et sans aucun doute aussi pour l'Autriche, qui frappe à la porte de la CE —, ce n'est pas seulement le lien privilégié avec la RFA qui importe. C'est la consolidation de la CE qui est pratiquement une question de vie ou de mort pour leurs économies. Leurs exportations vers les pays membres de la CE autres que ceux de la zone mark, sont presque aussi importantes que les exportations vers les pays de la zone mark. Les gouvernements de ces pays vont exercer une forte pression sur l'Allemagne pour arriver à des accords avant tout avec la France et la Grande-Bretagne. Sauver la CE, tel est le but poursuivi. La Belgique accédant à la

présidence du conseil des ministres de la CE, s'y emploiera. Le Premier ministre belge, Dehaene, a annoncé la couleur dans l'interview qu'il a accordée à la presse belge (3).

7) Le désir d'un tel arrangement correspond aussi à une préférence politique d'échapper au risque d'une hégémonie allemande dans tous les domaines qui découleraient du poids économique prédominant de la RFA.

8) La voiture de la CE est en panne, mais sa remise en marche correspond à des intérêts trop puissants, en premier lieu ceux des multinationales d'origine européenne. Pour s'en apercevoir, il suffit de constater que le commerce intercommunautaire représentait 60 % du commerce des Douze dès 1990, contre 49 % en 1980.

Mais ces forces "pro-européennes" ne sont pas les seules présentes dans les douze pays membres de la CE. A côté d'elles, il y a des trusts orientés prioritairement vers le marché intérieur de leur propre pays, les multinationales d'origine extra-européenne, les petites et moyennes entreprises menacées par des détournements de trafic. Il y a le secteur public et semi-public jusqu'ici "protégé" dans les pays membres, et aussi les forces politiques au sein de la bourgeoisie qui sont conscientes de l'absence de légitimité des institutions européennes aux yeux des masses. Ces institutions sont des instruments inadéquats pour répondre à des crises politiques et des explosions sociales.

Cette absence de légitimité est sans doute renforcée par l'arrogance technocratique et le déficit de sensibilité politique dont la Commission a fait preuve. Elle n'a pas su "vendre" sa camelote, comme les débats autour de Maastricht l'ont amplement démontré.

Une "nation" européenne ?

Mais ce n'est là qu'un aspect mineur du problème. L'essentiel, c'est l'absence de toute conscience européenne dans une large majorité des masses populaires. Celles-ci n'ont pas conscience d'appartenir à une nouvelle nation "européenne" en gestation. Si elles sont moins sous influence nationaliste qu'avant 1948, aucune nouvelle identité internationale ne s'est encore substituée à l'ancienne identité nationale en déclin.

C'est pourquoi une rechute nationaliste reste possible à moyen terme. Et la nouvelle identité ne pourra surgir petit-à-petit que de besoins et d'expériences nouvelles, de combats communs par-dessus les frontières.

La "construction européenne" ne peut avancer qu'en arbitrant entre toutes ces

Cours des actions en devise locale, y compris réinvestissement des dividendes, par rapport aux cours de 1987 :

| | |
|-----------------|--------|
| Hong-Kong | +379 % |
| France | +164 % |
| Pays-Bas | +155 % |
| Grande Bretagne | +159 % |
| Danemark | +147 % |
| Suède | +157 % |
| Australie | +138 % |
| Etats-Unis | +130 % |
| Allemagne | +106 % |
| Belgique | + 91 % |

Source : *Sunday Times* 15 août 1993

forces disparates. C'est le marchandage et le chantage institutionnalisés. On n'avancera donc que lentement. On reculera encore souvent.

9) Les problèmes et crises de l'unification capitaliste de l'Europe s'insèrent dans un contexte mondial. C'est avant tout celui de la guerre commerciale triangulaire (USA, Japon, Europe) sans hégémonie d'un des trois qui le rendrait capable de dicter sa loi aux autres. Ceci ressort clairement du déclin dramatique de la production américaine par rapport à celle de ses principaux concurrents.

10) Les multinationales d'origine européenne et d'autres forces économiques et politiques en Europe voient dans une CE consolidée le moyen de mieux défendre leurs intérêts face à leurs concurrents américains et japonais. Si Washington et Tokyo défendent fort bien les intérêts de Boeing, d'IBM et d'Ixxon, Paris, Rome, La Haye, Madrid et Bruxelles n'ont pas le poids suffisant pour défendre ceux de la Fiat-Seal, de Rhône-Poulenc, de Philips ou de Solvay.

11) L'aggravation de la récession en Europe, la misère accentuée des peuples du tiers-monde, ont un effet analogue. La *Schadenfreude* (se réjouir du malheur d'autrui) sera de courte durée.

12) La stabilité relative des taux de change au cours des années 80 était fondée sur la longue reprise économique après la récession de 1980-81. Elle a privilégié la spéculation immobilière et boursière, mais celles-ci se sont inévitablement emballées : qu'on se rappelle le krach boursier d'octobre 1987 ! De ce fait, les capitaux-argent flottants se sont progressivement déversés sur les marchés de change. Les décisions monétaires du 31 juillet 1993 augmentent sans doute les risques des spéculateurs. Les menaces de dévaluation en chaîne en font autant. Ces messieurs-

3) *Quotidien de Bruxelles, Le Soir*, 18 août 1993.

dames (peu de dames) retournent donc à la Bourse. A New York, à Londres, à Paris, à Francfort, les cours des actions dépassent largement les maxima de 1987 (Voir tableau p. 5).

Ces chiffres ne tiennent pas compte des effets de l'inflation. Il faudrait donc les réduire de 35 à 50 % pour obtenir le gain réel en valeur des actions. Mais vu que cet accroissement ne correspond nullement à un accroissement de la production dans les mêmes proportions, un nouvel octobre 1987 pointe à l'horizon.

13) Mitterrand et Balladur incriminent maintenant un sombre complot des spéculateurs internationaux contre la France, après avoir dénoncé "les Allemands" comme responsables de l'attaque contre le franc. En suivant Jean-Paul II ou l'Ayatollah Khomeiny, ils auraient pu incriminer avec le même degré de crédibilité le Diable ou le Grand Satan. Reconnaître la source de la spéculation dans les mécanismes intrinsèques de l'économie capitaliste et les "valeurs" fondamentales de la société bourgeoise, ce n'est décidément pas dans "l'air du temps". Mais les faits sont plus têtus que les mythes.

Qui sont donc ces fameux spéculateurs, en dehors de quelques personnages comme Georges Soros dont la presse (4) souligne les exploits ? Bien malin celui qui en découvrirait la nationalité. Même ceux qui opèrent à New York et à Tokyo sont en partie des Européens, y compris des Français.

Surdoués, les banquiers ?

Quand il s'agit de gagner vite beaucoup d'argent, à peu de risques, le patriotisme et autres nobles sentiments n'ont guère de poids. Mais dans notre société, il est plus facile de vérifier l'identité des travailleur(euses) immigré(es) que celle des exportateurs de capitaux !

Faut-il vraiment être subversif pour poser la question : combien de banquiers français se sont trouvés parmi les spéculateurs contre le franc ?

Ajoutons un détail croustillant : selon le correspondant à Washington du *Sunday Times*, le chef du Federal Reserve Board (Banque centrale des Etats-Unis) prête couramment de l'argent aux banques privées à un taux d'intérêt de 3,5 à 4 % inférieur aux taux d'intérêt qu'elles obtiennent en achetant des obligations d'Etat pratiquement sans risques (5). Il ne faut vraiment pas être surdoué pour s'enrichir dans ces conditions-là. Les bénéfices des banques américaines sont donc en forte hausse, sur quoi elles recommencent à spéculer sur les marchés de change, l'appât de gains supplémentaires étant irrésistible.

Il n'y a décidément pas de petits profits. Nos-pas-si-surdoués sont partis pour de nouvelles aventures.

14) Nous ne pleurerons pas Maastricht. L'Acte Unique est une entreprise non-démocratique de régression sociale, d'atteinte aux libertés démocratiques, de répression renforcée à l'égard des plus faibles, d'accentuation de la "société duale" qui débouche sur une recrudescence de racisme et de néo-fascisme, d'agression contre les peuples du tiers-monde.

Mais nous ne nous réjouissons pas non plus de ses lendemains, car Maastricht n'est pas tombé sous les coups de boulot des masses populaires. Son effondrement s'est produit sous le poids des contradictions internes du système capitaliste. L'initiative reste plus que jamais dans les mains de la bourgeoisie. La classe des salariés est plus que jamais exposée à de mauvais coups. Pour elle, la situation économique et sociale reste dominée par le chômage.

Robots et prêt-à-porter

En RFA, en France, en Italie, en Espagne, le nombre de chômeurs est déjà supérieur en chiffres absolus, voire relatifs à celui des années 30. Chômage et peur du chômage dominent les réflexions du mouvement ouvrier organisé, l'état d'esprit des masses laborieuses. Dans ce climat, le chancelier Kohl n'hésite pas à prêcher une prolongation de la semaine de travail. Il feint d'ignorer que si les salaires représentent certes des coûts pour chaque firme prise séparément, ils sont aussi le principal pouvoir d'achat pour les marchandises d'une bonne partie des firmes qui doivent vendre une montagne croissante de biens et de services. Sans cette réalisation de la plus-value, point de relance de l'accumulation du capital. Les robots n'achèteront pas de prêt-à-porter.

Avec une franchise qui frise le cynisme, des experts en investissements internationaux (parmi lesquels un représentant de la Banque Indosuez) proclament que ce dont la RFA a besoin au lendemain de l'échec de Maastricht, c'est d'une réduction massive des dépenses sociales (6).

Le chancelier Kohl obéit aux ordres. Il annonce dès le 11 août la première réduction des allocations sociales, y compris des allocations de chômage, depuis 45 ans. Les gouvernements italien, espagnol, portugais s'enfoncent allègrement dans la brèche. Au Portugal, il est même question de rétablir le droit de faire travailler des enfants de 14 ans.

15) Pour faire face à cette offensive capitaliste, le mouvement ouvrier doit se défaire du mythe de sa prétendue culpabilité concernant le chômage. Ce ne sont pas

les "hauts salaires" qui sont responsables du chômage, comme les statistiques le montrent clairement. Ce sont plutôt les pays et les régions aux salaires les plus élevés qui ont durablement les taux de chômage les plus bas. La responsabilité en incombe à ceux qui décident des investissements, de leur ampleur, de leur orientation. Les investissements de rationalisation suppriment des emplois au lieu d'en créer.

Vers l'unité d'action

Mais ils doivent surtout se défaire de tout consensus autour de la défense de la "compétitivité nationale" sur l'autel de laquelle on les convie à sacrifier leurs propres intérêts. On ne peut résister aux menaces de relocalisation des centres de production si on accepte ce prétendu impératif. Les multinationales trouveront toujours un pays où les salaires et les allocations sociales sont plus bas, pour imposer aux salarié(e)s une spirale de régression sociale sans fin. Contre Maastricht et contre l'après-Maastricht, le repli national est mortel. La seule réponse efficace, c'est l'unité d'action des salarié(e)s et des opprimé(e)s de tous les pays, à la place d'une collaboration de classe avec la bourgeoisie, nationale, européenne, mondiale.

Tissons des liens durables entre syndicalistes de combat, à commencer par ceux et celles qui travaillent pour la même multinationale. Unissons nos forces pour la réduction radicale de la semaine de travail sans réduction de salaire, seul moyen de combattre efficacement le chômage. N'hésitons pas à confronter les institutions européennes avec des revendications sociales et démocratiques précises, appuyées par des forces réelles du mouvement ouvrier organisé à l'échelle européenne. Mais la priorité doit aller à l'agitation et à l'action directes contre le chômage, pour la défense des immigrés, contre le racisme et le fascisme, pour la consolidation de la solidarité avec les peuples du tiers-monde.

Il faut surtout commencer par gagner quelques batailles partielles. On ne renversera le cours des choses que par des succès pratiques. La réussite de l'Assemblée du 12 juin 1993 pour une autre Europe — celle du travail et de la solidarité sans riva-ge, l'Europe de la raison et du cœur — est un premier pas dans cette voie. D'autres devront suivre, d'autres suivront. ★

18 août 1993

4) Voir le *Business Week* du 23 août 1993.

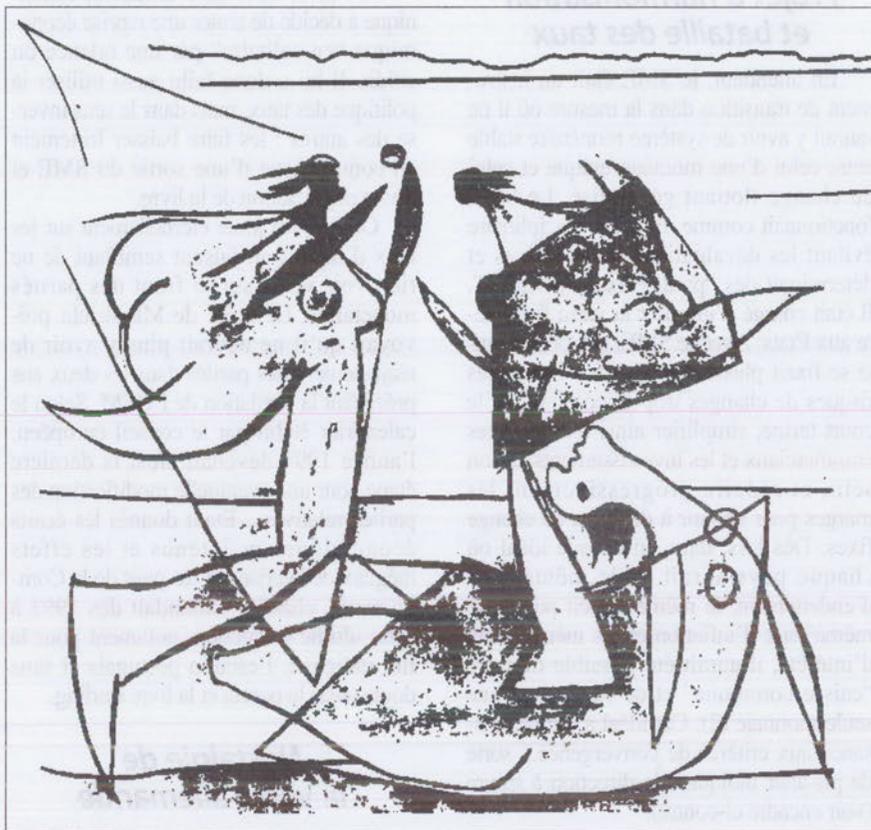
5) *Sunday Times*, 8 août 1993.

6) "Massive cut in german welfare expenditure", *International Herald Tribune*, 14/15 août 1993.

Un hiver en été

Le 2 août, l'Europe des Douze s'est mise en congé de son système monétaire (SME), c'est-à-dire du principal mécanisme devant mener à l'union politique et monétaire. Les anciennes règles ont été remplacées par une sorte de faux SME : la marge de fluctuation possible de chaque devise par rapport à une autre passant de 2,25 % en-dessous ou au-dessus d'un cours pivot à plus ou moins 15 % autour de ce même cours moyen. En d'autres termes, l'ancienne discipline réglementée a été remplacée par une liberté de flottement des monnaies (dans une fourchette de 30%) avec le simple espoir que les gouvernements s'autodisciplineront.

Claude GABRIEL



Les protagonistes — gouvernements et banques centrales — ont, dans un premier temps, affiché un optimisme de circonstance en prétendant que cette nouvelle bande de fluctuation allait enrayer le désordre monétaire et permettre de revenir très vite aux marges antérieures. Pourtant, les événements du mois de juillet ne sont pas un accident de parcours. Ils ont amené une réévaluation des taux de change au sein de la Communauté européenne (CE) mais ont surtout provoqué une suspension des règles de solidarité monétaire du SME.

L'évènement est considérable. Il marque un coup d'arrêt à la politique de convergence qu'implique le projet d'Union économique et monétaire (UEM). Cela peut accélérer l'abandon des disciplines financières et économiques qui, en principe, devaient permettre une totale intégration.

Certains gouvernements peuvent dès lors, après celui de la Grande-Bretagne et de l'Italie, faire le choix d'une dépréciation compétitive de leur monnaie afin de gagner des parts de marché à l'exportation.

Helmut Kohl a rappelé "les conditions très sévères" que constituaient toujours, selon lui, les critères de convergence. Et le Premier ministre français, Edouard Balladur, lui fit écho en déclarant que "c'est une erreur de vouloir bâtir une union économique et monétaire quand les politiques économiques divergent".

Le choc de la récession

Alors que la marche vers la monnaie commune nécessiterait une rapide homogénéisation des performances économiques, ces derniers mois ont vu se dessiner un mouvement inverse. Chaque Etat est sous l'emprise de problèmes et de contradictions particulières : l'Allemagne paye le coût de l'unification et doit maintenir des taux d'intérêt élevés pour attirer les détenteurs de capitaux et freiner son inflation ; la Belgique n'enraye pas sa dette publique ; la France voit croître son déficit budgétaire ; l'Espagne affiche 22,5 % de chômage et un déficit public de 1 700 milliards de pesetas (1).

Même le gouvernement de John Major n'arrive toujours pas à inverser la

tendance générale malgré les gains de la dévaluation de la livre de près de 20 % par rapport au mark et au franc français ; aucune reprise significative n'a encore été enregistrée en Grande Bretagne.

Globalement, la Commission de Bruxelles prévoit une baisse générale de la production pour l'ensemble de la CE, soit une moyenne de - 0,5 %.

Il est amusant de voir comment des hérauts du "marché", parmi lesquels des gens qui favorisèrent la dérèglementation des marchés boursiers, s'en prirent soudainement aux méchants spéculateurs... Or, si la spéculation a joué un rôle dans la crise de juillet, elle en était plus une conséquence qu'une cause.

Le SME a en effet craqué sous la pression de la récession et de la crise des finances publiques. S'en prendre aux seuls spéculateurs, ou comme certains l'ont fait, critiquer le "libéralisme du traité de Maastricht" (c'est-à-dire le projet d'union économique et monétaire, UEM) constitue un tour de passe-passe pour ne pas avoir à dénoncer la barbarie et la folie de tout un

1) 78 milliards de francs français.

système. Il s'agit même d'un contre-sens en ce qui concerne Maastricht puisque le projet de monnaie unique vise, notamment, à éliminer le désordre monétaire au sein de la Communauté.

Projet d'harmonisation et bataille des taux

En attendant, le SME était un instrument de transition dans la mesure où il ne saurait y avoir de système monétaire stable entre celui d'une monnaie unique et celui du change flottant généralisé. Le SME fonctionnait comme un cadre disciplinaire évitant les dévaluations compétitives et déterminait des "parités fixes ajustables". Il était chargé d'imposer la vertu financière aux Etats. Avec le SME, la Communauté se fixait plusieurs objectifs : limiter les risques de changes trop importants sur le court terme, simplifier ainsi les échanges commerciaux et les investissements en son sein, et réduire progressivement les marges pour aboutir à des taux de change fixes. Dès lors, dans un monde idéal où chaque pays aurait eu le même taux d'endettement, le même déficit public, le même taux d'inflation et les mêmes taux d'intérêts, il aurait été possible de faire "caisse commune" et de se doter d'une seule monnaie (2). Cet idéal a donné naissance aux critères de convergence... sorte de pis-aller indiquant la direction à suivre (voir encadré ci-contre).

Mais, au cours de cette transition, la libre circulation des capitaux permise par l'Acte unique peut déraiper sous l'impact d'événements politiques ou économiques et compromettre tout le SME par des mouvements trop importants sur le marché des changes. C'est exactement ce qui vient de se passer.

La récession s'est combinée à la globalisation internationale des marchés financiers et à l'accroissement de la circulation des capitaux dans le CE elle-même. Puisque les taux de change relatifs étaient encadrés règlementairement au sein du SME, les gouvernements nationaux ont reporté sur le système des taux d'intérêt la liberté d'action qu'ils avaient perdu sur les parités monétaires. La hausse des taux d'intérêt (à partir de la hausse des taux allemands) devint le principal instrument d'intervention de chaque Etat pour tenter de contrôler les "critères fondamentaux" que sont l'inflation, la balance des paiements et la masse monétaire. La dynamique ainsi engagée a aggravé les tendances récessionnistes en limitant l'accès aux crédits d'investissement et de consommation.

La bataille des taux d'intérêt peut ainsi valoriser artificiellement une devise si les

détenteurs de capitaux se reportent sur son marché. C'est ce qui est arrivé un temps à la peseta espagnole, limitant par contre-coup les progrès à l'exportation de l'économie espagnole puis débouchant sur sa dévaluation en septembre 1992.

A l'inverse, le gouvernement britannique a décidé de tenter une reprise économique "en solitaire" par une relance du crédit. Il lui a donc fallu aussi utiliser la politique des taux, mais dans le sens inverse des autres : les faire baisser fortement en contre-partie d'une sortie du SME et d'une dépréciation de la livre.

On ne peut jouer éternellement sur les taux d'intérêt en faisant semblant de ne rien voir venir sur le front des parités monétaires. Le traité de Maastricht prévoyait qu'il ne devrait plus y avoir de réajustement des parités dans les deux ans précédant la fondation de l'UEM. Selon le calendrier établi par le conseil européen, l'année 1994 devenait ainsi la dernière étape pour une éventuelle modification des parités relatives... Etant donnés les écarts économiques maintenus et les effets inégaux de la crise sur les pays de la Communauté, chacun s'attendait dès 1993 à cette ultime correction, notamment pour la lire italienne, l'escudo portugais et sans doute aussi la peseta et la livre sterling.

Nostalgie de la vertu allemande

Le marché a anticipé cette décision et a commencé à spéculer, en septembre 1992, sur la baisse "programmée" de ces monnaies. Ce faisant, il accélérât le mouvement tout en ôtant à la CE la maîtrise du processus.

Les événements de juillet 1993 enregistrent de nouveaux facteurs de crise. L'Allemagne était supposée jouer le rôle de modèle vertueux ; elle ne l'est plus désormais en termes d'inflation et de déficit public. Ce pays enregistre une inflation à 4,5 % et le gouvernement Kohl prévoit de réduire les dépenses publiques de 25 milliards de marks en 1994 dont 21 milliards pour le seul budget fédéral.

La France, pour sa part, s'est enfoncée dans une profonde récession accompagnée d'un déficit budgétaire considérable. Celui-ci atteindrait 330 milliards de francs soit 4,5 % du PIB. Dans le même temps, l'investissement productif des entreprises continue à décroître ainsi que la demande intérieure. Par ailleurs, les pays les "moins vertueux" qui ont quitté le SME et dévalué leur monnaie — l'Italie et la Grande Bretagne — ont ainsi obtenu une prime de compétitivité à l'exportation qui aggrave la crise française. Cette fois-ci, le franc français n'a pas échappé à la dévaluation

Rappel des critères de convergence

1- La réalisation d'un degré élevé de stabilité des prix. Le taux de croissance des prix à la consommation doit être au plus supérieur de 1,5 % au taux moyen des trois pays les moins inflationnistes.

2- Le caractère soutenable de la situation des finances publiques. Le ratio besoin de financement des administrations publiques/produit intérieur brut ne doit pas dépasser 3 %. Le ratio dette publique/produit intérieur brut ne doit pas dépasser 60 %*.

3- Le respect des marges normales de fluctuation prévues par le SME pendant au moins les deux dernières années. Chaque pays devrait donc ne pas avoir dévalué sa monnaie dans les marges de 2,25 %.

4- Le caractère durable de la convergence. Le taux d'intérêt à long terme des obligations d'Etat ne doit pas dépasser, un an avant l'entrée dans l'union monétaire, de plus de 2 % la moyenne des taux d'intérêt des trois pays les moins inflationnistes.

* A titre d'exemple, et pour n'évoquer que des pays dont la monnaie colle au mark, la Belgique a aujourd'hui une dette publique de 129,4 % de son PIB ; les Pays Bas ont un déficit budgétaire de 4,4 % du PIB et une dette de 78,4 %.*

par rapport au mark. Il a même été l'élément principal de cette dernière bataille monétaire et spéculative.

Il y avait donc pour les détenteurs de capitaux une très forte probabilité de crise au sein du SME. Celui-ci, en effet, ne libère pas les Etats, pris séparément, de leurs responsabilités sociales et politiques respectives. A ce niveau de récession, chacun cherche la parade qui évitera l'effritement dangereux de son autorité sociale, économique et idéologique.

Toutefois, aucun des divers instruments d'intervention ne dégage d'indépendance véritable car il n'y a plus de réponse nationale possible. Ce qu'un gouvernement gagne, par exemple, sur le terrain du crédit et de la consommation intérieure, il le perd sur le terrain de sa dette extérieure après avoir affaibli sa monnaie par une baisse trop rapide des taux d'intérêts.

A l'inverse, l'obsession du déficit public et de la dette conduit à maintenir

2) Ceci impliquerait d'autre part un "marché parfait", où régnerait une mobilité identique des capitaux et de la main-d'œuvre. On sait cependant que l'Europe communautaire ne peut reproduire l'histoire américaine. Elle n'a pas les moyens budgétaires indépendants et suffisants pour amortir les chocs locaux. Infiniment moins, par exemple, que la seule Allemagne qui dépense 29 % de son PIB pour l'unification. La mobilité du travail en Europe est d'autre part entravée par des problèmes culturels et linguistiques.

des taux d'intérêt élevés qui étouffent la demande intérieure. C'est ainsi que le gouvernement français tourne en rond depuis des semaines et que son Premier ministre adopte des expressions énigmatiques pour évoquer le maintien des taux élevés en défense du "franc fort". Le prix à payer est l'aggravation de la récession et du chômage.

A ce niveau de crise, les moyens d'intervention des banques centrales se réduisent progressivement. La Bundesbank aurait déboursé 90 milliards de marks pour défendre en septembre 1992 la lire et la livre sterling. Elle aurait ensuite, en juillet dernier, utilisé 60 milliards de marks pour "défendre" sur le marché la parité de quatre autres devises dont le franc français et le franc belge. L'Allemagne a donc fini par renoncer à défendre les autres monnaies par l'utilisation de ses réserves et par une création monétaire qui peut très vite revenir au bercaïl pour alimenter l'inflation (3).

Le nouvel accord monétaire soulage donc la tâche des banques centrales qui dans le SME, ancienne formule, devaient obligatoirement intervenir sur les marchés pour maintenir toutes les devises de la CE dans leur marge respective de fluctuation. Elle devaient acheter ou vendre des devises pour maintenir les cours dans une fourchette de 4,5 %. Dans la nouvelle situation, ces contraintes deviennent formelles puisque chaque devise a maintenant une "liberté" de 30 % autour de son cours pivot.

Qui commande ?

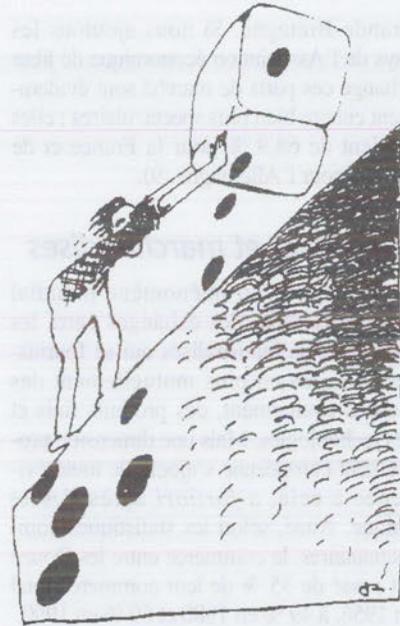
Le "marché" sait tout cela et il anticipe. C'est du moins la présentation idéaliste qui en est faite. Mais en l'occurrence le "marché" n'est rien d'autre qu'un ensemble d'institutions financières qui n'ont aucune raison de perdre de l'argent. Elles sont même généralement chargées du contraire : en gagner ! Rien d'étonnant donc à ce que George Soros ait joué avec quelques dix milliards de dollars en trois jours pour faire une plus-value de un milliard ou que Steve Hanke et ses fonds de pension canadiens aient fait, voici quelques mois, 500 % de bénéfice en "casant" le marka finlandais.

Le système est d'ailleurs assez simple : on "joue" à partir d'un emprunt (dans la monnaie que l'on va affaiblir sur le marché en la mettant en vente) puis l'on rembourse le prêt après avoir racheté la même devise, mais à un taux de change inférieur par rapport aux monnaies "fortes" que l'on s'est procurées en menant la première opération de vente. Au passage on empoche la plus value. Facile

certes, mais le ticket d'entrée sur ces marchés spéculatifs est aujourd'hui énorme. Il s'échange en effet chaque jour près de 1 000 milliards de dollars sur les marchés des changes, infiniment plus que ce que les banques centrales peuvent mettre dans la balance (4).

Les dix dernières années ont vu une intense diversification et une forte internationalisation des opérations bancaires. Ce marché tourne 24 heures sur 24. Il est informatisé, délocalisé et incontrôlable (5).

L'air du temps veut même qu'un George Soros puisse parler sur les télévisions du monde entier pour annoncer, à



mots couverts, la bonne blague qu'il est en train de faire aux économies européennes.

L'erreur, évidemment, serait de croire que George Soros joue simplement un tour à Helmut Kohl et à quelques autres. Son activité libre et légale aggrave en fait le chaos économique et nourrit les crises sociales actuelles. De ce point de vue, Soros et ses semblables sont d'authentiques assassins. Mais cette mafia financière ne saurait être inquiétée dans un monde où la loi est précisément celle du profit ainsi accumulé. La tourmente monétaire a été également entretenue par des entreprises qui, soucieuses de leurs trésoreries

3) Le franc belge, pourtant arimé au mark allemand, n'a pas échappé à l'attaque du fait de l'ampleur de la récession dans ce pays. Le 29 juillet, il baissait de 1,35 % sous son cours pivot par rapport au mark alors que d'habitude cela n'excédait pas 0,30 %. La Banque de France aurait déboursé entre 250 et 300 milliards de francs en devises étrangères, essentiellement des marks empruntés, pour défendre le franc. Elle doit aujourd'hui reconstituer ses réserves.

C'est en partie à cause de cet affaiblissement des moyens des banques centrales que la fourchette de plus ou moins 15 % a été choisie : elle limite par son ampleur les risques d'une nouvelle intervention obligatoire de solidarité mutuelle que le SME impose toujours sur le papier. De nouvelles

attaques contre une ou plusieurs monnaies provoqueraient donc des dévaluations.

dans l'instabilité monétaire annoncée, ont cherché à modifier la composition de leurs réserves. Ce fut aussi le cas de "non-résidents" détenant sous forme d'emprunts d'Etat, des parts de dette française, belge ou espagnole et qui se sont défaussés avant que les monnaies correspondantes ne se déprécient (6).

Le séisme monétaire souligne l'importance de la crise socio-économique actuelle. Le schéma de départ était *grosso modo* le suivant : une réduction de l'inflation qui permet la réduction des taux d'intérêt, puis, en cascade, la sortie de la récession par la reprise des investissements et des crédits à la consommation et enfin la réduction de la dette publique... Parallèlement, cette "désinflation compétitive" devait restaurer la compétitivité des entreprises qui se voient obligées de maîtriser leurs coûts, notamment salariaux, et d'augmenter leur capacité d'auto-financement du fait de l'accès coûteux aux crédits bancaires.

Or pour le moment l'ampleur-même de la récession bloque tout ce calcul car elle agit sur les deux bouts de ce raisonnement linéaire : affaiblissement de la demande et risque grandissant pour l'investissement productif.

Où en est "Maastricht" ?

En octobre, va se tenir un conseil européen qui, sans doute, se "félicitera" de la ratification du traité de Maastricht par tous les pays membres ! Il est pourtant maintenant établi qu'aucun gouvernement n'arrive à juguler les fameux critères de convergence établis voilà deux années. Aucun n'arrive, notamment, à stopper la croissance de sa dette publique ni celle de son déficit budgétaire.

Les intérêts de la dette publique représentaient 3,1 % du PIB, en moyenne au sein de la CE, entre 1974 et 1983. Ils étaient de 5,2 % en 1992 dont 10,9 % pour la Belgique et 10,7 % pour l'Italie (7).

Quant aux déficits budgétaires, ils sont partout, sauf au Luxembourg, supérieurs à 3 % du PIB. Entre 1990 et 1992 le déficit public du groupe Allemagne-France-Benelux-Danemark est passé de 3,1 à 4,7 % du PIB. La moyenne serait, pour

4) En temps normal, seuls 7 % de ces sommes concernent les devises du SME. En juillet, par contre, une part plus importante s'est réalisée entre ces monnaies.

5) Les négociateurs de Bruxelles (gouvernements et gouverneurs des banques centrales) devaient aboutir à un accord avant une heure du matin... C'est-à-dire avant l'ouverture de la bourse de Tokyo !

6) Des non-résidents détiennent 500 milliards de francs de la dette française sous forme d'emprunts. Beaucoup n'ont aucun intérêt à conserver une valeur aujourd'hui instable.

7) Hors Portugal et Espagne.

toute la CEE, de 6,25 %. Pire, certains pays qui étaient en 1990, sur ce point, dans les marges imposées à Maastricht, n'y étaient plus en 1992. C'est le cas de la Grande-Bretagne, de la France et du Danemark.

Le phénomène de l'endettement important des Etats n'est, certes, pas nouveau. Mais, aujourd'hui, le déficit global des administrations publiques est presque partout supérieur à ce qu'il devrait être pour stabiliser la dette et son service. Il y a donc un effet boule de neige : les gouvernements n'ont guère de marge de manœuvre et ils n'ont plus les moyens d'une relance économique par les dépenses publiques.

Un risque de crises en cascade

Les gouvernements cherchent à s'en sortir par les privatisations. Ils n'habillent d'ailleurs même plus cela d'une idéologie libérale : plus personne ne cache qu'il s'agit de simplement trouver de l'argent !

C'est en principe le 1er janvier 1994 que s'ouvre la seconde phase de l'union. Elle prévoit selon le traité un Institut monétaire européen renforçant la coopération entre banques centrales et favorisant la coordination des politiques économiques ! Cela imposerait une stabilisation rapide et définitive des taux de change au début de cette seconde phase. Voilà ce que les événements de juillet dernier ont quelque peu déprogrammé...

Ainsi, après avoir d'abord prétendu que le calendrier serait tenu, des gens comme Helmut Kohl ont finalement évoqué la probabilité d'un report du calendrier de l'union monétaire.

L'enjeu que représentait l'UEM pour les gouvernements européens est bien connu : course de vitesse contre les dangers de récession et contre l'instabilité monétaire internationale ; urgence d'une stabilité des changes pour répondre à l'ampleur grandissante des échanges commerciaux au sein de la CEE. L'UEM est donc, en partie et du point de vue des intérêts généraux du capitalisme, un correctif au "libéralisme" de l'Acte unique de 1986 et non l'inverse (8).

Or, s'il fallait enterrer le SME et le traité de Maastricht, il faudrait très vite enterrer aussi le "grand marché" et la politique agricole commune (PAC). La bobine se déroulerait jusqu'au bout car le véritable acte fondateur de Maastricht c'est l'Acte unique !

En 1992, la part des exportations vers le reste de la CEE était de 62,7 % pour la France, de 55 % pour l'Allemagne, de 58,4 % pour l'Italie et de 56 % pour la

Rappel des étapes du traité de Maastricht.

La première phase est en cours. Elle devait être celle de l'harmonisation sur la base des critères de convergence.

La seconde phase devrait s'ouvrir le 1er janvier 1994 avec la mise en place rapide d'un Institut monétaire européen : la convergence s'accroît, mais les changements de parité sont encore possibles au début de cette période.

Le 31 décembre 1996 devait être la date limite pour décider des modalités et de la date finale du passage à la monnaie unique, c'est-à-dire à la troisième phase. L'établissement d'une banque européenne et d'un "système des banques centrales nationales" devant se faire au plus tard le 1er juillet 1998.

Le 1er janvier 1999 est alors programmé comme l'ultime étape : introduction de l'écu, comme monnaie unique pour les pays qui ont franchi tous les obstacles ! Les autres devront dès lors faire acte de candidature dans des conditions nouvelles. ★

Grande-Bretagne. Si nous ajoutons les pays de l'Association économique de libre échange ces parts de marché sont évidemment encore bien plus spectaculaires : elles seraient de 68,9 % pour la France et de 70,2 % pour l'Allemagne (9).

Capitaux et marchandises

Il s'agit d'un phénomène mondial d'accroissement des échanges entre les pays les plus industrialisés qui se fournissent de plus en plus mutuellement des biens d'équipement, des produits finis et des technologies. Mais une dimension proprement européenne s'ajoute de toute évidence à cela, *a fortiori* après l'Acte unique. Ainsi, selon les statistiques communautaires, le commerce entre les Douze est passé de 35 % de leur commerce total en 1958, à 49 % en 1980 et 60 % en 1990.

Voilà donc la principale contradiction. Est-ce que cette dépendance commerciale peut se maintenir dans le cadre de changes flottants ? Est-ce que le patronat industriel pourrait continuer sur cette voie — plutôt profitable — en ayant perdu toute garantie sur les taux de change ? C'est peu probable.

Ceci implique donc l'alternative suivante : soit la nécessité commerciale et la peur de la dislocation de tout le système l'emportent et les gouvernements essaieront de garder les objectifs en s'accordant sur un rythme différent (10), soit l'affaire s'effondre, mais c'est alors l'Acte unique lui-même et la PAC qui explosent.

Il ne saurait y avoir libre circulation des marchandises et des capitaux dans un chaos monétaire (11). Ce serait le retour au protectionnisme national et à une bataille en ordre dispersé sur fond de "globalisation mondiale".

Dans la mesure où le projet d'UEM reste un impératif pour les intérêts généraux du capitalisme, le second scénario — toujours envisageable dans le contexte mondial actuel — déboucherait sur des

crises considérables des systèmes politiques et des Etats.

Il y a donc tout lieu de prendre très au sérieux les événements de juillet. Le prochain conseil européen se tiendra le 29 octobre. Il sera sans doute chargé de redéfinir le schéma antérieur d'UEM. Mais plus sérieusement, les gouvernements européens vont devoir reviser leurs politiques sociales et budgétaires. C'est par cela qu'en définitive la crise du SME de juillet sera payée par les salariés et les chômeurs. ★

18 août 1993

8) Certains détracteurs réformistes du traité de Maastricht omettent de signaler que la liberté de circulation des capitaux et la disparition des critères de change revient au grand marché de l'Acte unique et non au projet d'union monétaire. Le problème est que certains d'entre eux (au Danemark, en France ou en Italie par exemple) avaient voté en faveur de l'Acte unique et ne sont jamais revenus sur cette erreur.

9) Ce qui n'empêche pas certains journalistes de parler de tentations allemandes de faire cavalier seul en se tournant vers l'Europe centrale !

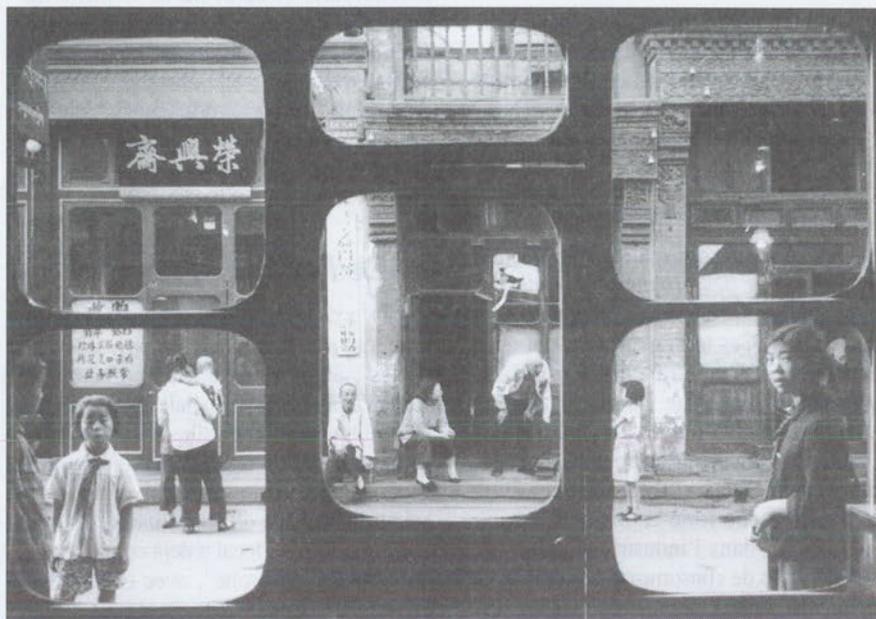
10) On reparle d'une UEM plus petite avec certains pays (lesquels ?), et Londres relance son idée d'écu commun circulant parallèlement aux monnaies nationales. Cette dernière solution ajoute en réalité une étape supplémentaire mais ne règle rien au caractère transitoire et donc instable du SME, tant que n'existe pas une seule et unique monnaie, à moins de rétablir le contrôle des changes.

11) Il était erroné de présenter la CEE de l'Acte Unique et du grand marché comme une simple zone de libre échange. La discipline du SME en faisait jusqu'à présent un ensemble beaucoup plus structuré et réglementé.

L'empire du "milieu" bureaucratique

Le 20 août 1993, *China Daily* annonçait que les entreprises d'Etat devaient recevoir les pleins pouvoirs de décision d'ici à la fin de l'année. Le but est que les secteurs chroniquement déficitaires soient concurrentiels suivant les normes du marché en 1998. Pourtant, comme le souligne notre correspondant, Ossi Rask, les directeurs d'entreprise et les fonctionnaires locaux ont déjà pris les choses en main. Leur but n'est autre que la ruée sur le profit personnel.

Ossi RASK*



La Chine possède désormais une « économie socialiste de marché », « une percée inouïe pour la théorie économique socialiste... », « La contribution théorique déterminante de Deng Hsiao Ping constitue une révolution dans le marxisme... ». C'est ainsi que les poètes de la cour louaient le Parti communiste chinois lors de son 14ème congrès..

Le visiteur étranger ne peut que rire du gouffre qui sépare cette prose de la réalité observable. Mais les Chinois, eux, ne rient pas. Quelque chose tourne mal, il est certain que cela a à voir avec le slogan officieux des petits bureaucrates : « Plus il y a de chaos, mieux c'est. »

La Chine est un pays de 1,2 milliard d'habitants et son parti unique compte 45 millions de membres. Les dirigeants de ce parti gouvernent un quart de l'humanité. En 1992, le produit national brut (PNB) a augmenté de 12,8 % et de 14 % au cours du premier trimestre 1993 — chiffre qui mérite d'être comparé aux 1, 3 ou 4 % de croissance des pays membres de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE).

Dans le même temps, l'inflation a dépassé 10 % à la campagne. Dans les 35 plus grandes villes chinoises, l'inflation est estimée à 17 % ou plus, et la tendance est plutôt à la hausse. L'inflation vient de la liberté nouvelle pour les entreprises d'augmenter leurs profits en augmentant les

prix : « Etre le premier à devenir riche », pour paraphraser Deng Hsiao Ping. Le contrôle des prix a été graduellement levé depuis 1979 et "le marché" détermine maintenant le prix de 80 % des produits. Le prix des céréales, du riz et des autres denrées industrielles de bases provenant de la campagne sont toujours fixés par le gouvernement. Lorsque les produits de la campagne atteignent la ville, ils sont vendus à un prix qui n'a plus rien à voir avec ce qu'à payé le premier bureaucrate de la chaîne de distribution.

S'enrichir le premier

L'inflation découle également de l'ouverture au marché mondial. A partir du 1er juin 1993, le gouvernement a supprimé le contrôle des prix sur le "marché au troc" (1). Dans les trois semaines suivantes, le yuan a perdu plus de 30 % par rapport au dollar US, bien qu'il se soit alors stabilisé. Ainsi, une personne opérant sur le marché extérieur n'acceptera des yuans qu'à un taux de plus en plus élevé, pour pouvoir en tirer quelque chose lorsque le moment de changer sera venu, avec le risque qu'elle n'accepte plus de yuans. Entre 20 et 40 % de l'ensemble des dollars de Hong Kong circule en Chine continentale.

Enfin, inflation et "croissance" proviennent de crédits incontrôlés. Les banques locales et les compagnies d'Etat

se prêtent et s'empruntent mutuellement de l'argent, prélevé sur des fonds publics ou étrangers, sans permission et à des taux d'intérêts qui peuvent être jusqu'à trois ou quatre fois ceux de la banque centrale.

Dans la mécanique de précision, des compagnies d'Etat ont émis des actions avec des facilités d'achat pour la direction, une autre recette populaire pour faire de l'argent dans la chasse au profit. D'autres ont mis sur pied des compagnies à Hong Kong et les ont utilisées comme boîtes aux lettres...

Des officiers de l'armée ont également été impliqués. La température a été prise parmi les cadres du parti-Etat : les gens sont impatients de transformer ou de diviser le capital de l'Etat et de le privatiser, ils cherchent des raccourcis pour pouvoir considérer les entreprises, institutions et fonds comme les leurs. La banque Standard Chartered rapporte que les "camarades" sont les principaux investisseurs et agents étrangers sur le marché des changes de Hong Kong.

Pourtant, la question qui préoccupe le marché des changes de Hong Kong est de savoir si Pékin va réussir, ou veut, discipliner les couches inférieures de la bureau-

* L'auteur remercie les publications révolutionnaires *Sprout* et *October Review*, basées à Hong Kong, pour le soutien qu'elles lui ont apporté.

1) Terme le plus souvent utilisé dans la presse locale pour désigner les différentes formes de change monétaires prévalant actuellement.

cratie, arrêter la valse du crédit et le pillage d'argent dans ses caisses. Répondre par l'affirmative serait mauvais pour le marché des changes.

"Camarades" investisseurs

La bureaucratie chinoise est également devenue le premier investisseur étranger sur le marché de l'immobilier à Hong Kong. Depuis la guerre du Golfe, la valeur de l'immobilier à Hong Kong a grimpé de 200 %.

En Chine du Sud, les champs qui étaient jusqu'alors plantés de riz et d'autres céréales sont maintenant aplanis pour y réaliser des projets immobiliers : hôtels, bureaux, résidences estivales, terrains de golf. Ces terrains n'attendent que l'arrivée d'invités étrangers. En fait, il s'agit surtout d'attendre : la spéculation, la corruption, le fait d'être à proximité et de se faire payer l'aide qu'on apporte sont des réflexes naturels chez la bureaucratie.

Il y aura une forte "croissance" dans l'immobilier, dans l'industrie du loisir et dans les biens de consommation durables ; des profits juteux seront réalisés ou du moins sont attendus. Par contre, dans l'agriculture, l'infrastructure, l'industrie de transformation des matières premières et l'énergie, il y a peu de profit à retirer et la croissance y sera faible. Le capital s'échappe du premier secteur vers le second du nord au sud. Les chemins de fer ne peuvent répondre qu'à 60 % de la demande, l'électricité est souvent coupée dans beaucoup de villes. Dans le textile et le raffinage du pétrole, un tiers des capacités de production reste inemployé.

Entre Gwongzhou et Hong Kong, les usines se succèdent sur des dizaines de kilomètres, et ça et là, les bulldozers aplanissent les anciennes rizières. En juin 1993, le ministère de l'agriculture a déclaré que la quantité de terres arables destinées à la plantation de céréales d'été serait diminuée de 167 500 hectares. Des économistes officiels ont calculé que, cette année, la surface consacrée aux céréales serait réduite de 1,33 million d'hectare par rapport à 1992. Le printemps 1993 a connu plus de 200 soulèvements de paysans contre les autorités locales.

Il ne s'agissait pas toujours de petits incidents : en mai, dans le comté de Renchou, dans le Szechouan, plus de 10 000 paysans ont assiégé le siège des autorités de la région. Des villages entiers se sont révoltés contre leurs administrateurs. De violents litiges au sujet de la propriété de la terre sont autant d'indices de cette tension croissante. Les forces de polices établissent des rapports sur des sociétés secrètes rurales et sur des "empires pay-

sans féodaux" qui seraient établis.

De nombreuses cellules de crise ont été mises en place à Pékin. La campagne est toujours la base économique de la Chine, donc le tremplin de la "croissance".

Le gouffre entre le niveau de vie de la bureaucratie et celui de la majorité du peuple se creuse ; elle est engagée dans une quête effrénée d'argent rapide et de capital spéculatif ; elle cherche le moyen de devenir une classe dominante "pour de vrai" ; il est donc décisif pour elle de mettre la main sur la plus grande part possible du surproduit agricole.

De l'or à la campagne

Il y a de l'or dans les poches de la payannerie, pas parce que les paysans sont riches ; au contraire, il n'y a pas plus pauvre dans l'échelle sociale. Mais ils sont 800 millions et ils travaillent. Le vol de la campagne reste impuni faute d'autorités supérieures pour le sanctionner. On peut aujourd'hui parler d'"économie de fief" où le patron du parti local a déjà commencé à protéger "son marché", avec éventuellement force barrages routiers et péages aux points de jonction et sur les routes importantes pour surveiller les flux entrants et sortants de marchandises. La notion de "seigneur de la guerre économique" décrit bien la situation du bureaucrate, du niveau de la province à celui du village, faisant ce qu'il veut, court-circuitant le gouvernement central et les autorités supérieures, disputant le contrôle de sphères d'influence à ses collègues.

Le résultat de ces forces centrifuges croissantes — la fragmentation, la vague de spéculation et la prétendue croissance — est une pénurie d'argent, et ceci bien que la quantité d'argent en circulation ait augmenté de 30 % au cours des trois dernières années. Elle a augmenté de plus de 50 % sur les quatre premiers mois de 1993 seulement, s'il faut en croire les statistiques gouvernementales — pourtant, les chiffres de la presse varient.

Pour les paysans cela signifie :

► des "coupons blancs" — lorsque le paysan vend du riz ou une autre céréale au magasin d'Etat, le paiement ne se fait plus en yuans, mais en coupons de papier blanc sur lesquels est portée la somme contre laquelle il devront être échangés "plus tard". C'est sans intérêt en période d'inflation supérieure à 10 %.

► des "coupons verts" — lorsque les millions de paysans qui ont décidé d'aller trouver un travail à la ville envoient de l'argent, le destinataire ne reçoit qu'un morceau de papier vert. Et lorsqu'il essaye de changer le chèque postal : « *Il n'y a plus assez de monnaie à la poste pour*

l'instant. Nous vous payerons la somme qui vous est due ultérieurement. » Là encore, cela ne présente aucun intérêt.

La valse des coupons

Mais il y a d'autres formes de vol qui comprennent :

► De nouveaux impôts et taxes sont prélevés sur les enfants mis à l'école, les routes, les engrais, les outils, les semences, etc., « *de façon à contribuer au développement local* » — entendez le projet hôtelier local des bureaucrates ou leur nouvel achat en bourse à Hong Kong.

► la terre est vendue, de gré ou de force, et est utilisée pour des projets immobiliers. Après quoi les paysans n'ont plus rien d'autre que leur force de travail à vendre.

« *Je ferai couper la tête à ceux qui émettent ces coupons "blancs" et "verts"* », s'écriait le vice-Premier ministre Zhu Rongji lors d'une réunion de crise à la fin de juin. Depuis, il est devenu le nouveau chef de la banque centrale à la gestion scandaleuse.

« *Quarante cinq nouvelles taxes qui ont été introduites au niveau local sont illégales et devront être immédiatement abolies* » selon une autre prise de position du gouvernement. « *Ceux qui sont coupables doivent être punis ! L'imposition des paysans ne doit pas excéder 5 %.* » Ce qui ferait un peu moins de la moitié du taux d'imposition réellement pratiqué en 1992. Zhu Rongji sera un protagoniste de la lutte de pouvoir de l'après-Deng.

Son combat pour redéfinir le système bancaire est un bon exemple du dilemme qui l'habite. Début juillet 1993, à son nouveau poste à la banque centrale, il a signalé que 100 milliards de yuans prêtés illégalement devaient être remboursés par les agences locales avant le 15 août suivant. Une semaine avant l'expiration du délai, la rumeur circulait que cet objectif ne serait pas atteint — et il ne l'a pas été ! Mais Zhu n'ose pas s'attaquer aux dirigeants des Zones économiques spéciales (ZES), des protégés de Deng Hsiao Ping et premiers responsables du chaos dans lequel le même Deng a laissé l'économie. Pas un mot n'a été dit concernant la mise en jugement des hauts fonctionnaires de banque corrompus.

Pourtant, des menaces venues d'"en haut" avaient alimenté de nouvelles spéculations sur un possible tournant à 180°. Des références aux anciens empereurs et à leurs mauvais conseillers, dans des magazines, en juin, ont été interprétées comme des attaques voilées contre la voie au capitalisme de Deng. Il y a également eu des attaques ouvertes. Des infarctus et la grip-

pe chez des vieillards octogénaires sont des indicateurs économiques dans la presse financière.

La hiérarchie est toujours en place, même lorsque la machine ne fonctionne plus très bien. Peut-être ne reste-t-il déjà que deux attitudes possibles : "ne rien faire" et la panique totale ! Quelle action réelle pourrait d'ailleurs découler de la panique totale ?

En août, Pékin a proclamé que 1 000 des douze cents zones économiques clandestines du Sud, ouvertes illégalement par les bureaucrates locaux, avaient été fermées. D'autres seront fermées si elles ne se soumettent pas au droit de regard du gouvernement. Début août, il y a eu de terribles explosions et des incendies à Shengzhen, au cœur de la région des réformes de Deng. Le 13 août, 15 travailleurs ont été déclarés tués, et beaucoup d'autres portés disparus. Pour la première fois, le porte-parole du gouvernement local reconnaissait que les mesures de sécurité étaient inadéquates. « *La soif du profit a été placée avant la vie humaine* » commentait le journal de la province *Nanfang Daily*. Et d'ajouter que les incendies prouvaient que la sécurité industrielle avait été sacrifiée dans la course effrénée à la croissance économique que vit la Chine.

Les autorités locales prétendent avoir arrêté des "douzaines" de personnes ayant tenté de profiter du chaos pour commettre des crimes. Les fermetures n'interviendront pas sans une attaque en règle contre la ligne de Deng qui a, la première, établi les ZES, qui a torpillé le monopole sur le commerce extérieur et a entamé la chasse à l'or centrifuge et la compétition pour les investissements étrangers au sein de la bureaucratie. Ceux qui n'ont pas de "relations" doivent se contenter de la campagne et ne pas se faire remarquer pour l'instant.

Avoir des "relations" ou pas

L'épée de Damoclès est donc maintenue, mais elle ne remet jamais réellement en cause le fait que les bureaucrates sont au-dessus des lois et tendent, de plus en plus, à faire ce qu'ils veulent de "leur" argent — une ligne de conduite qui a ses racines dans une histoire millénaire.

La métamorphose — de bureaucrate en capitaliste — est envisageable au niveau personnel. Mais comment cela va-t-il se passer à une échelle plus large ? Le bureaucrate est à la fois un auxiliaire corrompu, un spéculateur et un négociant. En tant que chercheur d'or individuel, le bureaucrate fait éclater le marché en petits morceaux, ce qui ne constitue pas une bonne base pour le capitalisme. Le cadre du parti peut tirer profit de ses relations

verticales et horizontales, de sa position personnelle dans le réseau bureaucratique, dans le "Parti des Princes". Si le bureaucrate rompt avec sa hiérarchie, qu'aura alors à lui offrir un capitaliste américain, ou tout autre investisseur étranger cherchant un bon placement ? Il n'y a pas d'opposition aux réformes de marché en tant que telles. La peur du centre et les réactions parmi les dirigeants du Parti découleraient plutôt de menaces, ce qui a donné au Parti une grande part de sa légitimité — peut-être la seule qui lui reste : le parti a unifié la Chine et a maintenu son unité.

« *La direction centrale ne peut pas nier que le principal coupable de la surchauffe de l'économie est le nombre galopant d'entreprises liées à des cadres supérieurs, des officiers de l'armée et leurs rejets* » affirmait un des nombreux analystes (2). Il y a 100 000 millionnaires en Chine aujourd'hui. Quelques 10 000 d'entre-eux portent le même nom de famille que les dirigeants vétérans de la longue marche, même s'ils sont plus jeunes d'une ou deux générations. Le fils d'un vétéran (qui est en chaise roulante depuis la révolution culturelle) est devenu un symbole de la corruption depuis qu'il a transformé la Ligue chinoise des handicapés en entreprise d'importation de voitures et de réfrigérateurs japonais. Les fils et les petits-fils d'un autre sont tous engagés dans la spéculation financière à Hong Kong, etc.

Du socialisme réel...

Mais il existe d'autres développements capables de réintroduire le capitalisme réel en Chine. A Hong Kong, Taiwan, Singapour et dans toute l'Asie du Sud-est — la bourgeoisie qui a fui la Chine en 1949, ainsi que ses enfants, a déjà commencé. Ils sont responsables pour 75 à 80 % des capitaux investis en Chine dans les 12 derniers mois. Le régime indonésien s'est plaint d'une baisse des investissements dans son pays et de la déloyauté des riches chinois, trop "patriotes".

En mai 1989, c'est un Li Peng nerveux qui était venu faire un discours à l'usine sidérurgique de San Gong, dans les faubourgs de Pékin. Des tracts de l'Association des travailleurs libres affirmaient alors : « *Nous soutenons le combat des étudiants contre la corruption, mais nous exigeons également...* » Aujourd'hui, la bureaucratie est confrontée à des exigences d'une toute autre nature. Cette aciérie a été cotée en bourse à Hong Kong avec huit autres grandes entreprises d'Etat. Ce sont les investisseurs qui posent maintenant des revendications — pour des pro-

fits accrus. Mais, ceci n'a plus rien d'étrange pour la bureaucratie ; la loi sur les faillites qui existe depuis plusieurs années a commencée à être appliquée. En novembre 1992, les 3 000 travailleurs d'une grosse usine textile ont été licenciés et la faillite a été prononcée par un tribunal.

Lorsque les industries d'Etat ont émis des actions, elles ont été vendues surtout à des intérêts étrangers. Moins de la moitié des entreprises est aujourd'hui propriété d'Etat.

...au capitalisme sauvage

C'est de cette façon que la pression s'exerce sur la classe ouvrière urbaine traditionnelle, et à cela vient s'ajouter la puissante pression du million de ceux qui fuient la campagne. Le "bol de riz de fer" — le surnom de l'ancienne sécurité de l'emploi dans la fonction publique — est en train de s'effriter. Plus de 20 % de la force de travail des compagnies d'Etat peut être désormais constituée de travailleurs contractuels.

Pourtant, dans leur vol direct, les administrateurs des villes sont plus prudents. Les coupons blancs et verts de la campagne ont leur contrepartie citadine avec le coupon rouge. Lors du paiement des salaires, 20 % sont traditionnellement prélevés par la direction pour les "investissements". Le coupon rouge néanmoins, promet des intérêts et un remboursement à date fixe.

Toutes les oppressions semblent à première vue brisées. Pourtant, il y a toujours des milliers de prisonniers politiques — des écrivains et des intellectuels — et des centaines de condamnés à mort sont exécutés publiquement au terme de procès arbitraires. Mais ce qui s'est passé au printemps montre que les autorités sont sensibles à la pression des masses : en juin, plus d'un millions d'étudiants ont, par leurs mobilisations, réussi à stopper un projet routier contesté. En avril, les protestations des étudiants de la ville de Loudi, dans le Hunan, ont contraint la police à relâcher un professeur qui avait été passé à tabac par des policiers sur le chemin de son travail, puis accusé de violences contre la police. Le tribunal l'a relaxé en référence aux « *émeutes de Pékin de 1989* » dont tout le monde craint la répétition. En juillet, des centaines de travailleurs ont fait grève pendant plusieurs jours dans une usine pékinoise. Ils protestaient contre un transfert de leur lieu de travail dû à la privatisation partielle de l'entreprise. Dans tous ces cas les autorités ont négocié.

2) *South China Morning post*, 23 juin 1993.

Pour enrayer les actions collectives contre son pouvoir, le Parti a mené des décennies de guerre sans merci contre l'individu. Il a ainsi associé dans l'esprit des gens, "collectif" avec humiliation, stupidité, meurtre, torture, délation, trahison au sein de la famille et entre amis les plus proches.

Aujourd'hui, l'"individu" est porté aux nues ; la Chine est un continent où le nouveau message de la bureaucratie — martelé à longueur d'information et de publicités télévisées — concerne l'enrichissement et le succès personnel. Il a rencontré un large écho et suscité de l'espoir.

La majorité des intellectuels considère la course lancée par le parti comme le point de départ de la démocratie, plutôt que le mouvement de masse. Ils espèrent que le parti va s'auto-détruire à cause de sa politique économique et pourtant, ironie du sort, ils croient à la propagande incessante sur les Etats-Unis et les "idéaux occidentaux".

Le socialisme ? C'est nous !

On devine que le schéma "enrichissez-vous le premier" va conduire à beaucoup de désillusions. L'accroissement numérique de la classe ouvrière qui résultera de la marche au capitalisme, creusera, à plus ou moins long terme, la tombe de la dictature. Le règne monstrueux et grotesque de la bureaucratie — qui, à l'instar de Louis XIV affirme « *Le socialisme ? C'est nous !* » — est corrompu de façon si transparente et si discrédité aux yeux du peuple qu'une courte période de désordre économique est ressentie comme une provocation. La situation est extrêmement instable.

Seuls des révolutionnaires se dissociant complètement de tous les symboles et des attitudes du Parti honni pourront contribuer au mouvement accepté par les masses. Le printemps 1989 a montré que les Chinois sont en train d'unifier leurs forces. On ne peut qu'espérer que cette campagne des oppresseurs sera la dernière qu'ils mènent contre le peuple. ★

19 août 1993

Capitalisme en quête de légitimité

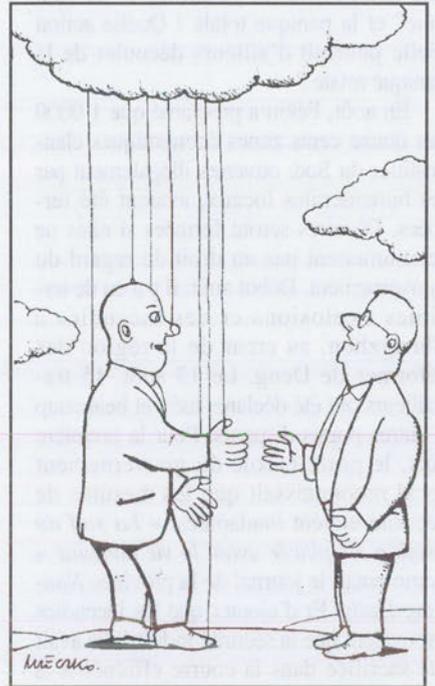
Moins d'un an après la chute sans gloire du gouvernement de la droite anti-communiste dirigé par Jan Olszewski (1), la Diète polonaise approuvait le 28 mai par une voix de majorité la motion de défiance déposée contre le gouvernement de son successeur, Mme Hanna Suchocka. Le lendemain, le président Lech Walesa dissolvait le Parlement tout en demandant au gouvernement de poursuivre sa tâche jusqu'aux élections générales, fixées le 19 septembre, afin de réaliser la politique désavouée par le Parlement.

Jan MALEWSKI

Après une année d'instabilité parlementaire et de conflits sociaux éparpillés mais croissants, la jeune démocratie bourgeoise connaît une nouvelle crise importante — la quatrième depuis l'adoption en janvier 1990 de l'orientation néo-libérale de reconstruction capitaliste par le premier gouvernement issu des rangs de Solidarité.

Le but avoué de la la politique économique et sociale du nouveau régime a été l'instauration, sur les ruines du système centralisé et bureaucratique, d'une économie marchande, fondée sur la généralisation de la production privée et sur le ressort monétariste, visant dans un premier temps à mettre fin à l'hyper-inflation et à assurer une convertibilité intérieure du zloty. Les coûts sociaux de ces choix devaient être amortis grâce à la légitimité que le nouveau pouvoir tirait de ses liens historiques et personnels avec la révolution anti-bureaucratique de 1980-1981 et la décennie de lutte clandestine qui a suivi l'imposition de l'état de guerre par le dernier régime bureaucratique polonais.

Comme si l'histoire avait besoin de symboles, la motion de défiance envers le gouvernement, dont le vote a ouvert la crise, a été présentée par les députés du syndicat Solidarité alors que ce dernier préparait une grève générale pour le main-



tien du pouvoir d'achat. Et un mois plus tard, au cours de son 5^{ème} Congrès, le syndicat se séparait de celui qui fut durant des années son dirigeant et son symbole, Lech Walesa.

Réussite structurelle...

Force est de constater que, malgré les crises politiques à rebondissements, le but fixé a été dans une large partie atteint. Alors que la part du secteur privé dans le PIB hors agriculture (2) n'était que de 29 % en 1989, celle-ci a atteint 45 % fin 92, soit autant qu'en 1939. La part du secteur privé varie selon les branches d'activité — c'est dans l'industrie qu'elle était la plus basse fin 92 (31 % du chiffre d'affaires et 24,6 % de l'emploi), alors que dans le commerce et la construction le secteur privé dominait (respectivement 90,5 % et 77,7 % du chiffre d'affaires et 88,6 % et 62,2 % de l'emploi) (3).

L'inégalité du traitement fiscal des secteurs privé et public affecte la croissance de leur production : au cours du dernier

1) *Inprecor* n° 357, du 17 juillet 1992.

2) L'agriculture polonaise était privée à environ 80 % depuis 1957.

3) *Zycie Gospodarcze* n° 8, du 21 février 1993. Voir également *Conjoncture*, DEEF Paribas, mai 1993. Pour une présentation complète de la transformation du système juridique afin d'en faire le garant du respect de la propriété privée, voir *Inprecor* n° 357, du 17 juillet 1992.

trimestre de 1992, la production industrielle s'est ainsi accrue de 48 % (en comparaison avec la même période de l'année précédente) dans le secteur privé, alors qu'elle régressait légèrement dans le secteur public, différence qui ne peut être expliquée par le seul développement du nombre d'entreprises privées.

La privatisation à la polonaise peut emprunter plusieurs voies. Le premier stade consiste en général à transformer le statut de l'entreprise d'une régie de l'Etat, au sein de laquelle les travailleurs jouissent, à travers le conseil ouvrier, de larges droits de contrôle, en une société anonyme appartenant au Trésor, dont le statut interdit ce type de conseil.

Dans une seconde phase, le ministère des Transformations de la Propriété vend les actions de l'entreprise ainsi transformée à des acheteurs privés (70 entreprises ont été vendues de la sorte jusqu'en juillet 1993), ou encore procède à une location-vente (651 cas fin juin 93) (4), souvent au profit des salariés de l'entreprise, les cadres s'assurant du paquet de contrôle.

Ou bien l'entreprise est mise en liquidation judiciaire et ses biens sont vendus, souvent pour une somme symbolique. Fin 92, environ 650 entreprises avaient ainsi été privatisées par liquidation. Enfin, la mise en place d'une Bourse à Varsovie, — qui occupe actuellement l'ancien siège du Comité central du Parti ouvrier unifié polonais (POUP) ! —, parachève la construction. Actuellement, 18 entreprises y sont cotées et la spéculation boursière connaît une croissance exponentielle.

Janusz Lewandowski, ministre de la Transformation de la propriété, n'a d'ailleurs nullement caché ses intentions en janvier, lorsqu'il déclarait : « Si nous évitons un effondrement politique, cette année nous allons dire adieu à la formule de l'entreprise publique autonome, autofinancée et autogérée élaborée en 1988 », formule qui a été la bannière de Solidarité durant une décennie (5).

Au cours des derniers mois, le processus de privatisation a connu une accélération notable. Des actions d'une vingtaine d'entreprises ont ainsi été vendues, soit un accroissement de près de 30 %. Le 30 avril, au terme de presque deux ans de tergiversations, la Diète a approuvé le Programme de privatisation de masse (PPP), qui concernera 600 entreprises publiques dont les actions, gérées par des fonds communs de placements, doivent être accessibles à tous les Polonais adultes.

Ce vote a pu être obtenu grâce au soutien de dirigeants du principal groupe de la gauche parlementaire, l'Alliance de la gauche démocratique (SLD) (6). Alors que la dissolution du Parlement a empêché la

nomination de députés au conseil de surveillance du PPP, le gouvernement a décidé de passer outre en promulguant la loi le 14 juillet dernier. Les élites gouvernantes cherchent à imposer leurs choix, de façon à ce qu'ils ne soient plus remis en cause en cas d'un changement de majorité lors des prochaines élections.

... et échec économique

Si les transformations structurelles correspondent bien aux buts fixés en 1990, il n'en va pas de même en ce qui concerne la situation économique. L'inflation, qui était de 251 % en 1989, a été réduite après avoir atteint 586 % en 1990 (année de la libération des prix), à 70 % en 1991 et 43 % en 1992, mais elle n'en reste pas moins élevée. De plus, selon l'avis d'experts tant polonais que étrangers, le processus de désinflation semble s'essouffler. Les prévisions pour l'année en cours oscillent entre 32 % (prévus dans le budget 1993) et 40 %, annoncés par l'ancien vice-ministre des Finances.

Les causes de cette inflation ne sont plus à rechercher du côté des disponibilités financières de la population, dont le niveau de vie a sérieusement baissé (les revenus réels des ménages salariés ont ainsi été réduits de 27 % entre 1989 et la fin de 1992). Elles sont directement liées à la politique de transformation structurelle mise en œuvre : vente à vil prix des entreprises les plus rentables, exonérations d'impôts accordées aux nouveaux propriétaires privés, imposition au-delà des limites raisonnables du secteur étatique qui a conduit à une baisse radicale de sa production et, en fin de compte, à une réduction sensible des recettes publiques.

La stabilisation de la production industrielle en 1992 à un niveau inférieur de 35 % à l'année 1988 s'est accompagnée du déficit du commerce extérieur, estimé à la fin 1992 à 2,5 millions de dollars et qui semble se creuser cette année.

Les finances publiques connaissent une crise croissante, dont l'inflation qui perdure est la manifestation la plus visible. Fin 1992, l'endettement de l'Etat a ainsi atteint la somme astronomique de 1 trillion de zlotys (7), ce qui représente 85 % du PNB annuel ! Enfin, malgré la négociation couronnée de succès portant sur la réduction de moitié de l'endettement extérieur avec le Club de Paris (créanciers publics), la dette extérieure polonaise continue d'augmenter. De 40 milliards de dollars en 1989, et 45 milliards fin 1991, elle est passée à 46 milliards fin 1992.

On comprend l'importance des négociations en cours avec le Club de Londres (créanciers privés), auquel le gouverne-

ment polonais demande une réduction de moitié de sa dette, en vain pour l'instant. Le 22 juillet, le gouvernement polonais a rejeté l'offre d'une réduction de la dette privée de 30 % environ. Un tel accord, écrit *Gazeta Wyborcza*, « signifierait que nous devrions payer environ 700 millions de dollars par an, alors que nous ne pouvons payer que 400 millions » (8). La Pologne est encore au bord de la cessation de paiement.

La politique économique adoptée en 1990 avait été imposée par le Fonds monétaire international (FMI), qui n'a cessé de jouer de la carotte et du bâton. Un premier accord, signé début 1990 pour un an, a été remis en cause par le FMI neuf mois plus tard. Un second accord a été signé pour 3 ans début 1991, puis annulé par le FMI en juillet de la même année à cause de la hausse du déficit public. Enfin, en avril 1993, un troisième accord annuel a été signé. Il impose au gouvernement le maintien du déficit budgétaire dans les limites de 81 milliards de zlotys (9), ce qui n'est possible qu'à condition de bloquer les salaires de la fonction publique — ce qui a été à l'origine du vote de défiance du Parlement et de la crise politique actuelle.

Il stipulait également que le programme de privatisation de masse démarrerait en juin 1993 et que le taux d'inflation ne dépasserait pas les 32 % cette année. On peut d'ores et déjà prédire, que le FMI ne manquera pas de raisons de revenir sur cet accord.

Coût social de la restauration

Présenté comme la seule issue à la crise, le choix de la restauration capitaliste avait été toléré par la population. Or, malgré (ou à cause de...) la restauration capitaliste, la crise économique n'a pas été subjuguée, loin de là. Le prix à payer par la population a été particulièrement élevé.

Outre la réduction sensible des revenus salariaux, il faut mentionner le développement fulgurant du chômage, qui touche déjà 2,6 millions de personnes, soit

4) *Gazeta Wyborcza* n° 162, du 14 juillet 1993.

5) *Zycie Gospodarcze* n° 5 du 31 janvier 1993.

6) La SLD a été constituée par la social-démocratie de la République de Pologne (ex-POUP) et une vingtaine d'autres organisations, dont la centrale syndicale OPZZ. En juin 1993, certains dirigeants du petit Parti socialiste polonais (PPS), dont son président Piotr Ikonowicz l'ont rejointe, marquant ainsi une ouverture du SLD à la gauche issue de Solidarité en vue de l'échéance électorale prochaine.

7) 10^{15} zlotys, soit environ 60 milliards de dollars ou 320 milliards de francs français au taux de change actuel, mais le zlotys se dévalue vite... Son taux avait été fixé à 9 000 zlotys pour un dollar en 1990, il est aujourd'hui à plus de 18 000 zlotys pour un dollar.

8) *Gazeta Wyborcza* n° 168, du 21 juillet 1993.

9) 81×10^{12} zlotys, soit 4,5 milliards de dollars ou 26 milliards de FF, ce qui représente 5 % du PNB.

plus de 14 % de la population active et devrait dépasser les 3 millions à la fin de l'année selon les prévisions gouvernementales. Le taux de chômage dépasse le quart de la population active dans certaines régions. Enfin, la réforme du système fiscal, avec la généralisation de l'impôt sur le revenu en janvier 1992 et surtout l'instauration de la TVA en juillet 1993, creuse les inégalités sociales.

Selon un sondage réalisé à la mi-janvier 1993 par l'institut CBOS (10), un quart de la population affirme vivre à la limite de la misère, la moitié ne parvient pas à boucler les fins de mois, 20 % doivent emprunter pour payer la nourriture et 10 % pour payer les charges fixes (loyer, gaz et électricité). Mais le changement profite à certains.

On estime à 10 000 le nombre de Polonais disposant d'une épargne supérieure à 100 000 dollars.

Et les nouveaux capitalistes nationaux, pourtant peu nombreux, font parler d'eux dans les médias. Ainsi le Conseil polonais du business, qui ne compte que 22 membres (11), a occupé le devant de la scène en juin lorsque plusieurs partis politiques se sont disputés son soutien.

Il a obtenu que Walesa publie le 1er juillet une *Charte des principes économiques*, qui stipule

notamment que le « *fondement du système de la République polonaise est la propriété privée et la liberté des contrats* » et que « *la forme fondamentale de l'activité économique est l'entreprise privée et l'exploitation agricole privée* » (12).

Pourtant, il s'agit d'un groupe sans réel poids social dans le pays. Les experts (13) estiment que la part des privatisations envisageables par le capital national ne dépassera pas 10 à 15 %. C'est dire la faiblesse persistante de cette nouvelle bourgeoisie, qui conduit un commentateur à formuler ce pronostic : « *Nous pouvons nous attendre à un nouveau paradoxe national : un capitalisme sans capitalistes polonais* » (14).

Il n'est pas surprenant que la base sociale du régime rétrécisse au vu du bilan économique et social de la politique appliquée depuis quatre ans. Auteur d'une enquête menée à intervalles réguliers parmi les travailleurs, Juliusz Gardawski, explique ainsi qu'entre 1991 et 1992, la frustration s'est développée chez les ouvriers qui étaient en faveur des réformes.

Crise de représentation

Ainsi en 1992, 50 % des salariés (contre 20 % en 1991) souhaitaient que leur entreprise reste publique, bien que 80 % acceptent l'idée du développement du capital national. Par contre la majorité des salariés (57 %) refusait le modèle de la

les syndicats (respectivement 10,1 % Solidarité et 5,9 % l'OPZZ), alors que les institutions ne sont citées que par 8,4 % (la Diète 3 %, le gouvernement 3,4 %, les partis politiques 1,5 % et l'Eglise 0,5 %). Ces chiffres sont à mettre en relation avec l'abstention qui a atteint 47 % en décembre 1990, lors de l'élection présidentielle, et 57 % lors des législatives d'octobre 1991.

Le régime actuel tirait sa légitimité de la lutte anti-bureaucratique de la décennie précédente. Ses principaux dirigeants, à commencer par Walesa, personnalisaient cette continuité. Les organisations syndicales et politiques dominantes la soutenaient. La base sociale du régime, constituée pour l'essentiel des travailleurs des

grandes entreprises publiques, a pourtant dû payer le prix le plus fort pour la politique choisie. Au cours de l'année écoulée, cette base a commencé à se révolter.

Les grèves de l'été 1992 (17), à l'initiative du syndicat OPZZ (issu historiquement de l'ancien régime) en ont été un premier signal.

En décembre, à l'initiative de Solidarité cette fois-ci, les grèves se sont généralisées et les mineurs de Haute-Silésie ont mené une longue grève générale. En février, à l'appel de Solidarité et avec le soutien de l'OPZZ, une grève générale de

48 heures contre le chômage a paralysé l'industrie de Lodz. Enfin, la dissolution de la Diète à mis provisoirement fin à la préparation d'une grève nationale à l'initiative de Solidarité. Toutes ces grèves, présentées comme le fruit de la manipulation de petits groupes politiques, ont été de



privatisation que le gouvernement met en place (15). Une autre recherche, menée par Leszek Gilejko, traite de la crise de représentation politique et syndicale des travailleurs (16).

Réalisée en novembre dernier dans quatre grandes entreprises publiques, elle fait apparaître que plus de la moitié des salariés (59,9 %) ne se sentent pas représentés dans l'entreprise, et 25,9 % seulement citent les organisations ouvrières (le syndicat Solidarité 11,1 %, le syndicat OPZZ 3,2 % et le conseil ouvrier 11,6 %) parmi leurs représentants.

A l'échelle du pays, les chiffres sont similaires : 56,7 % des salariés répondent n'être pas représentés, 16 % mentionnent

10) *Zycie Gospodarcze* n° 12 du 21 mars 1993.

11) Pour en faire partie, il faut posséder en propre un capital d'au moins 2 millions de dollars et réaliser un chiffre d'affaires annuel de plus de 10 millions de dollars!

12) *Gazeta Wyborcza* n° 152 du 2 juillet 1993.

13) Par exemple G. Majcher-Magdzik du bureau BAA, cité dans *Polityka* n° 10 du 6 mars 1993.

14) Piotr Boczynski, *ibid.*

15) *Zycie Gospodarcze* n° 7 du 14 février 1993.

16) *Polityka* n° 13 du 27 mars 1993.

17) *Inprecor* n° 359 du 25 septembre 1992.

plus en plus massives, témoignant du rejet croissant de la politique gouvernementale.

Ce rejet s'accompagne de désarroi. Si les options monétaristes et néo-libérales sont critiquées par certaines forces parlementaires — pour l'essentiel celles issues de l'ancien régime, (la SLD et le parti paysan PSL) ou de Solidarité regroupées au sein de l'Union du travail (UP) — tel n'est pas le cas du « système de l'économie marchande fondée sur la concurrence », autrement dit du capitalisme.

Désarroi

L'ensemble des forces parlementaires déclarent soutenir cette option et rejettent l'idée de l'économie planifiée assimilée à l'économie de l'ancien régime. Ainsi le choix imposé par les dirigeants de Solidarité lors de la passation du pouvoir en 1989 continue à ne pas avoir d'alternative. Il n'est dès lors pas surprenant que l'idée — mythique au demeurant — du développement d'un capital national polonais continue de jouir d'une grande popularité.

L'enjeu des élections parlementaires du 19 septembre ne sera donc pas un choix de société. Tout au plus les équipes dirigeantes actuelles, qui jouissent du soutien du FMI, risquent-elles de voir leur monopole contesté par des forces considérées comme moins dignes de confiance : celles issues de l'ancien régime.

Les instituts de sondages (18), tout en prédisant une importante abstention, envisagent un progrès des partis qualifiés de gauche (SLD, PSL et dans une moindre mesure UP), un tassement de l'Union démocratique (UD - le partie du premier ministre) et un effondrement des autres partis gouvernementaux. De plus, la nouvelle loi électorale, qui instaure un seuil d'éligibilité de 5 % des voix pour les partis et de 8 % pour les coalitions, risque d'éliminer du parlement bon nombre de petites formations qui avaient permis lors de la précédente législature de former un gouvernement.

La recherche de recettes permettant, ne serait-ce que pour un temps, de légitimer le maintien au pouvoir des élites issues de Solidarité, est au centre des préoccupations tant du gouvernement que de la présidence. Lech Walesa, qui n'avait pas hésité lors de la campagne présidentielle de promettre 100 millions de zlotys à chaque citoyen, a présenté en juin un nouveau projet : le Bloc des sans-parti en faveur des réformes (BBWR). Le sigle de la nouvelle formation rappelle celle du maréchal Pilsudski et sa composition est censée garantir la représentation de toutes les couches sociales (19). Walesa s'est assuré du soutien des dirigeants du Réseau des grandes

entreprises de Solidarité, une tendance minoritaire du syndicat, formée des commissions syndicales de ses principaux bastions historiques. Il compte sur celui des nouveaux capitalistes (qui pourtant ont opté pour le pluralisme, certains d'entre eux figurant y compris sur les listes de la SLD), sur celui des élites politiques locales et sur celui des paysans. Le programme du BBWR est à l'image de sa composition. Si la Charte des principes économiques de Walesa en constitue l'ossature, il contient des promesses pour chaque groupe social.

Lors d'une allocution télévisée le 13 juillet, Walesa a présenté son initiative : « En proposant la formation du BBWR, j'avais à l'esprit le besoin de protéger les réformes. (...) Nombreux sont ceux chez qui les réformes engendrent le désarroi. Mais la majorité n'a pas conscience qu'il n'y a pas d'autres voie. Ce ne sont pas les réformes qui sont responsables de nos difficultés, mais les erreurs et les retards dans leur réalisation. (...) Il faut aujourd'hui une entente de tous les milieux liés à l'économie. Des travailleurs, des businessmen, des agriculteurs et des élus locaux. (...) J'ai proposé la constitution du BBWR, non pour que ce bloc domine le système politique, non pour qu'il repousse les autres partis. Je voulais qu'il les pousse à l'action, qu'il les persuade de chercher l'entente. (...) Le bloc est une proposition pour ceux qui ne sont pas convaincus par les slogans des partis, qui sont lassés par les divergences idéologiques et les bavardages... » (20)

Walesa contre-attaque

Le lendemain, lors d'une conférence de presse, le président n'a pas caché qu'il craignait le résultat des élections : « *Kwasniewski et Miller* [deux dirigeants de la SLD] en premier, *Pawlak* [dirigeant du PSL] avec son groupe, *UD et KPN* (21) », ce qui ne permettra pas selon lui de constituer une coalition, mais « seulement un bloc de la gauche ». Il a laissé entendre qu'il n'a pas l'intention de respecter un tel résultat et que la mise en place du BBWR a pour but de ne pas l'obliger à recourir à une telle extrémité : « *Je serais obligé de m'y opposer [à un tel résultat]. Je veux servir la nation et la protéger du cataclysme qui le menace. Je suis dans une situation qui me force à introduire un nouveau cheval, qui débloquera la Pologne* » (22).

Bogdan Borusewicz, ancien député de Solidarité, qui a quitté le syndicat en juin après que le congrès ait sanctionné son comportement, contraire aux décisions des instances, avait été invité à faire partie du BBWR. Il a fini par rejoindre l'Union démocratique, tout en expliquant que

Walesa envisageait de dissoudre le nouveau Parlement au plus tard en mars prochain et de fonder un parti présidentiel. « *Les élections ne sont pas toujours organisées pour garantir la démocratie, elles le sont parfois pour légitimer un pouvoir non démocratique* » a-t-il déclaré après sa rencontre privée avec Lech Walesa (23).

La démocratie malade

L'apparition du BBWR divise les élites politiques issues de Solidarité et ravive la guerre au sommet. Elle a déjà permis à Lech Walesa de neutraliser les commissions syndicales des bastions de Solidarité. Elle lui permettra, si le résultat des élections n'est pas trop défavorable à l'option libérale, d'épauler la coalition gouvernementale sortante, tout en lui dictant ses propres conditions, et en cas contraire, de se doter d'un instrument politique capable de légitimer un coup de force.

Quelque soit le résultat des élections du 19 septembre, la pré-campagne électorale montre déjà que la jeune démocratie est bien malade. Malade d'avoir été fondée par une entente non démocratique entre des dirigeants de Solidarité qui n'avaient pas jugé bon de consulter leur base, et des héritiers de Staline. Malade d'avoir négligé les intérêts de ceux qui lui ont permis de voir le jour. Malade de luttes intestines qui divisent ses élites coupées de toute réalité sociale. Walesa comme ceux qui dénoncent aujourd'hui ses projets non démocratiques en sont les principaux responsables. ★

24 juillet 1993

18) Qui sous-estiment les voix des partis issus de l'ancien régime.

19) Jozef Pilsudski, dirigeant du Parti socialiste polonais (indépendantiste) au début du siècle, fondateur des légions polonaises durant la première guerre mondiale, chef suprême de la première République polonaise en 1918, est revenu au pouvoir en 1926 grâce à un coup d'état militaire soutenu par la gauche. Il a instauré un Etat fort, dont le Bloc des sans-parti de collaboration avec le gouvernement (BBWR) constituait l'ossature parlementaire.

20) *Gazeta Wyborcza* n° 162, du 14 juillet 1993.

21) Confédération de la Pologne indépendante, dirigé par Leszek Moczulski, est un parti nationaliste fondé en 1979 dans l'opposition. Il anime le petit syndicat "Kontra" issu de Solidarité et est crédité de 10 % de voix dans les sondages.

22) *Gazeta Wyborcza* n° 163, du 15 juillet 1993.

23) *Gazeta Wyborcza* n° 168, du 21 juillet 1993.

Déclaration du Forum de La Havane

Introduction

La IV^{ème} rencontre du Forum de São Paulo à la Havane au mois de juillet dernier a permis d'évoquer les réflexions et les tâches des organisations politiques latino-américaines, dans un contexte international caractérisé par des déséquilibres économiques, politiques et sociaux, dûs autant à la crise du capitalisme qu'à l'effondrement du "camp socialiste". Par rapport aux réunions précédentes (Brésil, Mexique et Nicaragua, après 1990) cette 4^{ème} rencontre a représenté un saut quantitatif autant que qualitatif, par la présence de toutes les principales forces de la Caraïbe, et par le type de débat qui a polarisé les travaux : la situation politique, économique et sociale de l'Amérique latine, les rapports entre l'Etat, la démocratie, les partis et les mouvements sociaux.

En outre, la participation de personnalités du parti et du gouvernement cubain, à commencer par le camarade Fidel Castro, avec lesquels il a été possible de discuter ouvertement de la situation passée et présente de Cuba (la situation économique, sa vision de la démocratie, et la politique extérieure du gouvernement révolutionnaire), ont permis aux participants d'approfondir leur compréhension de ce processus révolutionnaire, confronté aujourd'hui à la plus grave crise de son histoire.

Le matériel que nous publions dans ce dossier tente d'offrir un premier compte-rendu des thèmes discutés. Malgré le contexte actuel défavorable, une nouvelle réflexion est en train de se forger en Amérique Latine, qui a déjà des répercussions au niveau international. Il s'agit des documents suivants :

► la première version de la déclaration finale de la IV^{ème} rencontre,

► le bilan élaboré par notre camarade Priscila Pacheco, de la délégation du Parti révolutionnaire des travailleurs (section mexicaine de la IV^{ème} Internationale),

► la présentation faite par Marco Aurelio Garcia (secrétaire des relations internationales du PT du Brésil) au nom du groupe de travail du Forum, c'est-à-dire de sa direction collective,

► et enfin, une version abrégée d'une contribution présentée également par le PRT à cette rencontre : "Amérique Latine : de la décennie perdue au désordre mondial.★"

La quatrième rencontre du Forum de São Paulo, qui s'est tenue à La Havane du 21 au 24 juillet 1993, en présence de 112 organisations membres et de 25 observateurs de la région, a constitué une preuve de la vitalité des forces politiques, nationalistes et anti-impérialistes, démocratiques et populaires, de gauche et socialistes, d'Amérique Latine et de la Caraïbe, qui œuvrent à des changements profonds dans le sous-continent. La présence de 43 observateurs de forces politiques d'Amérique du Nord, d'Europe, d'Asie et d'Afrique, indique la portée du Forum.

Le choix de La Havane, lors de la 3^{ème} rencontre, s'est avéré capital : d'une part, il a permis d'intégrer 30 forces anticolonialistes populaires et démocratiques de la Caraïbe, ce qui consolide notre effort d'unité ; de l'autre, il nous a sensibilisés à la situation difficile du peuple cubain et nous a permis de constater les conséquences graves de l'embargo et de la politique d'agression systématique de l'administration nord-américaine, ainsi que la fermeté et l'obstination des Cubains pour préserver leurs conquêtes économiques et sociales. Dans une région où plus de 180 millions de Latino-Américains et Caribéens vivent dans la pauvreté, et 88 millions dans un état de misère extrême, ces acquis révolutionnaires sont encore plus significatifs.

Aussi la 4^{ème} rencontre a réitéré sa condamnation ferme du blocus impérialiste et s'est engagée à intensifier les actions politiques qui luttent pour sa levée et qui visent à l'intégration totale et inconditionnelle de Cuba dans la communauté continentale dont l'île fait partie.

Le Forum de São Paulo est devenu un fait sans précédent. Des forces politiques, aux orientations politiques et idéologiques différentes, ont découvert des façons de progresser sur la voie difficile, mais incontournable, de l'unité dans la diversité, à partir du développement historique d'un sous-continent ethniquement et culturellement métis, qui fonde notre capacité à forger un modèle de société souveraine, solidaire, juste et intégratrice.

L'Amérique Latine et la Caraïbe, insérées dans un monde unipolaire formé de blocs économiques hégémoniques où les termes de l'échange et la division internationale du travail sont redéfinis selon des paramètres technologiques, résistent à l'application du modèle néo-libéral.

L'année dernière a vu les premières brèches dans le projet libéral, jusqu'alors hégémonique. La destitution des présidents brésilien, vénézuélien et guatémaltèque témoigne de la force de la mobilisation sociale et d'une volonté de changement qui s'est exprimée, tant dans la lutte contre la corruption que dans le refus de la politique économique. Les résultats du référendum en Uruguay sont une autre preuve de ce rejet, puisque 72 % des votants se sont opposés à la politique de privatisation des sociétés publiques imposée par le néo-libéralisme (1).

Un monde unipolaire

Les retombées des politiques néo-libérales sont encore plus visibles aujourd'hui. L'ouverture économique anarchique, la confiance aveugle en un marché contrôlé par les oligarchies et les transnationales, l'organisation de l'économie à seule fin de garantir le paiement de la dette extérieure et la sujétion aux politiques préconisées par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM), entraînent la destruction de branches industrielles, notamment des branches nationales, accentuent les déséquilibres entre les divers secteurs de l'économie, accroissent le déficit des balances commerciales et des balances de paiement, voire ramènent certaines économies au stade de l'exportation de matières premières, et minent les possibilités d'autonomie alimentaire, tout en générant le chômage et en affichant un désintérêt total pour l'égalité et la justice sociale.

Aussi, malgré la croissance enregistrée dans certains pays, il n'y a eu aucune augmentation de l'emploi, les Etats nationaux

1) Voir Ernesto Herrera, "Le gouvernement KO debout" dans *Inprecor* n° 367 de mars 1993.

se sont affaiblis, ils se sont déchargés de leurs responsabilités en matière de besoins sociaux. Souveraineté nationale affaiblie et croissance des inégalités contribuent à la paupérisation de la population.

Il est de plus en plus difficile d'occulter la pauvreté. Aujourd'hui, les gouvernements et les organismes internationaux la reconnaissent formellement. Le 3^{ème} sommet ibéro-américain a dû intégrer cette question à son ordre du jour.

L'absence de démocratie économique et sociale, le trafic de drogue, la corruption, le militarisme, le terrorisme d'Etat, l'impunité dont jouissent les appareils de répression et de renseignement, constituent les plus graves menaces pour l'instauration de la démocratie politique.

Quelle démocratie ?

Le Forum a souligné l'importance de la lutte pour la démocratie politique, comprise comme le produit historique du combat des peuples. Il a affirmé la nécessité d'approfondir la démocratie en combinant les mécanismes représentatifs avec des formes de démocratie participante et directe, et en intégrant luttes institutionnelles et luttes sociales. Il a aussi reconnu la nécessité de reconnaître et d'intégrer la pluralité ethnique et culturelle, et l'égalité des sexes à l'exercice de la démocratie.

La défense et l'approfondissement des conquêtes démocratiques passent aussi par la lutte contre la corruption, pratique répandue au sein des élites politiques, tant sous ses formes traditionnelles que dans son versant néo-libéral. La corruption est une question politique et éthique. Elle met à nu la tentative des classes dominantes de "privatiser" d'avantage l'Etat, au service de leurs intérêts corporatifs et privés.

La démocratie est incompatible avec la persistance du colonialisme qui assujettit divers peuples du sous-continent, et avec les restrictions à la souveraineté et à l'indépendance, imposées par la domination économique et politique extérieure.

L'état actuel de l'économie et de la politique conduit à des violations continues des droits de l'homme, provoque des soulèvements sociaux et des actes désespérés, et une large mobilisation populaire contre le néo-libéralisme. Il incombe à nos forces politiques de diriger et d'organiser les luttes sociales dans une perspective politique de portée historique.

Si l'on veut relever le défi posé par la misère et la crise morale, l'instabilité sociale et politique, l'autoritarisme, il faudra passer du stade de la dénonciation et de la résistance à celui des propositions et des alternatives concrètes. Plusieurs des forces participant au Forum, devront rele-

ver ce défi en 1993 et 1994, notamment à l'occasion d'élections présidentielles au Brésil, au Chili, en Colombie, au Costa Rica, au Salvador, au Mexique, au Panama, en Uruguay et en République dominicaine. Le Forum soutient partout la revendication d'élections honnêtes et démocratiques.

Il est donc urgent de formuler et de mettre en œuvre des projets de développement qui, tout en traduisant les intérêts et la force organisée des mouvements populaires, visent une croissance économique durable, indépendante, écologiquement rationnelle, dans un cadre de distribution des richesses équitable et d'approfondissement de toutes les formes de démocratie.

Ce projet repose sur les changements économiques, politiques et sociaux qui permettent aux larges masses l'accès à l'emploi, la consommation, la propriété et les droits civiques. Il devra prévenir la dégradation de l'environnement provoquée par l'appât insensé du gain et la misère extrême.

Nous refusons la formule : « *D'abord la croissance, la distribution ensuite* ». Il faut définir une stratégie de croissance qui intègre la distribution des richesses. Ce projet de développement implique d'associer le marché et la fonction de régulation de l'Etat, excepté dans les colonies, et de promouvoir les changements structurels indispensables à un développement assorti de démocratie et de justice sociale et à la garantie des politiques sociales : éducation, santé, logement, transports.

Croissance et distribution

Ce projet ne peut occulter la mondialisation croissante de l'économie, au sein de laquelle les Etats-Unis entendent réserver à l'Amérique Latine et à la Caraïbe le rôle de simple appendice de leur économie, en fonction des intérêts du grand capital, ce qui rend encore plus nécessaire l'intégration sous-continentale de nos peuples et de nos nations.

L'intégration doit intervenir en tant que processus politique et économique qui nous rassemble comme bloc politique et nous confère la volonté de compenser les écarts entre nos économies et d'en assurer la complémentarité. Seule une communauté latino-américaine et caribéenne de nations, économiquement et politiquement intégrée sera capable de s'insérer en toute indépendance dans un monde contrôlé par les grands blocs économiques dont les politiques sont contraires aux intérêts de nos peuples.

L'indépendance, le développement, la démocratisation et l'intégration ne sont pas des étapes séparées. Il s'agit de processus

intégrés, interactifs et simultanés dans le cadre de notre action économique et politique.

L'intégration doit viser les activités productives, des articulations politiques et des objectifs sociaux envisagés dans une perspective sous-continentale. Aussi on peut et on doit promouvoir la recherche scientifique et technologique commune, en répartissant les ressources humaines et naturelles et en diffusant l'accès au développement des universités et centres de recherche.

Bien que les Etats-Unis doivent réaménager leurs relations avec le sous-continent compte tenu de leur échec en ce domaine, le Forum constate que l'administration actuelle ne fait que suivre la politique de ses prédécesseurs.

Souveraineté nationale

La présence militaire au Panama, l'occupation illégale de la base de Guantanamo et le maintien du blocus de Cuba, l'interventionnisme conjugué ou non à la lutte contre le trafic de drogue, ainsi que les pressions politiques et économico-commerciales sur nos pays, tout cela doit changer si les Etats-Unis souhaitent concrètement tisser de nouveaux liens avec notre région. Ils doivent respecter l'auto-détermination de nos peuples et partant, la pluralité des systèmes économiques et sociaux du sous-continent.

Le Forum de São Paulo considère que le statut colonial de Porto Rico, de la Guyane, de la Martinique et de la Guadeloupe, ainsi que d'autres territoires, est inacceptable, fait sienne la cause de l'indépendance nationale et de l'autodétermination des peuples concernés et reconnaît la souveraineté de l'Argentine sur les Malouines.

Il exprime son soutien aux efforts déployés par le Front sandiniste de libération nationale (FSLN), le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) et l'Unité révolutionnaire guatémaltèque (URNG) en Amérique centrale pour renforcer les processus de paix et pour assouplir et concerter les politiques en faveur des majorités populaires. Il juge très importante la reprise des négociations en Colombie en vue d'un règlement politique du conflit armé et condamne l'instauration d'un régime autoritaire, militaire, et pseudo-constitutionnel au Pérou, qui ne contribuera guère à résoudre les graves problèmes de ce pays-frère.

Le Forum soutient la lutte du peuple haïtien pour le rétablissement de la démocratie et l'ordre constitutionnel qui passe par le retour du président légitime. Il met en garde contre l'utilisation de l'accord de



Forum de São Paulo

New York comme prétexte pour intervenir militairement dans le pays.

Il considère juste et nécessaire de rappeler que la violation systématique des droits de l'homme, la dépendance, l'injustice sociale et les dictatures épouvantables, sont autant d'antécédents des conflits susmentionnés et qu'ils ont jalonné, avec plus ou moins d'intensité, l'histoire du sous-continent, c'est pourquoi toutes les forces patriotiques démocratiques et progressistes d'Amérique Latine doivent lutter sans relâche pour les éradiquer définitivement.

Pour un nouvel ordre mondial

Le Forum affirme la nécessité de lutter pour l'instauration d'un nouvel ordre mondial, dont la teneur a été définie lors de la 3ème rencontre de Managua.

Les organismes supranationaux, qui ont vu le jour dans un contexte mondial différent, s'avèrent aujourd'hui totalement inadaptés et iniques. La façon dont on invoque et utilise le droit international, ainsi que les Nations Unies et leur Conseil de sécurité, conditionne et bafoue la souveraineté et l'indépendance des Etats.

Arguant de prétextes légitimes, on dénature l'interprétation des normes, soumises aux intérêts des grandes puissances, soumises à leur tour à l'hégémonie militaire des Etats-Unis. A preuve, l'agression militaire contre l'Irak, l'occupation militaire, sous prétexte humanitaire, de la Somalie, les menaces nucléaires proférées par l'impérialisme contre la République démocratique et populaire de Corée, les sanctions imposées à la Libye, tandis que les résolutions contraignantes relatives à Israël restent lettre morte, ce qui revient à être complice de ses agressions et du drame que vit le peuple palestinien dans sa lutte pour un Etat indépendant.

Contrairement au climat de désillusion, de frustration et de vide qui prévalait ces dernières années, la quatrième rencontre s'est déroulée dans un contexte d'essor des luttes populaires et des avancées de la gauche latino-américaine et caraïbienne pour renouveler sa pensée.

Nous sommes décidés à avancer sur de nouvelles voies créatrices de lutte et de victoire ! ★

La Havane, 24 juillet 1993

Rencontre dans une "période spéciale"

A l'issue de la tenue de la troisième rencontre du Forum de São Paulo en juillet 1992 à Managua, des doutes avaient été émis quant aux possibilités que celui-ci se maintienne et se développe. Le niveau des divergences accumulées, ainsi que le flou qui l'entourait, mettaient en péril l'avenir de cette instance de convergence. Pourtant la 4ème rencontre a été un succès.

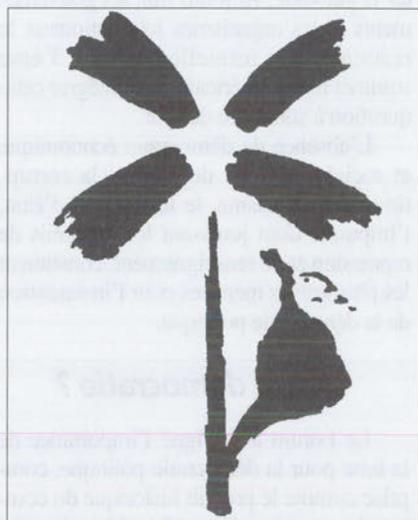
Priscila PACHECO CASTILLO

Au niveau des participants (114 organisations d'Amérique Latine et de la Caraïbe et plus de 30 venant d'autres parties du monde), il faut relever l'effort de la Caraïbe anglophone et francophone. Quant à la représentativité des délégations, les partis ont décidé d'envoyer leurs principaux dirigeants, dont certains candidats "présidentiels" : Cuauhtémoc Cardenas, Navarro "Wolf", Lula (1). Cette rencontre a donc traduit deux processus fondamentaux de l'évolution de la gauche : sa pluralité et ses progrès contradictoires. Le choix de La Havane, au moment le plus critique pour la révolution, avait une grande portée.

La quantité et la qualité des participants a montré que la gauche latino-américaine et de la Caraïbe comprenait que ce qui se jouait à La Havane la concernait directement. La prise de position catégorique contre le blocus impérialiste était aussi une façon de défendre l'avenir de nos peuples, mais pas seulement. Il était important d'affirmer face à la direction du PC cubain quelques traits essentiels du type de société pour laquelle nous luttons et l'importance que nous donnons aux questions démocratiques.

Cette rencontre a donc eu lieu dans un contexte particulier, dû à la réalité cubaine d'une part, et à la phase traversée par la gauche de l'autre. C'est une période spéciale, parce que l'ancien n'en finit pas de mourir et que la réflexion nouvelle se heurte encore à beaucoup d'obstacles.

Période spéciale, "orpheline" au plan stratégique (l'époque des organisations



politico-militaires est bien révolue et a fait place à une fièvre démocratique et constitutionnelle, sans qu'il y ait de clarté sur l'après-élections).

Période spéciale marquée par le besoin, l'élaboration et la réussite d'un projet alternatif à la globalisation capitaliste dans le cadre d'un rapport de forces défavorable. Période spéciale de bilan de l'expérience de la construction du socialisme cubain, etc.

Les thèmes discutés ont reflété les préoccupations de nos organisations : l'analyse de la situation politique et économique de la région (qui a été présentée par Marco Aurelio Garcia du PT du Brésil, Eduardo Pozo du MAS du Venezuela, Shafick Handal au nom du FMLN du Salvador, José Balaguer du PC cubain) constituait le premier point (2). Deux groupes de travail ont été mis en place, un sur le thème de l'éducation politique, présentée par les camarades du Mouvement Bolivie libre, et le second sur Etat, démocratie, partis et mouvements sociaux, que Sergio Rodriguez, du PRT, a été chargé d'introduire au nom des quatre partis mexicains membres du Forum (3). Le troisième point concernait le fonctionnement du Forum et le quatrième, la déclaration finale.

1) Cuauhtémoc Cardenas, du PRD mexicain. Navarro Wolf, du M-19 colombien.

2) Le Movimiento al socialismo (MAS), au Venezuela est un courant issu du Parti communiste du Venezuela (PCV) sous la pression de courants droitiers de ce dernier.

3) Le Parti de la révolution démocratique (PRD), le parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), le parti populaire socialiste (PPS) et le parti des travailleurs (PT) avaient organisé à Mexico, un séminaire préparatoire à la rencontre de La Havane.

Il serait trop long de synthétiser ici le débat riche et intense qui a eu lieu sur les quatre sujets. Néanmoins, nous essaierons de pointer les aspects les plus importants :

L'intervention du camarade Marco Aurelio a centré le débat du premier point. Il y a un consensus entre les différentes forces sur les signes de déclin du projet néo-libéral (que nous appellerons processus de restructuration capitaliste). Nous dirions aussi qu'à la différence d'autres sessions du Forum, il n'y avait aucune illusion sur une possibilité éventuelle d'humaniser le projet néo-libéral. Il est donc urgent de formuler un projet alternatif attentif aux problèmes sociaux causés par ce processus dévastateur, en sachant qu'aujourd'hui, la construction du socialisme n'est pas à l'ordre du jour.

Ce projet doit avoir pour levier l'intégration latino-américaine, sans pour autant développer une vision autarcique, mais en définissant le meilleur mécanisme pour participer à cette globalisation. Mener à bien ce projet suppose des réformes structurelles qui modifient le rapport de forces à l'intérieur et à l'extérieur.

Evidemment, ce projet politique repose sur les forces qui envisagent à court terme de remporter une victoire aux élections présidentielles. Il serait bien sûr exagéré d'établir une communauté d'intérêts entre toutes ces forces, ou de penser qu'elles ont les mêmes chances face aux élections. Pourtant, cette éventualité a polarisé l'intérêt de la IV^{ème} rencontre, car une victoire dans deux ou trois de ces pays modifieraient substantiellement les rapports de forces. Mais il faut constater d'entrée de jeu, qu'à la différence des années 70, l'éventualité d'une victoire électorale de la gauche ne naît pas d'une polarisation sociale exacerbée, mais de la pire crise des projets politiques bourgeois, issue du processus de restructuration capitaliste lui-même.

Victoire probable ?

Cela ne signifie pas que pour de larges secteurs de la population, une victoire de la gauche, même modérée, ne représente pas un espoir de changement, et partant, qu'une possibilité de polarisation sociale soit écartée. Pour que la gauche puisse mener à bien des réformes structurelles, elle n'aura pas besoin seulement d'un appui populaire majoritaire, mais elle devra organiser ce soutien et donc rompre avec le cadre institutionnel qu'elle représente (ce qui ne veut pas dire limiter la démocratie, au contraire)

Beaucoup de camarades se sont interrogés lors du Forum sur l'avenir de cette gauche au gouvernement. Hugo Corres a

correctement posé le problème de l'armée, peu abordé par la gauche latino-américaine. Il y a quelques mois, le camarade s'était rendu au Paraguay pour consulter "les archives de la terreur", où sont décrits les innombrables crimes perpétrés par les armées du Cône Sud et qui établissent clairement les connexions entre elles (4). Une interrogation en découlait : quelle serait l'attitude des institutions militaires face à une victoire éventuelle de la gauche ? Il est utile de se poser la question, le silence ne pouvant rien exorciser.

Le camarade Fidel Castro a mis le doigt sur la plaie. Il a signalé que tandis que la gauche plânait et rêvait, la droite agissait, et il a demandé : vont-ils nous laisser réaliser tranquillement nos rêves ? Il a insisté sur la difficulté de vivre dans un monde unipolaire.

La question de l'Etat

Tout au long des débats, une réponse s'est faite jour. La question de l'Etat a eu droit à une attention particulière. D'un côté, certains, comme Fidel Castro, défendaient une position somme toute assez classique de la nécessité des nationalisations, et conditionnaient l'essentiel du projet de pouvoir à l'Etat, comme transformateur des conditions économiques, sociales, politiques et culturelles.

En face, ceux qui, au vu de l'échec des expériences d'Europe de l'Est et de celui de l'Etat-providence, ont opté pour une réduction maximum du rôle de l'Etat dans les dites transformations. Une position médiane émanait du PT brésilien. Ce dernier, s'il ne mettait pas l'Etat au centre, ne le reléguait pas non plus au rang de simple appareil administratif : il fallait utiliser l'Etat comme instrument empêchant que la richesse nationale ne se concentre dans quelques mains, limitant la logique aveugle des mécanismes de marché, sans que cela signifie pour autant que l'Etat devienne propriétaire de la majorité des entreprises.

Sur le terrain de la démocratie et du rôle des partis, Pablo Medina de Causa Radical (Vénézuéla), Adolfo Gilly du PRD et Lula, lors de son intervention initiale, se sont chargés de proposer quelques éléments d'une réflexion future, surtout dans le cas des camarades de Causa Radical, qui après avoir critiqué fortement les partis traditionnels de la gauche latino-américaine, ont clairement affirmé que l'impuissance de cette dernière était liée à son incompréhension de la démocratie et ont formulé une critique très fondée des forces qui s'étaient manifestées en faveur de Carlos Andres Perez, tel Daniel Ortega du FSLN (5).

Une nouvelle vision politique affleurerait en filigrane et avec elle une éthique de la pratique politique. Il s'agit de promouvoir (non de mettre à l'avant-garde) les actions radicales du peuple, sans prioriser les intérêts partisans et sans pactiser avec ceux que la population considère comme ses ennemis fondamentaux. Pour beaucoup, apporter une réponse à ces questions impliquait de développer l'activité sociale et politique des peuples, en y favorisant la discussion sur les instruments adéquats pour résoudre les grands problèmes nationaux, et de rompre avec la politique politique qui réduit la démocratie à des élections où le peuple délègue son pouvoir à un représentant.

Cette gauche a commencé à revenir aussi sur ses erreurs et ses échecs face aux mouvements sociaux. Il y a peu de pays au monde où se soient développés des mouvements comparables à ceux de notre continent, et pourtant, ces derniers ont été considérés comme de simples courroies de transmission pour asseoir une hégémonie, pas toujours uniquement politique. Cette attitude a engendré une démoralisation et une déperdition de forces au niveau des masses et partant, un certain scepticisme quant à l'éthique de la pensée socialiste.

"Géante et minuscule"

Les différentes rencontres du Forum ont laissé une question en suspens : l'absence totale de discussion sur les problèmes causés par l'oppression des femmes et plus concrètement, ceux vécus à l'intérieur de la gauche latino-américaine. La composition même de la rencontre a rendu nécessaire une réunion des femmes qui a débouché sur une déclaration : « Depuis l'île de Cuba, à la fois géante et minuscule, symbole et exemple de la résistance anti-impérialiste, pays de Mariana Grajales et Ana Betancourt, nous, femmes participant à cette rencontre, voulons relever une évidence : ce Forum est masculin. On y a discuté de la situation économique sociale et politique de notre Amérique, des rapports entre les mouvements sociaux et les partis politiques et l'éducation politique en partant d'une perspective partielle... Sur 217 participants, il y a seulement 25 femmes. Si nous n'avons pu enrichir les analyses par notre présence, c'est parce que la discrimination sexiste subsiste encore ». Quelques points d'accord ont été trouvés

4) Hugo Corres est membre du Partido por la victoria del pueblo (PVP) d'Uruguay.

5) Causa radical, organisation issue du Parti communiste du Vénézuéla, à l'initiative de ceux qui avaient participé à la lutte armée. Causa radical a gagné les municipales à Caracas.



et nous espérons qu'ils seront des pas en avant réalisés pour répondre à une autre partie de la résolution : « *Il est indispensable que notre présence au Forum contribue à dessiner une vision du monde qui fasse du féminin et du masculin l'universel* ».

Enfin, il faut rendre compte des discussions sur Cuba. La présence attentive de quelques ministres et membres du Bureau politique du PC cubain, et de Fidel Castro, pendant tous les travaux du Forum, traduisent l'intérêt porté par les cubains à cette instance latino-américaine et caribéenne. Il ne s'agissait pas d'une simple exhibition. Fidel Castro avait intérêt à être écouté par cette gauche en mutation, et il tenait à l'entendre, à connaître ses arguments.

Le résultat n'est pas linéaire. Les uns et les autres ne se sont pas tous convaincus. L'important reste un échange inédit, révélateur de cette étape particulière que nous traversons. *Exit* le temps du "parti-guide", du "grand-frère" !

Les informations fournies lors de la séance sur la situation économique et politique de l'île mériteraient un article à part ; la situation à Cuba doit être traitée attentivement, pas seulement à cause de ce qui s'y joue objectivement, mais aussi à cause de sa signification subjective. C'est un débat incontournable, dont la portée est historique et non conjoncturelle. On ne peut analyser une mesure comme la dépénalisation de la possession de devises indépendamment de la crise de tout un modèle économique.

Un défi historique

Vouloir à tout prix mettre les dirigeants de la révolution au banc des accusés ne sert à rien. Il leur appartient de répondre à une question difficile : comment construire une nouvelle société dans un monde dominé par le capital financier, c'est-à-dire l'impérialisme ? Les réponses sont complexes : Etait-il possible de penser que le fait de ne recevoir que l'aide de l'ex-URSS n'engendrerait pas de coût à tous les niveaux ?

Cette question s'adresse évidemment à tous. Comment construire une nouvelle société, sans compter sur le soutien d'aucun Etat, et en étant confronté à la

domination impérialiste ? (L'aide de l'Europe de l'Est au Nicaragua a été microscopique).

L'explication que donne Fidel Castro des causes de la désintégration de l'Union soviétique reflète une incompréhension profonde de ce qui s'y est passé. Selon lui, la faute en reviendrait aux "accoucheuses", c'est-à-dire à ceux qui, consciemment ou non, ont permis par leur action que l'impérialisme parvienne à son objectif : réintégrer cet Etat dans la logique du capital.

Pour Castro, un évènement historique



se résume à une poignée d'êtres humains qui réalisent des actions d'en haut. En d'autres termes, l'histoire est perçue comme un complot.

Un aspect essentiel qui s'est confirmé dans ces Etats est l'absence totale de base sociale de la bureaucratie, qui n'a pas pu résister à la pénétration du capitalisme et à la croissance des mécanismes de productivité du travail.

C'est là que, en dépit de l'interprétation de Fidel, réside la différence entre Cuba et ces pays. A Cuba, le régime politique peut compter sur l'aval et le consensus de la majorité de la population. Cet aval est marqué par l'existence d'une conscience nationale anti-impérialiste et socialiste, enfin, par une dignité nationale qui est la carte d'identité de tout un peuple, sans laquelle le peuple cubain n'aurait jamais résisté comme il l'a fait. Réduire cela à une dictature est une insulte à l'intelligence.

La situation est pourtant compliquée. La dépénalisation de la possession de devises agit en faveur des secteurs les

moins favorables à la révolution, et crée une inégalité sociale qui peut être mortelle pour cet appui majoritaire. Il faudrait des mesures qui compensent cette situation, qui ne prennent pas seulement en compte l'aspect économique, mais aussi l'aspect politique.

Résister plutôt qu'attendre

Il est plus que jamais nécessaire que le pouvoir populaire puisse se manifester, que soit développée l'initiative des producteurs, que s'atténue le contrôle exercé sur toutes les activités, etc. Une telle dégradation ne peut durer indéfiniment. Nous n'allons pas jouer les oiseaux de mauvais augure.

La capacité du peuple cubain à résister est déterminée, d'abord par cette dignité nationale, par le développement de la solidarité internationale, qui doit agir pour lever, même partiellement, le blocus, et par le combat visant à modifier les rapports de forces entre le capital et le travail dans nos pays.

Fidel a dit dans une intervention : « *Nous défendons des idées et non des intérêts* ». C'est vrai. Ces idées ne sont pas toujours les nôtres ; parfois nous sommes totalement en

désaccord, mais on doit comprendre que ce sont des idées qui sont du même côté que les nôtres face à l'impérialisme, le capital et l'injustice sociale.

C'est pourquoi quand Fidel Castro se rend en Bolivie, au Brésil ou au Mexique, nos peuples sortent dans la rue pour lui manifester leur soutien. Ils sont convaincus que ce peuple et cette direction ne se soumettent pas à l'empire du nord, à la différence de ce qui se passe dans nos pays.

Au-delà de nos divergences, ce signe d'identité mérite d'être défendu. Cela sera plus clair après la 4ème rencontre du Forum de São Paulo. ★

Mexico, 25 août 1993

Pour un projet d'alternative radicale

Un an après la 3^{ème} rencontre du Forum de São Paulo, la scène politique latino-américaine a été le théâtre de transformations considérables. Deux présidents de pays importants de l'Amérique latine, le Venezuela et le Brésil, ont été destitués constitutionnellement, dans la foulée de grandes mobilisations populaires. Ces dernières ont également mis en échec la tentative de coup d'Etat au Guatemala. Ces douze derniers mois ont révélé les problèmes soulevés par les propositions néolibérales sur l'ensemble du sous-continent, alors qu'elles avaient eu le champ libre jusqu'en 1992.

Marco Aurelio GARCIA



L'hégémonie néo-libérale a aggravé la situation sociale et la pauvreté dans laquelle s'enfoncent de plus en plus les peuples latino-américains n'est plus occultée par les organismes internationaux, que ce soit l'ONU, la banque inter-américaine de développement (BID), la Banque mondiale, et a occupé une place importante des travaux du troisième sommet ibéro-américain qui vient de s'achever à Salvador de Bahia.

La détérioration de la situation sociale représente aujourd'hui le danger principal pour les structures démocratiques assez fragiles qui ont été mises sur pied dans la plupart des pays après la faillite des dictatures militaires des années 70 et du début des années 80. Ce problème est devenu un des principaux défis lancé aux forces démocratiques et socialistes, d'autant plus que ces dernières sont à la veille d'élections qui pourraient modifier de façon radicale la situation du sous-continent. Des définitions programmatiques nationales, des projets alternatifs d'intégration sous-continentale sont des éléments essentiels pour nos partis et nos organisations. De nos erreurs et de nos réussites, dépendra,

non seulement la prochaine étape en Amérique latine à la fin du siècle, mais aussi la configuration du nouvel ordre mondial au début du siècle prochain. Je vais maintenant développer les thèmes que je viens d'énumérer, (...) mes analyses seront marquées par une approche "sud-américaine" voire brésilienne.

Sortie des héros néo-libéraux

La destitution constitutionnelle de Collor au Brésil, et de Carlos André Perez au Venezuela, précédées de fortes mobilisations populaires, a porté un coup très dur aux politiques néo-libérales que ces présidents avaient tenté d'appliquer dans leurs pays respectifs. Si leur démission est due à l'origine à leur implication dans des affaires de corruption, elle est surtout le fait du refus de la population de la politique économique, y compris de secteurs patronaux représentatifs. Cela explique le caractère large des coalitions formées contre les deux présidents. Dans d'autres pays du sous-continent, des dirigeants sont impliqués dans des affaires de corruption plus graves celles du Venezuela et du Brésil, mais le fait qu'ils soient parvenus à

maintenir un certain équilibre macro-économique, et en particulier à maîtriser l'inflation, permet de comprendre pourquoi ces scandales n'ont pas rencontré d'écho au sein des populations, des milieux patronaux ou des cercles politiques. Le cas uruguayen fait toutefois figure d'exception, le refus du néolibéralisme y est beaucoup plus direct et explicite ; la proposition de la gauche uruguayenne qui a remporté le référendum de décembre 92 sur les problèmes de privatisation, traduit l'éveil de la conscience populaire contre le néolibéralisme (1).

Le résultat des élections aux Etats-Unis, qui ont mis fin à douze années de gouvernement républicain, n'est pas passé inaperçu pour les masses latino-américaines. Sans revenir sur les causes et les implications de l'élection de Clinton, on peut affirmer que beaucoup d'américains se sont prononcés contre les politiques de Bush et Reagan, responsables de la très grande concentration des richesses aux Etats-Unis et de la détérioration du système d'éducation, de santé et de protection

1) Voir Ernesto Herrera, "Le gouvernement KO Debout" dans *Inprecor* n° 367 de mars 1993

sociale des plus défavorisés. Cette situation a commencé à se répercuter lentement en Amérique latine. Il nous incombe de fournir une explication à la problématique du sous-continent, et de développer une alternative. Il y a d'autres facteurs à prendre en considération : une fois passée l'euphorie initiale pour les résultats des programmes néo-libéraux, la signification véritable de ces derniers commence à se faire jour, élément d'autant plus important si l'on ne veut pas s'en tenir au court terme et qu'on pose les problèmes structurels.

Le déficit commercial important du Mexique et de l'Argentine, deux des exemples-type de la politique néo-libérale, ainsi que les indices de déséquilibre commercial au Chili sont autant de signes négatifs de l'impact de la politique d'ouverture commerciale anarchique sur le secteur industriel de nos pays qui sont entrés dans une phase de désindustrialisation. Il ne serait pas surprenant que les dirigeants latino-américains soient amenés à prendre des mesures protectionnistes — qui ont été jusqu'à maintenant critiquées — pour tirer leur pays de la banqueroute. Ce type de propositions est déjà présent dans les discours de différents secteurs du patronat brésilien, qui craignent les effets de la désindustrialisation causée par la politique d'Itamar Franco.

Par ailleurs, le gouvernement des Etats-Unis a accentué sa pression sur d'autres pays latino-américains et asiatiques, sur des questions comme la propriété intellectuelle, en exerçant des pressions contre des secteurs industriels concurrentiels pour des branches en déclin de l'économie américaine (industrie sidérurgique, textile, confection, chaussures).

Economie saccagée

Mais le plus important à souligner, c'est l'impact social produit par ce type de politique. Dans tous les pays du sous-continent où la politique néo-libérale est appliquée, avec ou sans résistance, on assiste à une stagnation de l'emploi et même à une augmentation des licenciements, comme en Argentine ou au Brésil.

Même quand il y a croissance du PIB, comme aujourd'hui au Brésil, celle-ci ne crée pas de nouveaux emplois ; au contraire, la croissance de la production agricole, industrielle et des services s'accompagne souvent d'une chute de l'emploi. Cette situation n'est pas propre à l'Amérique latine, on peut la rencontrer aussi en Europe et aux Etats-Unis, ce qui montre le caractère fondamentalement pervers du capitalisme, et en particulier de sa "3ème révolution industrielle". Il est donc plus que jamais nécessaire que la gauche déve-

loppe une perspective anti-capitaliste et formule un projet alternatif au capitalisme. Ce projet devra tenir compte non seulement des faits qui se sont succédés depuis l'effondrement du socialisme bureaucratique, mais aussi des transformations qui affectent l'économie mondiale, l'ordre politique et social international et même les changements au niveau de la culture politique.

Tout cela se traduit par des phénomènes contradictoires, comme la "globalisation", la résurgence du nationalisme, des fondamentalismes ethniques et religieux. Le chômage a énormément progressé dans



de vastes franges de population qui sont en marge de la production, de la consommation et même de la citoyenneté.

Il a engendré l'augmentation d'une misère aux aspects multiples : un nombre croissant d'affamés, la prolifération de nouvelles maladies et l'aggravation des maladies en général, des dizaines de millions d'enfants vivant dans la rue, des prostituées de 10 et 11 ans dans les villes latino-américaines. Ces millions d'enfants constituent d'énormes réservoirs et sont même les auteurs directs, d'une criminalité croissante qui frappe indistinctement riches et pauvres. Des milliers d'enfants sont tués par des bandes, groupes policiers et para-militaires.

Vers la fin des années 70 et au long de la décennie 80, la démocratie politique a fait des progrès considérables : des dictatures militaires ont été destituées et remplacées par des gouvernements civils, issus d'élections libres, malgré la survivance de l'autoritarisme, le poids du capitalisme, la manipulation des médias ou les fraudes électorales dans certains cas.

Dans beaucoup de cas, les processus de démocratisation n'ont pas seulement signifié le retour à un Etat de droit mais aussi d'avantage de respect pour les droits de l'homme ; les deux aspects sont pour nous des valeurs fondamentales qui ont été la cause de l'entrée dans le combat institutionnel et politique de nouveaux "sujets". Ces derniers l'ont chargé de nouvelles problématiques et ont élargi et enrichi la démocratie.

Inévitable divorce

Celle-ci n'est plus assimilable désormais à l'idéal libéral même si elle peut emprunter quelques principes au libéralisme. La démocratie est d'avantage comprise comme un espace de luttes, de conflits et surtout de création permanente de nouveaux droits. Il s'agit donc d'un processus ouvert et contraire à toute synthèse totalitaire. Ces nouveaux sujets, ce sont les travailleurs brésiliens qui, il y a encore quelques années, ne participaient pas à la lutte politique ; les femmes, qui ont commencé à lutter de façon assez dynamique sur tout le continent et qui ont conféré une dimension politique à des problèmes qui étaient auparavant perçus comme faisant partie de la sphère quotidienne et domestique ; des groupes ethniques qui ont décidé de mettre fin à une discrimination séculaire et qui revendiquent la reconstitution de leur société à partir de formes d'organisation et de valeurs culturelles nouvelles ; enfin, les minorités, comme les homosexuel(le)s qui ont mis en évidence la nécessité de penser la démocratie aussi par le respect de la différence.

Mais ces années de croissance qualitative et quantitative de la démocratie politique dans le sous-continent ont coïncidé avec la "décennie perdue", en particulier sur le plan économique et social.

La détérioration croissante des conditions de vie de larges secteurs de la population a favorisé une approche selon laquelle la démocratie politique ne servirait à rien, puisqu'elle n'empêche ni la faim, ni les maladies, ni la pénurie de logements et des transports, ni la violence quotidienne. S'y ajoute la dénonciation de la corruption, d'appropriation croissante de l'Etat par de véritables cliques privées comme ça a été le cas de Collor au Brésil.

La crise sociale et la crise morale, ainsi que la brutalité à laquelle est soumise une grande partie de la population, ont offert des arguments aux candidats "providentiels", (le cas de l'autogolpe de Fujimori au Pérou, la débacle de Serrano au Guatemala, ou les tensions politiques au Venezuela, Colombie ou Brésil). L'absence de démocratie économique et sociale menace la démocratie politique.

Incapacité tragique

Mais la cause de l'échec ne réside pas dans la démocratie politique, acquise au prix d'intenses luttes populaires. Elle est imputable aux classes dominantes, incapables d'assumer pleinement et de façon permanente la démocratie. Incapables aussi de faire fonctionner les économies de marché qu'elles défendent de façon rhétorique, les classes dominantes se sont appropriées l'Etat national qu'elles ont mis au service de leurs intérêts particuliers ; à travers un processus de privatisation, elles tentent de se réapproprier, par la fraude et la corruption, la richesse créée par le sacrifice de millions de travailleurs pendant des décennies (...).

C'est à la gauche latino-américaine que l'on doit la reconnaissance du besoin d'éthique, dimension revendiquée massivement. L'alternative est claire : ou les forces de gauche intègrent cette dimension dans leur projet politique, ou bien les liberticides l'utilisent contre la démocratie politique au nom de prétendus avantages sociaux qu'ils promettent d'accorder à travers des procédures autoritaires et paternalistes. D'autres Fujimori surgiront si la conscience de la citoyenneté se dissout, si nous ne combattons pas la corruption, et surtout, si nous ne proposons pas de réformes radicales éradiquant la pauvreté et la misère, et animant la croissance avec une distribution de richesses. Ce projet passe par l'élargissement et l'affirmation des libertés politiques.

Pour affronter la misère du sous-continent, les pays d'Amérique latine doivent formuler un projet national de développement et une proposition alternative d'intégration continentale. Le premier devra rompre radicalement avec les propositions nationales connues et éculées, parce que le "développement-national", en promouvant la croissance, a été incapable de réaliser des réformes sociales favorisant une concentration de la croissance créée.

Un projet national de développement doit refuser la formule conservatrice du "croître d'abord, distribuer ensuite". Il faut faire de la distribution de la richesse un facteur qui étaye la croissance. Ensuite, le "développement-national" étatiste, a vu le

jour dans le cadre autoritaire d'une démocratie restreinte, ôtant toute autonomie aux classes laborieuses. Un projet national de développement suppose non seulement la démocratie politique, mais aussi son élargissement et sa radicalisation, par la combinaison de mécanismes représentatifs et de démocratie directe et par le contrôle croissant de l'Etat par la société.

Enfin, le "développement-national" laissait croire que la configuration de l'économie mondiale favorisait l'autarcie, alors qu'elle évoluait sous le signe de la globalisation. Un projet national de développement doit aborder positivement la place de nos pays dans le nouvel ordre international. Ce dernier chemin est parsemé d'obstacles. D'abord, parce que la décennie perdue d'abord et les ajustements néo-libéraux ensuite, ont relégué nos pays à la marge du système, en leur faisant perdre leur compétitivité. Preuve en est la perte de dynamisme de nos industries ; il y a eu désindustrialisation et retour à des stades économiques de type primaire exportateur. Ensuite, parce que nous avons perdu les avantages comparatifs que nous détenions dans le passé. Les matières premières perdent en importance dans les processus productifs modernes, et partant, en valeur sur le marché mondial. Et à quoi sert de posséder une force de travail abondante si celle-ci est déqualifiée par l'absence de politiques de formation ?

Formuler en positif

Nous ne possédons pas les atouts pour détenir de grands marchés, et aujourd'hui nos populations ne peuvent plus consommer à cause de leur misère.

C'est pour cette raison que la question de l'articulation d'un projet national de développement avec un projet d'intégration continentale revêt une importance particulière. Il ne s'agit pas de deux étapes distinctes, subordonnant l'intégration continentale à un développement national préalable. L'intégration est un vecteur du projet national, permet de renforcer les économies et de les articuler, en donnant davantage de poids dans la négociation aux grands centres économiques. C'est pourquoi nous refusons des projets comme l'"Initiative pour les Amériques" de l'administration Bush, qui réduit l'intégration à la création d'une zone de libre-échange, et que nous saluons les camarades du PRD et de la gauche mexicaine qui se sont opposés au traité de libre échange (NAFTA).

La logique qui est derrière l'"Initiative" a déjà été responsable du déficit commercial dont souffre aujourd'hui l'Amérique latine par rapport aux Etats-Unis, et

qui nous fera régresser au stade d'économies importatrices, dont l'impact social serait terrible.

(...) Mais les politiques néo-libérales et l'offensive idéologique qu'elles ont déchainée, quoique atteintes, ont encore une certaine vigueur. Dans les mois à venir, qui seront marqués par de durs affrontements politiques, nous devons nous faire les porte-paroles du mécontentement populaire. Il est nécessaire de développer cette résistance, mais cela ne suffit pas. Il faut passer de la dénonciation à l'affirmation d'un projet. Dans beaucoup de pays, il y aura des élections dans les 18 mois à venir. Ce sera une occasion privilégiée de construire une alternative qui dépasse la propagande ou le dogmatisme doctrinaire, et de présenter un projet radical de réformes au contenu mobilisateur.

Cette lutte sera difficile, car nos adversaires utiliseront toutes leurs armes pour obstruer la route qui mène au pouvoir. Nous devons faire preuve d'intelligence politique pour combiner les luttes au plan institutionnel avec le combat social. Selon les résultats au Venezuela, au Chili, en Colombie, au Mexique, au Brésil, au Salvador, dans d'autres pays, qui seront le théâtre d'élections en 1993 et 1994, une nouvelle Amérique latine, active et souveraine, émergera et occupera un rang nouveau dans le monde.

Le nouvel ordre mondial issu de l'effondrement du socialisme bureaucratique en Union Soviétique et en Europe de l'Est, sur lequel la guerre du Golfe a confirmé l'hégémonie des Etats-Unis, ne pourra durer éternellement. Il n'est pas un fait accompli auquel nous devrions nous résigner ; nous devons organiser la résistance contre le grand capital à partir d'alliances larges, complexes et souples, passées dans l'optique des travailleurs et autour de programmes radicaux de réformes économiques, sociales et politiques. Je conclurai en disant avec emphase que la possibilité de changements en Amérique latine est entre nos mains.

Leur impact sur la situation mondiale sera considérable, et ouvrira une nouvelle période d'espoir dans cette phase difficile pour les travailleurs du monde. La victoire de nos pays sera, finalement, le meilleur soutien que nous puissions offrir à Cuba qui n'a aujourd'hui pour seul allié que les peuples du continent ; et qui pourrait avoir demain le soutien de gouvernements démocratiques et populaires dans toute l'Amérique latine. ★

La Havane, juillet 1993.



Forum
de São
Paulo

De la décennie perdue au désordre mondial

Dix ans après le début de la crise de la dette qui a secoué le système financier international — crise qui a permis en Amérique latine la plus importante restructuration capitaliste de l'après-guerre —, les institutions financières internationales et les gouvernements du continent ne perdent aucune occasion d'affirmer que cette fin de siècle verra un redressement économique, résultant de la consolidation des "changements structurels" dans la région.

Alfonso MORO



Cette assertion repose sur le postulat que le fondamentalisme néo-libéral aurait vaincu l'Etat populiste, interventionniste et gaspilleur, et que ce dernier n'offrirait plus d'espace pour un projet alternatif autre que le capitalisme sauvage ; moins encore pour une alternative tentant de satisfaire les besoins élémentaires de nos peuples. Mais cette victoire annoncée, non seulement tarde à se confirmer, mais on ne parle de victoire qu'en occultant les coûts sociaux, économiques, politiques et écologiques payés par notre région, ou en faisant abstraction du bilan de douze années de politique monétariste dans la quasi-totalité du globe. Sur ce terrain, la gauche latino-américaine a beaucoup à dire et à faire, à condition de rompre avec une sorte de tare originelle, l'étatisme.

Le capitalisme international traverse depuis le début des années 70 une phase de croissance réduite du taux de bénéfice, caractérisée par des éléments constants : des taux d'inflation supérieurs, des crises généralisées (1973-1975 et 1980-1982), une hypertrophie de la sphère financière-spéculative par rapport à celle de la production et un développement inédit de la corruption (l'apanage du vieil Etat-providence...) et l'existence de "nouvelles branches" de production comme le trafic de drogue. La croissance économique dans l'ensemble des pays impérialistes entre

1982 et 1990 était due au processus de restructuration du travail (qui continue encore), qui visait à augmenter le taux de plus-value, à déréguler le poids et le pouvoir des travailleurs dans les usines, en affaiblissant ainsi les structures syndicales et leur capacité à intervenir, fût-ce tangentiellement, dans le processus de production, afin de redresser le taux de bénéfice.

La croissance du pillage

Cette croissance est due aussi à l'augmentation des déficits publics génératrice d'endettement des Etats, et au pillage continu de l'excédent social du dit "tiers-monde" qui, en ce qui nous concerne, s'est traduit tout au long de la décennie 80 par un transfert vers les pays impérialistes de plus de 400 000 millions de dollars, au titre du paiement du service de la dette, de transferts de royalties et à cause de la détérioration des termes de l'échange des produits exportés sur le marché mondial.

Appâtés par un gain facile, les pays riches ont détruit des pans entiers des vieilles enclaves industrielles, en les délocalisant vers des pays sous-développés dotés d'un certain niveau d'industrialisation et d'infrastructures, en misant sur de bas salaires et l'absence de structure syndicale autonome. L'objectif était précisément de redresser leur marché et de rivaliser pour baisser les coûts de production.

Tout redressement plus ou moins

stable du capitalisme signifiera d'avantage de marginalisation et d'exclusion de larges secteurs de la population, y compris dans les pays impérialistes, car la fin de l'onde longue dépressive n'est pas pour demain.

L'augmentation constante de la misère dans le "tiers-monde", à laquelle s'ajoutent dorénavant la détérioration qualitative des conditions de vie des peuples d'Europe de l'Est et le recul du pouvoir d'achat des salariés des pays impérialistes, entravent l'expansion du marché mondial et freinent le développement massif des investissements productifs, phénomène aggravé par la croissance géométrique du secteur spéculatif de l'économie.

A partir de la concentration polarisée de la richesse ces dernières années entre les mains d'un vingtième de la population mondiale, le "Sud" a pénétré les pores des économies capitalistes les plus développées, et plus de mille millions d'êtres humains (un cinquième de la population mondiale) sont relégués à une pauvreté extrême, et privés de l'accès à la satisfaction de leurs besoins les plus élémentaires.

En plus de l'aggravation quotidienne du conflit "Nord-Sud", nous assistons à la globalisation de l'économie capitaliste, dont les effets les plus destructeurs s'étendent à toute la planète. Les succès dont se flattent le FMI et la Banque mondiale ont été obtenus là où l'économie traditionnelle a été détruite en échange d'une augmentation vertigineuse de la misère et de la faim.

D'autre part, douze années de mesures monétaristes et d'idéologie néoconservatrice, ont été incapables de sortir le capitalisme de sa crise, ce qui explique que le fondamentalisme néolibéral soit maintenant au banc des accusés, et que la majorité des gouvernements européens, ceux du Japon et des Etats-Unis tentent de relancer la croissance par l'application de mesures de type néo-keynésien, en donnant un nouveau souffle à l'intervention de l'Etat régulateur et au protectionnisme. Mais le problème central demeure : tout redressement véritable, durable implique une augmentation du taux de bénéfice, donc des mesures d'austérité imposées aux salariés avec encore plus de rigueur.

La résurgence de l'interventionnisme étatique et du protectionnisme, au-delà des résultats escomptés, est grotesque. Dans nos pays, les institutions et banques impérialistes n'ont cessé d'exiger que l'Etat se retire complètement de l'activité économique, que les entreprises nationales soient privatisées, que les déficits fiscaux ne dépassent pas un certain seuil, que les "forces du marché" aient le champ libre et que soient supprimées les mesures douanières ; à l'heure où le gouvernement japonais décide de s'auto-injecter 150 000 millions de dollars pour relancer son activité économique, où la dette publique intérieure du gouvernement allemand atteint des niveaux inimaginables, dûs à l'absorption des *länders* de l'ex-RDA. C'est la politique des deux poids-deux mesures, ou double morale du capitalisme.

Deux poids, deux mesures

La marche triomphaliste qui a annoncé l'avènement d'un "nouvel ordre mondial", dans la foulée de la guerre du Golfe, ressemble à une longue marche dont personne ne peut prédire la fin. L'émergence et la reproduction rapides de nouveaux blocs économiques sous la domination des puissances impérialistes, représentent pour ces dernières une tentative de redistribution de leurs zones d'influence, mais tendent aussi à donner de l'impact aux guerres commerciales et à reléguer des régions entières ne pouvant garantir un développement minimum à leurs populations à la marge du marché mondial.

Mais ces guerres (qui n'ont jamais existé auparavant) ouvrent une série de contradictions, symbolisées par l'échec retentissant du dernier sommet des sept pays les plus riches, sur lesquelles nos pays pourraient agir, à condition de rompre avec cette politique de restructuration, en revendiquant en même temps la souveraineté nationale et un nouveau type d'intégration économique internationale.

Les effets de la décennie dite "perdue" sont bien connus : chute du PNB, régression du produit par tête d'habitant, détérioration des infrastructures sociales, inflation débridée, transfert net de capital vers les pays impérialistes, dégradation qualitative de la culture et de l'éducation, reproduction algébrique de poches de misère, résurgence de maladies de l'époque médiévale, et bien sûr en aval l'augmentation de la population vivant en-dessous du seuil de pauvreté. Par rapport à 1970, le pourcentage de la population pauvre a augmenté de 63 % (1).

Les "termes de l'échange" ont connu une détérioration de l'ordre de 21 % (1990-1980), et la participation du commerce extérieur latino-américain au marché mondial est passée de 8 % en 1960 à 4 % en 1990, alors qu'une des bases des plans d'ajustement est précisément la réinsertion dans le marché mondial ! Il y a eu réinsertion mais elle a eu pour corollaire la marginalisation de l'Amérique latine dans ce processus.

Productivisme destructeur

Nous ne pouvons occulter ses effets destructeurs : la déstructuration sociale, ce sont les milliers de travailleurs et de travailleuses licenciés au nom d'une efficacité productiviste, tournée vers le marché extérieur pour éponger le service de la dette ; c'est l'affaiblissement politique des organisations sociales, étouffées par la façon autoritaire dont l'Etat affronte leurs revendications ; c'est depuis des années, une offensive idéologique globale où tout rapport solidaire, fraternel, classiste, est assimilé à "l'ancien", et partant, doit être détruit.

Cette déstructuration politico-sociale a une contre-partie dans la "restructuration" ou "changements structurels" des discours officiels, c'est-à-dire, dans les mesures qui consolident une société polarisée : c'est ainsi que le gouvernement mexicain licencie d'un jour à l'autre des milliers de travailleurs de Volkswagen, en profitant d'un conflit syndical interne, et donne à la direction de la transnationale la garantie que ses intérêts dans le pays ne seront affectés par aucun conflit de travail ; que le Brésil, qui recevait en 1991 près de 11 millions de dollars d'entrées nettes de capitaux, comptait une population en dessous du seuil de pauvreté dépassant les 80 millions et, pire encore, comme l'a dénoncé Lula, beaucoup travaillent dans des conditions relevant de l'esclavage.

C'est aussi le constat que dans les affaires, les gains comptent plus que l'idéologie, comme le révèle l'attitude des milieux financiers internationaux face au

gouvernement de Endara, ou, dans un autre sens, l'attitude des Etats-Unis face au Nicaragua après la défaite électorale des Sandinistes.

Restructuration sous l'égide du FMI

Dans de nombreux cas, les politiques dites d'ajustement structurel appliquées en Amérique latine sont antérieures à la crise de la dette extérieure qui date de 1982, même si c'est à partir de cette date qu'elles se sont approfondies et étendues à tout le continent. Il y a encore quelques années, une erreur fréquente dans les secteurs de la gauche latino-américaine consistait à faire porter au FMI et à la Banque mondiale la responsabilité de ces politiques, et à omettre le rôle central joué par les capitaux et les gouvernements latino-américains, que ces derniers soient démocrates-chrétiens, sociaux-démocrates, ou populistes.

Cette erreur a eu des conséquences pratiques. En effet, ce type d'appréciation occulte un aspect central du problème, à savoir que la majorité absolue de la bourgeoisie latino-américaine, et avec elle les gouvernements, se prononce en faveur de cette politique — l'unique divergence porte sur le rythme de son application —, étant donné que les bases sociales et économiques sur lesquelles le vieux système de domination politique et d'accumulation de capital sont dépassées. C'est là que réside la force et la faiblesse de leur projet.

La force du projet vient du fait que cette offensive a été combinée avec l'attaque lancée contre les travailleurs des pays impérialistes à partir de 1982, sans que ni ceux-ci ni leurs directions ne soient en mesure d'opposer la résistance nécessaire. Des luttes et révoltes sociales de grande envergure ont bien éclaté au début de la décennie passée, mais elles se sont soldées par des défaites (2).

Fortes de cet appui nodal, les politiques d'ajustement appliquées dans notre continent avaient tout loisir de s'imposer, sous la tutelle du FMI et de la Banque mondiale. En arguant du fait que la crise

1) Lors de la 3ème Conférence régionale sur la pauvreté en Amérique Latine et les Caraïbes, en novembre dernier, la Commission économique pour l'Amérique Latine des Nations Unies (CEPAL) a indiqué que la misère touchait « près de 46 % des latino-américains (196 millions) » et que, entre 1980 et 1990, ce chiffre a augmenté à un taux annuel de 4 %, surtout « dans les pays au plus grand poids économique et démographique, comme l'Argentine, le Mexique, le Brésil et le Venezuela ».

2) Les contrôleurs aériens aux Etats-Unis en 1981, sous le premier gouvernement Reagan, ou la grève des mineurs britanniques en 1984-85, sous Thatcher, ou la lutte en défense de l'échelle mobile des salaires des travailleurs de la Fiat en Italie.



Forum
de São
Paulo

était dûe aux excès de demande, au manque d'épargne intérieure, aux mesures et aux lois protectionnistes qui découragent les investissements privés internes et extérieurs, et à une hypertrophie du secteur public, ces dernières ont imposé des dispositions tendant à abolir toute forme de contrôle économique (subsidés, droits de douanes), la privatisation de secteurs stratégiques (chemins de fer, télécommunications, industrie électrique, etc) la création d'un climat de "sécurité" pour les investissements étrangers, l'ouverture commerciale sans discrimination, la chute verticale des salaires réels, et la dévaluation des monnaies nationales en pourcentage plus que proportionnel aux taux d'inflation des pays avec lesquels passe le commerce extérieur pour assurer le paiement de la dette.

L'éternel triangle

Dans cette optique, les coûts sociaux ne sont qu'une variable aléatoire de plus et non la constante ; le trio composé par les bourgeoisies latino-américaines, leurs gouvernements et le capital financier international à travers le FMI et la Banque mondiale, a maintenu l'essentiel de son orientation en dépit des mauvais résultats obtenus : entre 1981 et 1992, 13 des 17 principaux produits d'exportation du continent latino-américain ont connu une chute réelle de leurs prix (mesurés en dollars courants), qui oscille entre un minimum de -2,4 % (farine de poisson), à des maxima supérieurs à -60 % (sucre, café, pétrole brut, étain). Cette détérioration des mécanismes de l'échange va de pair avec une augmentation des mesures protectionnistes imposées par les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) au reste du monde, si bien qu'en 1986, plus de 20 % des importations en provenance des "pays en développement" ont été affectées par ces mesures (3).

Par ailleurs, la détérioration même des termes de l'échange, et la croissance réelle des taux d'intérêt sur les marchés financiers internationaux ont absorbé en moyenne 10 % du PIB de la région pendant la décennie passée, alors que le sous-continent a été exportateur de capitaux.

Si le sous-continent bénéficie d'un nouveau transfert net de ressources, cela n'est dû qu'aux taux élevés d'intérêts réels de la région, supérieurs à ceux des marchés financiers internationaux (car beaucoup de ces capitaux sont situés dans les secteurs spéculatifs de l'économie) et aux processus de privatisation-dénationalisation auxquels a été soumis le patrimoine de nos peuples. En ce qui concerne ce der-

nier élément, l'hémorragie ou la perte nette d'emplois due aux politiques de "rationalisation des ressources" proposées par la Banque mondiale, a entraîné une augmentation du marché informel, la précarisation généralisée du travail, et l'affaiblissement qualitatif des organisations sociales des travailleurs, en premier lieu les syndicats.

La faiblesse du projet tient, quant à elle, à la désintégration des vieux pactes sociaux des années 40, ceux-là mêmes qui ont contribué à consolider les régimes de domination politique aujourd'hui en crise : Mexique, Colombie, Pérou, Argentine, Bolivie, entre autres, où la bourgeoisie n'est pas parvenue à formuler de nouveau projet à long terme. En conséquence, contrairement à ce qu'on voudrait faire croire, l'instabilité économique, politique et sociale dans la région est une constante et personne ne peut affirmer que cela changera à court terme.

Dans la mesure où les Etats ont joué un rôle central dans l'instrumentation de ces pactes, la "Réforme de l'Etat" imposée par les promoteurs du libéralisme suppose un double changement qualitatif : d'un côté, dans les rapports entre l'Etat et l'économie, d'autre part, entre l'Etat et le mouvement de masse, sans que ces changements résolvent les faiblesses chroniques du sous-continent : le développement de la misère, sa dépendance à l'impérialisme et l'absence de démocratie. Or la domination des Etats latino-américains remonte à un moment privilégié de la situation économique mondiale, qui a permis aux liens entre l'Etat et l'économie et entre l'Etat et le mouvement de masse d'être conditionnés par le développement du marché intérieur, l'emploi et certains mécanismes de distribution de la rente.

Une intégration pervertie, conflictuelle et inégale.

En juillet 1990, la première déclaration du Forum de São Paulo a souligné à juste titre les risques de l'"Initiative pour les Amériques" de Bush, son caractère hégémonique, profondément anti-démocratique et contraire « *aux véritables intérêts du développement économique et social de notre région* ». Si cette proposition est restée lettre morte, tant ses objectifs étaient ridicules, l'arrivée de Clinton complique les choses. D'une part, la classe dirigeante nord-américaine est divisée sur le Traité de libre commerce avec le Mexique et le Canada, et d'autre part, la priorité numéro un de l'administration actuelle est de travailler à la restructuration interne du pays.

Certains pensent que l'utilisation de la main-d'œuvre à bon marché et de l'infra-

structure mexicaine seraient essentielles pour sauver leur propre marché, et pour concurrencer dans un deuxième temps le Japon et l'Allemagne sur le marché mondial, d'autres estiment que ce processus ne servira qu'à désindustrialiser d'avantage le pays et ne bénéficiera qu'à quelques multinationales, dans un processus d'association avec le capital japonais, sans parler du danger de voir une série d'entreprises-clé japonaises ou allemandes fermer pour s'installer au Mexique (4) et de là torpiller comme jamais le marché nord-américain.

Il y a du vrai des deux côtés et c'est une des preuves de la faiblesse de l'économie nord-américaine. Tandis que, en 1960, le PNB représentait 40 % du total mondial, il a chuté à moins de 25 % en 1990. D'autre part, l'hégémonie internationale du capital financier nord-américain, qui a vu vers 1982 figurer la Citycop et la Bank of America en tête des dix banques les plus importantes du monde, a décliné en 1990, année où les capitaux des six premières banques étaient japonais et où aucune banque US ne figurait. Les exportations agricoles des USA sont passées de 27 % du total mondial en 1975 à moins de 10 % en 1989, bien que les subsides aient augmenté de 80 %.

Mais le plus important reste la détérioration croissante des niveaux de productivité, qui leur interdit de concurrencer dans les conditions optimales les capitaux européen et japonais. Pour sortir de cette situation, il leur faudrait augmenter le niveau d'exploitation de la classe ouvrière nord-américaine, ce qui entraînerait un redressement du taux de plus-value. Comme la croissance de la productivité dans beaucoup de branches industrielles continue d'être morose, le gouvernement a choisi de baisser les salaires réels (5).

Il y a donc un lien direct entre la crise aux Etats-Unis, les propositions d'accords régionaux et les politiques d'ouverture commerciale et de dérégulation du travail appliquées dans notre continent. Nous devons analyser ce processus d'intégration, ses limites, ses effets et les possibilités qui s'offrent à la gauche.

Il s'agit d'une intégration inégale, pervertie et conflictuelle. En effet, la logique qui domine le marché mondial capitaliste,

3) Les conclusions de la Banque mondiale ne sont donc guère surprenantes : « *Aujourd'hui (1991), plus de 4 000 millions de personnes, c'est-à-dire près de 80 % de la population mondiale, vivent dans les pays en développement. La part de ces pays dans la production mondiale est inférieure à 20 %, et leur part dans les échanges mondiaux ne dépasse pas 17 %* ».

4) Volkswagen a fermé aux USA face à l'imminence de la conclusion du TLC et a décidé de mener à bien un investissement de plusieurs millions dans son usine au Mexique.

5) Comme l'attestent les comparaisons entre 1988 et 1982, lorsque les salaires moyens ont été réduits de 10 dollars par semaine.

qui marginalise des pays et des régions entières, concerne aussi notre continent, en vertu de la loi du bénéfice maximum. En d'autres termes, nous sommes face à un cas typique de "sélection naturelle" propre au capitalisme tardif. On ne peut songer à l'intérêt fondamental du gouvernement des Etats-Unis à la signature du TLC avec le Mexique et s'imaginer que cela pourrait s'appliquer à d'autres régions.

L'intérêt porté au Mexique est dû à sa situation géographique et combine des aspects économiques politiques et sociaux. En échange, l'impérialisme nord-américain est prêt à appuyer des initiatives comme celles des pays andins ou le Mercosur, mais il n'a aucunement l'intention de passer des accords similaires au TLC et qui divisent l'opinion publique nord-américaine.

Ainsi, *grosso modo*, l'impérialisme a fixé trois priorités économiques, dépendant des possibilités de nos pays pour sortir de sa crise. Bien sûr, l'ensemble de la région est toujours son arrière-cour, et cette dernière revêt son importance géostratégique rendue tristement célèbre par la présidence de Monroe.

Un premier groupe est constitué des pays amenés à jouer un rôle important dans la nouvelle distribution du marché mondial, qui disposent d'une infrastructure et sont situés dans des zones stratégiques du sous-continent (Mexique, Brésil, Chili). A un second niveau, on peut rassembler des pays comme la Colombie le Venezuela, le Pérou, l'Uruguay ou l'Argentine, dont le degré d'industrialisation est inférieur à celui du premier groupe, mais dont les marchés intérieurs, peuvent attirer les capitaux nord-américains (à cause de la récession en Amérique Latine, les exportations des Etats-Unis entre 1982 et 1988 y sont tombées à 182 000 millions de dollars). Et enfin, un groupe de pays dépendants sont exclus, ceux dont on ne tire que les matières premières, et occasionnellement, une main-d'œuvre à bon marché (ceux d'Amérique centrale, le Paraguay, la Bolivie et une bonne partie des Caraïbes).

Ce classement n'est pas statique étant donné le jeu permanent des intérêts politiques dans et hors des Etats-Unis. Il suffit pour s'en convaincre de voir l'importance donnée à la région andine productrice de feuille de coca, ou les milliers de millions de dollars destinés à l'Amérique centrale pour tenter de faire échouer le mouvement révolutionnaire et populaire. Dans ces cas comme dans d'autres la violation de la souveraineté nationale, avec la complicité des gouvernements locaux, a été notre lot quotidien. Mais ces accords régionaux ou

bilatéraux posent un triple problème : un espoir peu fondé de parvenir à un traité commercial avec les Etats-Unis ; des mécanismes qui favorisent les pays les plus développés des différentes régions ; et enfin, des accords qui sont le complément d'une politique néolibérale qui affecte principalement les classes populaires.

Une autre intégration économique est pourtant possible, une intégration qui cherche d'abord à résoudre les problèmes clés que sont l'alimentation, la santé, etc., qui cherche une complémentarité réelle et qui puisse négocier une intégration d'ensemble différente.

Cela implique que la gauche puisse répondre à un défi toujours difficile : savoir combiner justice sociale et efficacité productive. Il est vain de promettre que si la gauche gouverne, les salaires vont aug-

ment d'une véritable justice sociale.

L'hégémonie du fondamentalisme monétariste de la décennie passée est en déclin. Les difficultés pour consolider un nouvel ordre mondial sont évidentes pour tous. L'effondrement du vieil ordre issu de la guerre froide, entraîne une contradiction insurmontable à court terme : d'une part, l'impérialisme (nord-américain, surtout, à cause de ses possibilités militaires) est plus libre que jamais ; d'autre part, ses difficultés l'empêchent de consolider son hégémonie et cela alimente le chaos international.

Les responsabilités de la gauche

La crise a joué un rôle néfaste pour la majorité de la population latino-américaine. Une série de luttes sociales ont été défaits : les mineurs boliviens, les pétroliers mexicains, les métallos argentins, les syndicats classistes péruviens, les enseignants colombiens, etc. Cela a ôté du poids au prolétariat dans la société, et a entraîné un affaiblissement de la centralisation des luttes.

La contrepartie en a été la progression des éléments les plus destructifs du capitalisme. L'extinction des communautés indigènes de la forêt amazonienne, la contamination, jour après jour des eaux du rio Bravo, du Suchiate ou de l'Amazone ; la déforestation de millions d'hectares sur tout le continent pour semer des variétés de produits agricoles ou leur transformations en régions d'élevage destinées, dans leur majorité, aux marchés étranger ; la tentative systématique de détruire la culture, les traditions et l'histoire de nos peuples par le monopole des principaux médias, qui cherchent quotidiennement à nous convaincre qu'il n'y a d'autre alternative que celle du capitalisme sauvage.

Dans les années 80, le mécontentement social et les mobilisations populaires ont préparé la fin des dictatures qui asservissaient le continent. Des gouvernements leur ont emboîté le pas, qui ont promis la justice et des temps meilleurs. On en connaît le résultat : en Uruguay et en Argentine, au Chili et au Brésil, en Bolivie et au Guatemala, les responsables du cauchemar ont été absous au nom de la réconciliation nationale.

Au début des années 90, la crise irréversible des projets développementistes bourgeois, l'absence quasi-totale de mouvement ouvrier indépendant et l'échec relatif des courants de gauche comme alternative viable et crédible ont permis à des personnages de se présenter comme les porte-parole de leurs peuples dans une lutte sans trêve ni merci contre l'immoralité



menter immédiatement où que le plein emploi sera rétabli, si on ne répond pas à la question de comment procéder sans enfoncer nos économies dans la misère totale, pour ensuite recourir aux pires éléments des plans d'ajustement et devenir des gouvernements de gauche qui appliquent les mesures les plus sauvages contre la population. Une première réponse consisterait à développer dans des proportions inédites la démocratie.

Jusqu'à présent, toutes les expériences de modernisation ont eu pour corollaire la coercition pour accroître la productivité du travail, tant dans les pays capitalistes que dans ceux appelés socialistes. Par contre, on n'a jamais tenté de moderniser le procès de production par une démocratisation générale, irréductible au suffrage universel. Utiliser la flexibilité et la nouvelle organisation du travail pour les démocratiser véritablement. Efficacité productive et démocratie intégrale sont la précondition



té des "gouvernements et partis traditionnels". Nous savons comment Collor de Mello ou Fujimori ont utilisé les aspirations à la démocratie. En fin de compte, deux éléments ont survécu : l'instabilité sociale et les aspirations encore insatisfaites à la démocratie.

La "réforme de l'Etat" suppose un double changement qualitatif, que nous devons prendre en compte quand nous parlons d'instabilité sociale : la crise du PRI au Mexique, celle du péronisme argentin, celle de l'APRA au Pérou, ou dans son genre, celle du bipartisme traditionnel au Venezuela, Colombie ou Uruguay sont inexplicables si on ne tient pas compte les mutations qualitatives sur ce terrain.

Ce que nous voulions souligner, c'est qu'à partir de 1989, la crise politique des projets bourgeois traditionnels s'est accentuée et a empêché la consolidation de la restructuration capitaliste. Le problème n'est pas économique, mais politico-éco-

lités d'une victoire électorale de Cuauhtémoc Cardenas au Mexique, du PT au Brésil, du Frente Amplio en Uruguay et voire de Causa Radical au Venezuela, deviennent une variable objective dont les forces et partis réunis au Forum de São Paulo doivent tenir compte. Nous disposons d'une accumulation d'expériences, qui nous a appris que seule la mobilisation sociale, la lutte intransigeante en défense des intérêts de nos peuples, la défense radicale de la démocratie, peuvent donner des fruits. A l'inverse, quand l'heure est à la démobilisation, à la conciliation sur l'autel de la préservation des acquis, les résultats sont catastrophiques. Si on peut faire ce constat à partir des gouvernorats, municipalités et villes gouvernées par la gauche latino-américaine, raison de plus pour qu'il soit valide quand il s'agit de gagner les élections à la présidence.

Un éventuel triomphe de Cardenas au Mexique, ou de Lula au Brésil, ou du FA en Uruguay, signifierait immédiatement

pour la première fois en 1990, a conquis un espace au-delà des frontières de l'Amérique latine en démontrant que les divers courants de la gauche du sous-continent étaient capables de s'asseoir et de discuter et de tenter de comprendre les changements au plan international avec la disparition de ce qu'on appelé le camp socialiste. Il constitue, même avec ses faiblesses, constitue un cadre de discussion et d'échange d'expérience unitaire, pluraliste et démocratique qu'il faut préserver. Celui qui a été exclu l'a été de son propre fait.

Respecter les rythmes

Vouloir forcer les étapes ou les décisions ne servirait qu'à affaiblir le forum. La pluralité peut être interprétée comme une faiblesse, mais aussi comme une force. A plus d'un titre, le Forum est en train de forger une nouvelle culture politique sans hégémonies, ni partis-guide, en reconnaissant les accords et les diffé-



nomique. Le Paraguay, le Panama, le Brésil, l'Uruguay, le Chili, le Mexique, le Pérou, la Colombie, le Venezuela, sans oublier la situation explosive qui perdure en Amérique centrale, en témoignent.

Une illusion impressionnante

Les difficultés tant économiques que politiques auxquelles s'est affronté le projet néo-libéral, ouvrent des possibilités de succès électoral pour la gauche. C'est vrai qu'aujourd'hui, à la différence du Chili de 1970, il n'y a pas de grande polarisation sociale (comprise dans le sens de grandes mobilisations et développement de l'auto-organisation du peuple), mais à travers un vote pour des candidats de gauche, se cache une illusion impressionnante et l'espérance d'un changement. C'est une aubaine si on sait l'orienter correctement.

C'est dans ce contexte que les possibi-

un changement dans les rapports de forces. Les problèmes à affronter seraient gigantesques, mais il serait possible de consolider les changements. Pour en finir avec l'hégémonie impérialiste, il faut des changements dans toute une série de pays.

La victoire de forces progressistes n'entraînera pas immédiatement de modification globale du pouvoir du capital, mais fournira des conditions meilleures pour les pauvres de notre continent, et, sans doute, une situation incomparablement meilleure pour combattre la politique du gouvernement des Etats-Unis contre la révolution cubaine. Le Forum de São Paulo doit donc être attentif aux élections qui se dérouleront à la fin de 1993-94, parce que c'est probablement là que se forgera un processus de réorganisation de la gauche latino-américaine.

Le Forum de São Paulo, convoqué par le Parti des Travailleurs (PT) du Brésil

rences, en sachant que celles-ci non seulement sont inévitables, mais de surcroît, sont salutaires.

Nous pensons, néanmoins, que cela ne doit pas empêcher le compromis nécessaire de l'ensemble du Forum avec la défense de la révolution cubaine, ce qui suppose d'être ouvertement contre le blocus criminel que l'impérialisme yankee a imposé au peuple cubain depuis plus de trente ans, indépendamment du jugement qu'inspire aux uns et aux autres la politique suivie par le gouvernement révolutionnaire. Cette défense passera par la dénonciation de l'hypocrisie de nos gouvernements, et par des campagnes de solidarité les plus larges et unitaires possibles dans chaque pays. ★

Août 1993

Luttes de femmes

Les femmes sont aujourd'hui sujettes à des attaques renforcées par la récession économique. Elles ne sont pas éjectées du marché du travail en beaucoup plus grand nombre que les hommes. Elles se renforcent en tant que composante de la population active, mais leurs emplois sont en majorité à temps partiel, mal payés, souvent précaires et avec des emplois du temps atypiques. La sécurité d'emploi des femmes est faible et, lorsqu'elles sont employées à temps partiel, leurs conditions de travail sont en général pires que celles de leurs collègues à temps plein.

Marian BRAIN



Moins protégées, les femmes constituent une source de travail bon marché pour les patrons. Ce développement de l'économie britannique n'est pas fortuit, mais le résultat direct de la politique gouvernementale.

La politique du gouvernement conservateur consiste à faire de la Grande-Bretagne un centre financier pour l'outre-mer et une économie où le travail est bon marché. Cela implique d'attaquer les salaires, de détruire l'Etat-providence et d'encourager la désyndicalisation. La situation des femmes dans le West Yorkshire illustre bien cette tendance : les femmes sont en passe d'y devenir le premier groupe de salariés en nombre, tandis que les hommes ont de plus en plus de mal à trouver un emploi et le chômage masculin ne cesse d'augmenter.

En 1986, le pourcentage de chômeuses a culminé à 9 %, alors que le chiffre était de 13 % pour les hommes. Alors que le pourcentage pour les hommes n'a cessé de grimper, le chômage des femmes est tombé à 5 %. D'après l'Institut national de surveillance des revenus (National Earnings Survey) les femmes du West Yorkshire gagnent presque 100 livres de moins que les hommes par semaine. La récession

du début des années 80 et celle du début des années 90, ont accentué la tendance vers le travail à temps partiel. Dans le Yorkshire, les travailleuses à temps partiel représentent la moitié de la population active féminine et 22 % de la force de travail totale. Dans un rapport récent, l'Agence de conseil des citoyens (1) a montré que de nombreuses entreprises licenciaient des travailleurs à temps plein et embauchaient du personnel moins payé pour le même travail. Les conseils des salaires — qui garantissaient une protection minimale aux bas-revenus — ne passeront pas l'été ; la situation des femmes empirera.

Dans la ligne de mire

En 1990, les femmes représentaient 48 % de la population active et 34 % des affiliés du Trade Union Congress (2). Face à une des offensives patronales les plus pernicieuses, l'implication des femmes dans les syndicats et les luttes associatives a accusé un sursaut sensible. Leur rôle dans les luttes récentes montre la voie au mouvement ouvrier.

Ce n'est pas nouveau : depuis la début du mouvement ouvrier, les femmes y ont toujours pris une place significative. L'analyse des conflits sur lesquels nous allons revenir confirme et renforce cette

tendance historique : les femmes jouent un rôle d'avant-garde dans la défense des emplois, de la collectivité et des services publics.

A l'usine de Burnsalls, dans le West Midlands, des femmes ont pris les plus radicales depuis le conflit de Grunwick dans les années 1970 (3). Ce conflit confirme la nécessité d'organiser les millions de non-syndiqués. La grève, en cours depuis plus d'un an aujourd'hui, illustre les difficultés spécifiques d'organisation des femmes, et à Burnsalls, celles d'origine Penjabi, qui travaillent dans les "ateliers de corvée" (4).

Ces travailleuses connaissent la réalité de la Grande-Bretagne de Thatcher et de Major. Leurs revendications tournent

1) L'Agence de conseil des citoyens est une institution indépendante qui dispense gratuitement des conseils juridiques et des informations sur les droits des consommateurs.

2) Le Congrès des syndicats (Trade Union Congress, TUC) est la confédération syndicale qui organise les travailleurs dans tout le territoire britannique — y compris l'Irlande du Nord.

3) Le West Midlands est la région urbaine qui entoure la deuxième ville britannique, Birmingham. Burnsalls fournit des éléments métalliques finis aux entreprises automobiles de la région. Ce conflit ressemblait beaucoup à celui de Grunwick, en particulier par le rôle joué par des femmes d'origine asiatique et par la "négligence" du mouvement syndical à leur égard.

4) Ce terme (sweat-shop) est devenu d'un usage courant en grande Bretagne pour désigner les conditions de travail particulièrement mauvaises.

essentiellement autour des conditions de travail décentes (la fin des heures supplémentaires obligatoires, un environnement moins nocif et des tenues de protection adéquates) et un salaire égal pour les femmes (qui sont payées de 20 à 30 livres de moins que les hommes à travail égal). Elles sont restées inflexibles sur ces points, mais ont dû reculer sur une de leurs revendications : la réintégration de toutes les grévistes licenciées.

Leur syndicat, une branche du Syndicat général des municipaux et des chaudronniers (GMB), n'était pas reconnu. De plus, alors que les grévistes avaient organisé elles-mêmes une mobilisation de soutien, le GMB a souvent sapé le travail des grévistes et a lamentablement échoué lorsqu'il s'agissait d'apporter un soutien pleinement efficace.

Lors de la conférence des femmes du TUC il y a eu des débats sur les bas salaires, les conditions de travail dans les "ateliers de corvée" et sur l'abolition des Conseils des salaires, mais pas un mot n'a été dit par le GMB sur ce conflit, mené par ses propres affiliées, et qui posait toutes ces questions. Ce point a été mis à l'ordre du jour de la conférence par une femme d'un autre syndicat. Tout au long de la grève, le GMB a refusé de mettre en place des piquets de grève et a consciemment démobilisé tout soutien potentiel.

Manceuvres dilatoires

La direction du syndicat a essayé d'entraver les journées de solidarité coordonnées par les grévistes et des groupes de soutien dans plusieurs endroits du pays. Les grévistes ont montré au cours de leur lutte qu'il était possible d'établir un lien avec les mineurs. Elles ont tissé des liens étroits avec les Femmes contre la fermeture des puits de mines (WAPC), en particulier les femmes de mineurs du North Staffordshire (5). Une dirigeante des grévistes de Burnsalls était une des personnalités en vue de la manifestation de Londres organisée par les WAPC pour défendre le 31 puits menacés (6). Les grévistes de Burnsalls ont également opéré la jonction avec les travailleuses de Timex et ont fait une tournée de meeting dans l'ensemble du pays.

Le 30 juin 1993, la branche régionale du West Midlands du GMB a appelé à arrêter le conflit. Le responsable régional du syndicat s'en est justifié en arguant qu'il n'était pas possible de l'emporter par des moyens légaux, que le syndicat n'était pas prêt à mettre sur pied de piquets de grève de masse, ni à organiser un boycott des produits de l'entreprise. Il ne voulait plus dépenser d'argent pour ce conflit.

Il faudrait rappeler à ces nouveaux réalistes (7) que le mouvement syndical n'existerait pas si nos prédécesseurs n'avaient pas été prêts à enfreindre les lois. Des ouvrières agricoles, comme à Oxford, en 1873, ont été envoyées aux travaux forcés pour avoir organisé un piquet de grève. C'est le tollé qui a suivi, et la campagne de soutien de masse, qui ont conduit l'*establishment* à légaliser le piquet de grève. La majorité des grévistes de Burnsalls veut, pour sa part, continuer le combat entamé pour la justice.

On veut faire payer la crise à la classe ouvrière par des diminutions de salaires et des services publics. C'est la raison du conflit de l'usine Timex, à Dundee, en Ecosse. La direction voulait imposer une réduction de 10 % des salaires et alourdir la semaine de travail de trois heures, sans parler de diverses modifications défavorables des retraites et autres indemnités. Plus de 343 travailleuses ont été licenciées parce qu'elles s'opposaient à ces projets.

Plus de 80 % des travailleurs sont des femmes qui ont été à l'avant-garde des piquets de grèves massifs, tenus en infraction à la législation. La bureaucratie syndicale avait négocié un accord prévoyant une baisse des salaires de 27 %, trahison rejetée par les travailleuses. L'accord prévoyait aussi une baisse des cotisations-retraite de l'entreprise, de la subvention de la cantine, une réduction des congés de maladie, etc. Pour couronner le tout, les grévistes licenciées se sont vus proposer leur emploi à condition qu'elles passent un "test d'aptitude" ; une façon élégante pour les patrons de s'en prendre aux dirigeantes de la lutte.

Cette grève a été la plus militante en terme de piquets de masse depuis que les mineurs ont montré la voie à tout le mouvement ouvrier (voir dernière page).

Un isolement moindre

Un des bureaucrates les plus endurcis, le président du TUC, Alan Tuffin, a été contraint de soutenir une manifestation à Timex le 19 juin 1993, parce qu'il y avait été amené de force par des postiers en colère présents au congrès du Syndicat des travailleurs des communications, dont il est le secrétaire général. La pression était telle qu'il a dû appeler le TUC et notamment sa branche écossaise à mobiliser pour la manifestation.

Dans beaucoup de syndicats, il était plus facile de construire un soutien actif en faveur des grévistes de Timex que pour celles de Burnsalls. Les travailleuses de Timex étaient déjà organisées et les patrons s'attaquaient à des salaires et des conditions de travail déjà acquis. Les grév-

vistes de Burnsalls sont parties de pratiquement rien. Il y a aussi en Ecosse une grande tradition militante qui a facilité une réponse immédiate du mouvement ouvrier local. Enfin, il y a une certaine réticence, dans beaucoup de couches de la classe ouvrière, à se mobiliser pour soutenir les employés d'"ateliers de corvée", qui sont en majorité des femmes et des Noirs.

Les employées de Timex ont également réussi à donner une dimension internationale à leur lutte et appellent à un boycott des produits Timex. Leur stratégie consiste à prendre Timex en "tenaille" entre un boycott des consommateurs et du mouvement ouvrier organisé (il y a un appel à ce que les travailleurs organisés ne touchent pas aux produits Timex ou au matériel qui pourrait aider la compagnie dans ses opérations "jaunes" à Dundee). Le Syndicat national des travailleurs des transports et le Syndicat des communications ont déjà proposé leur soutien. Toutefois, le boycott, à lui tout seul ne suffira pas. Si l'usine est fermée, il faudra en organiser l'occupation.

Garder l'offensive

Encore une fois, les WAPC ont été au centre de la bataille pour stopper le massacre des puits de mine. Ces femmes, qui ont été la clé de voûte de la grève de 1984-85, se sont rapidement organisées alors que les mineurs étaient de nouveau dans le collimateur. Leur audace a permis de soutenir la lutte et de développer la conscience nécessaire pour la défense des 31 puits. Elles ont organisé une manifestation très déterminée de 15 000 personnes une semaine après le rapport initial de la commission spéciale sur le commerce et l'industrie (8).

Pendant la période prolongée de révision du projet gouvernemental, les femmes ont remonté et soutenu le moral des mineurs. Le gouvernement est tout de même parvenu à dissiper la colère qui a suivi son annonce, en particulier parce que le TUC continuait de refuser d'appeler à des journées de grève générale. S'il avait appelé à cesser le travail, il aurait eu un écho certain, si l'on en croit le caractère massif des premières manifestations de soutien. Le dimanche suivant, les manifestants ont défilé des heures sous la pluie, montrant ce qu'il était possible de faire.

5) Le North Staffordshire est le comté situé immédiatement au nord du West Midlands.

6) Sur ce sujet, voir *Inprecor* n° 367 de mars 1993.

7) "nouveau réaliste" est le terme qui désigne le mouvement ouvrier et la bureaucratie syndicale qui se "droitisent", en particulier depuis la défaite de la grande grève des mineurs en 1984-85.

8) Cette "commission spéciale" est une commission du parlement britannique.

Les femmes ne se sont pas contentées de soutenir et d'attendre. En plus de l'organisation des manifestations, elles se sont chargées de l'installation des camps à proximité des puits les plus menacés. Ces camps sont devenus l'enjeu majeur du conflit et ont fonctionné comme des plateformes pour l'occupation des différents puits (9).

"Elles" montrent la voie

A chaque étape de la lutte, ce sont des femmes qui ont montré ce qu'il aurait fallu faire si les mineurs voulaient remporter la bataille pour sauver leurs emplois et imposer une politique énergétique plus rationnelle. Si le mouvement ouvrier avait suivi l'exemple des femmes pour les occupations et si le TUC avait appelé à les soutenir par des journées de grève générale, la bataille pour sauver les 31 puits aurait été gagnée.

Le secteur public revient maintenant en première ligne pour la défense des salaires, des conditions de travail et des services publics. Cette lutte sera extrêmement importante pour l'avenir du mouvement ouvrier. Les réductions des dépenses publiques envisagées, les attaques contre l'Etat providence et l'offensive idéologique de promotion de la "sainte famille" nucléaire auront de graves répercussions sur les femmes. Les femmes représentent la majorité des fonctionnaires, la majorité des usagers des services publics et pâtiront le plus de leur bradage. Le débat sur la défense de l'Etat providence soulève des questions fondamentales sur la position des femmes dans la famille, dans la population active et sur la nature de l'oppression des femmes.

Une des tâches centrales qui attendent les femmes aujourd'hui consiste à forger une alliance effective entre les travailleuses de la fonction publique et les utilisateurs des services publics en défense de l'Etat providence. ★

Londres, le 24 août 1993

Un crime abject et inutile

Le 31 juillet à 18 heures, un cesse-le-feu entrain en vigueur au Liban. Suite aux bons offices du secrétaire d'Etat américain Warren Christopher, Israël s'engageait à cesser ses bombardements au nord de la "zone de sécurité" en échange de quoi la Syrie promettait d'user de son influence pour obtenir un engagement de la part du Hezbollah de ne plus bombarder le territoire israélien.

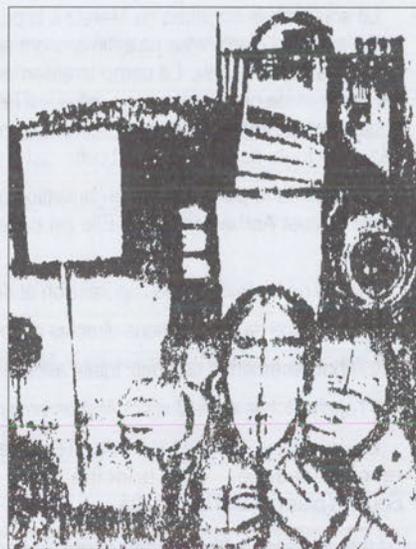
**Tikva HONIG-PARNASS
et Michel WARSCHAWSKI**

Les règles du jeu sont rétablies », affirmait un porte-parole israélien qui ajoutait : « Nous ne pouvons tolérer que les habitants du nord du pays soient les otages du Hezbollah ». Contre-vérité flagrante : les habitants de Galilée ont été bombardés par le Hezbollah en riposte aux bombardements de l'aviation et de l'artillerie israélienne sur les localités libanaises au nord de la "zone de sécurité".

Un coup pour rien ? On aimerait le dire, si ce n'étaient les centaines de milliers de victimes libanaises, tuées, mutilées, ou forcées à quitter leurs villages, et les milliers de maisons détruites. Car, contrairement aux déclarations du porte-parole de l'armée israélienne qui affirmait que seule une centaine de maisons avaient été détruites, l'agression israélienne a ravagé le sud du Liban : l'artillerie israélienne se vante d'ailleurs d'avoir tiré 70 000 obus, et le commandant d'aviation parle de plus de 1 200 attaques, alors si vraiment il n'y avait qu'une centaine de maisons détruites, l'Etat-major israélien devrait traduire devant la Cour martiale ces officiers supérieurs qui gaspillent tant de munitions.

Le quotidien *Haaretz* est plus proche de la réalité quand il écrit : « Les attaques israéliennes ont réduit en ruines la ville de Nabatiye, où seules quelques maisons sont restées intactes, ainsi que 70 % des villages de Jibshit, Majdal, Solom et Jeb'a » (1).

Quant aux quelques 300 000 réfugiés, Rabin lui-même reconnaît les faits tout en



refusant de plaider coupable pour crimes de guerre. Mais comment décrire autrement l'opération "règlement de compte" quand le Premier ministre en personne explique devant la commission de la défense de la Knesset : « Notre but est de transférer les habitants du Sud-Liban vers la région de Beyrouth, et de transformer 200 000 personnes en réfugiés. Bien sûr, pas n'importe quel habitant ou villageois, mais surtout ceux qui proviennent des régions "têtués" et soutenant le Hezbollah » (2).

Crimes de guerre

Et le commentateur militaire du quotidien *Hadashot* peut alors affirmer sans risque de se tromper : « La troisième phase (l'expulsion massive des villages du sud) était clairement inscrite dans le plan opérationnel où l'on dit explicitement que l'expulsion de la population locale est au cœur de la phase 3. Ceci n'est pas mon estimation, ni non plus un glissement malheureux des objectifs initiaux. C'était l'objectif déclaré » (3).

Régler les comptes avec la population chiite du Sud-Liban, et s'en servir comme moyen de pression sur le gouvernement libanais, c'est exactement ce que la convention de La Haye et le tribunal de Nuremberg définissent comme crimes de guerre, et, ainsi que l'affirme la journaliste

1) *Haaretz*, 30 juillet 1993.

2) Zeev Schiff, *Haaretz*, 28 juillet 1993.

3) Alex Fishman, *Hadashot*, 30 juillet 1993.

Manifeste 1993 pour la paix

L'occupation est devenue un fardeau intolérable pour les deux peuples. L'opinion publique israélienne a donné un mandat impératif au gouvernement Rabin... celui de faire la paix dans les six à neuf mois. Or, faisant fi de ses promesses électorales, les gouvernement Rabin poursuit la politique du gouvernement Shamir, et aggrave même la situation dans les Territoires occupés.

Le soutien des ministres du Meretz à la politique de Rabin et leur vote favorable à la déportation massive d'activistes palestiniens ont semé la confusion et le désespoir dans les rangs des militants de la paix. Le camp israélien de la paix en a été sévèrement affecté, alors que les chances de paix n'ont jamais été aussi favorables. Une nouvelle mobilisation est indispensable. Les militants de la paix doivent s'unir dans une organisation dont le message est dénué de toute équivoque. C'est cette tâche que s'assigne le "Bloc de la Paix".

Le "Bloc de la paix" est une organisation qui se situe en dehors des partis politiques et qui réunit Juifs et Arabes en Israël. Elle est ouverte à tous ceux qui souhaitent œuvrer en faveur de :

- ◇ l'arrêt de la violence, de l'oppression et des implantations dans les Territoires
- ◇ l'ouverture de négociations directes avec l'OLP
- ◇ l'aboutissement à une paix totale avec le peuple palestinien et les Etats arabes
- ◇ l'égalité totale entre Juifs et Arabes en Israël

La paix exige le retrait total des Territoires occupés depuis la guerre de juin 1967, et la reconnaissance du principe de "deux Etats pour deux peuples". Seule la paix garantit la sécurité.

* Gush Ha Shalom (le Bloc de la paix), rassemblement de militants juifs et arabes israéliens, issus du mouvement de la paix, a vu le jour en mai 1993, alors que le mouvement Shalom Achshav semble complètement paralysé depuis la victoire des travaillistes et du Meretz.

Le texte ci-dessus est le manifeste que Gush Ha Shalom a présenté à la presse. ★

Reli Tadmor dans la *Hadashot* : « *Ce gouvernement est coupable de crime de guerre sur la base de ses propres aveux. Nous n'avons rien à prouver.* »

L'objectif de l'opération "Règlements de compte" rappelle étrangement celui de la guerre du Golfe : usage massif de la puissance de feu afin de terroriser les populations civiles, les punir de soutenir ou de tolérer ceux que les agresseurs considèrent comme leurs ennemis, et les pousser ainsi à leur tourner le dos. Mais la méthode employée est bien antérieure à la guerre du Golfe. Le général de réserve Avigdor Kahalani, député travailliste et candidat à la mairie de Tel Aviv rappelle qu'en 1968-69 déjà, l'artillerie israélienne avait « transformé la rive-est de la vallée du Jourdain en désert, pour convaincre le gouvernement (jordanien) qu'il se devait de prendre des mesures (contre les commandos palestiniens) » et d'ajouter : « *Je vous conseille de ne pas sous-estimer le traumatisme qui existera dans les populations du Sud, une fois de retour dans leur communauté, quand ils verront, les uns qu'ils n'ont plus de maison, les autres qu'ils n'ont plus de rue ; ces souvenirs resteront très forts.* »

En 1970, le général Dayan donnait l'ordre de détruire totalement les villes de Suez et Ismaïlia pour mettre fin à la guerre d'usure que l'armée égyptienne menait sur le canal de Suez ; il y eut plus de 70 000 réfugiés. Quant à Rabin, il conseillait à

Ariel Sharon pendant la guerre du Liban d'affamer la population civile de Beyrouth jusqu'à ce qu'elle oblige l'OLP à quitter la ville. Il ne s'agit donc pas seulement d'un gouvernement de criminels de guerre, mais d'un Etat-terroriste et d'une armée dont toute l'histoire est celle d'un crime de guerre permanent.

Une gauche plus ou moins complice

Il n'y a pas eu de véritable opposition à ces crimes. Si quelques voix se sont élevées au sein du gouvernement et à la Knesset, elles étaient souvent équivoques et sont restées sans lendemain.

La semaine passée, trois blocs se sont distingués à l'intérieur de la coalition au pouvoir : les partisans de Rabin qui ont la majorité ; les trois ministres travaillistes qui se sont abstenus (le ministre du Travail et des affaires sociales, Ora Namir, le ministre de la Justice, David Libaï, et le ministre du tourisme, Uzi Beram) ; et les quatre ministres du Meretz, dirigés par Yossi Sarid — qui ont exprimé leur opposition à l'approbation par le gouvernement des décisions du cabinet de crise — et le ministre du parti Shas, Aryeh Deri.

La presse a émis des doutes sur l'"efficacité" ou la "pertinence" de l'opération ou encore sur ses chances de réussite, et quelques commentateurs ont posé des questions sur la moralité d'une opération

qui consiste à détruire des villages entiers et à en expulser des centaines de milliers d'habitants. Evidemment, les partis grâce auxquels la coalition dirigeante se maintient comme bloc majoritaire (Hadash et les partis arabes) ont manifesté une opposition franche à l'opération militaire, comme Gush Shalom, un nouveau courant radical du mouvement de la paix israélien (voir encadré). Mais, de façon générale, le peuple israélien a soutenu l'opération : une enquête a révélé que 93 % soutenaient la façon dont l'opération avait été menée au Liban (4).

Cependant Hadash n'a pas annoncé le retrait de son soutien à un gouvernement aux menées si criminelles. L'opposition de Meretz a été encore plus limitée, à la fois dans le fond que la forme de sa réaction. La majorité du groupe Meretz à la Knesset était critique sur l'expulsion des citoyens et le bombardement des villages libanais, mais ils estimaient qu'il fallait "frapper le Hezbollah", ignorant la portée du fait que c'est un mouvement de résistance à l'occupation israélienne. Mais les membres de Meretz n'ont rien fait ou presque pour donner de la publicité à leur position ou pour tenter de mobiliser l'opinion publique contre la guerre et leur opposition formelle au sein de la coalition gouvernementale n'a pas donné lieu à une prise de position bruyante, pour éviter de compromettre leur appartenance à la coalition.

Face aux critiques de ses militants, et en réponse aux demandes insistantes issues de leurs rangs — de rendre leur point de vue public ou de tenter de mobiliser l'opinion publique contre la guerre, que leurs représentants quittent la coalition en signe de protestation, ou qu'ils lancent un ultimatum menaçant de la quitter si les bombardements des populations ne cessaient pas —, les membres du cabinet appartenant au Meretz ont répondu qu'ils exerçaient des pressions sur le gouvernement "de l'intérieur". Sarid a déclaré : « *Dès le début, nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour empêcher l'opération et la tempérer. Mais une fois en cours, nous avons dû la soutenir publiquement, tout en veillant à ce qu'il n'y ait pas de dérapage* » (5).

Et Shulamit Aloni, un ministre du Meretz qui s'était abstenu en cabinet de crise, a répondu lors d'une interview, à la question concernant son mutisme sur les bombardements et le transfert de populations civiles : « *J'ai fait part de mon opinion au cabinet, mais je ne peux pas dire publiquement ce que j'ai sur le cœur. Tant*

4) *Haaretz*, 3 août 1993.

5) Cité dans un article de Uzi benziman, *Haaretz*, 30 juillet 1993.

que nous faisons partie de la coalition gouvernementale, nous devons différer la satisfaction de faire savoir à nos militants qu'ils ont raison » (6).

Meretz se comporte fidèlement à la tradition de la gauche sioniste, qui impose la fidélité envers les faiseurs de guerre tant que les canons ne se sont pas tus. De plus, Meretz maintient — dans le cas du Liban — l'approche qui avait été la sienne vis-à-vis des Territoires occupés, en d'autres termes, ne s'oppose pas concrètement à l'occupation israélienne, remet à plus tard la revendication du retrait et hésite à lutter contre l'élimination sanglante de la résistance, en attendant un règlement politique garantissant les intérêts israéliens, avant toute chose.

Des résultats douteux

Une semaine après l'accord de cessez-le-feu signé avec le Hezbollah, neuf soldats étaient déjà tombés dans des embuscades au Sud-Liban. On comprend l'attitude critique du public israélien qui, après avoir soutenu dans sa grande majorité l'agression, commence à comprendre que le déluge de fer et de feu tombé pendant une semaine sur le Liban n'a rien changé pour Israël et son armée.

La propagande gouvernementale essaie aujourd'hui de présenter l'opération "règlement de compte" comme destinée à mettre fin aux Katiouchas sur la Galilée. Mais, comme le reconnaissent tous les experts, les Katiouchas n'étaient qu'une riposte à une nouvelle étape dans l'agression israélienne au Liban, à savoir les bombardements systématiques de localités libanaises situées au nord de la zone occupée par Israël, comme moyen de pression sur les commandos libanais et palestiniens dont les actions, dans la zone contrôlée par Israël, sont de plus en plus efficaces.

Comme le remarque le meilleur expert israélien des questions militaires, Zeev Schiff : « Il y a trois mois un de mes articles avait provoqué des remous dans l'armée, parce que j'y affirmais que le Hezbollah s'était énormément amélioré du point de vue militaire et qu'ils faisaient preuve d'un courage et d'une ingéniosité remarquables. Depuis, cette évaluation s'est encore renforcée : si, en 1990, le rapport entre soldats israéliens et combattants du Hezbollah tombés était de 1 pour 5,2, il est passé depuis 1992 à 1 pour 1,7 » (7).

Pour les résistants libanais, et en particulier ceux du Hezbollah, la guerre de libération qu'ils mènent contre l'Armée du Sud-Liban (ASL) et Tsahal dans la "zone de sécurité" devait se limiter à ce territoire, et c'est Israël qui, face à l'efficacité de

cette guérilla, a pris la décision de frapper les populations civiles hors de la zone de sécurité. « Si la population libanaise qui se trouve au nord de la zone de sécurité n'est plus en sécurité, la population israélienne qui se trouve au sud de cette zone ne le sera pas non plus » a alors déclaré le Hezbollah.

L'accord de cessez-le-feu vient en fait de soutenir à Israël la promesse de ne plus bombarder au nord de la "zone de sécurité", et c'est précisément ce qu'exigeait le Hezbollah, qui n'a plus aucune raison de bombarder Naharya et Kiryat Shmone. Par contre, la guerre de guérilla continue au Sud-Liban, et avec la même efficacité dont parlait Schiff, qui poursuit : « La situation militaire (au Sud-Liban) n'est pas bonne. Si le Hezbollah peut mettre tant de mines et autres explosifs, cela signifie que les commandos du Hezbollah peuvent pénétrer dans la zone de sécurité comme ils veulent, avec des centaines de kilos d'explosifs, qu'ils peuvent les mettre en place, puis se retirer au nord. Si on y ajoute le fait que souvent ils peuvent mener en plein jour des attaques de plusieurs heures contre les bases de l'ASL, c'est que nous avons un problème militaire ».

Les neuf soldats tombés depuis le cessez-le-feu posent un problème réel pour le gouvernement Rabin : l'opinion publique n'aime pas que des soldats tombent au front, la droite accuse le gouvernement et l'état-major de mollesse, mais ces derniers se sont engagés à ne pas réagir au nord de la zone de sécurité, sous la pression des habitants du nord d'Israël qui ne sont pas prêts à retrouver les abris ou à subir des Katiouchas. Et personne ne veut d'un conflit élargi avec l'infanterie, à cause du risque réel de victimes dans les rangs de l'armée israélienne.

Une population fatiguée

Et c'est bien là que réside le fond du problème auquel se heurte le gouvernement et l'état-major : l'opinion publique israélienne n'a plus la capacité de résistance qui la caractérisait il y a encore une quinzaine d'années. Comme l'explique avec beaucoup de pertinence le commentateur Uzi Benziman : « (le chef d'état-major) Ehud Barak et ses collègues ne cachent pas leur sentiment selon lequel la résistance des citoyens israéliens s'est érodée, et que nous ne sommes plus capables du même esprit de sacrifice face aux victimes douloureuses que nous considérons comme un impôt supplémentaire à notre existence. Il y a de nombreuses raisons à ce changement d'attitude dans la population israélienne : la fatigue, l'aspiration à une vie normale sans deuil permanent,

l'espoir d'exploiter ici la fin du conflit entre les grandes puissances qui accompagnait pendant des dizaines d'années le conflit israélo-arabe, etc. Mais ce qui a le plus d'impact, c'est le processus de paix : le public israélien vit avec le sentiment qu'un accord avec nos voisins est une possibilité proche, et si la paix est à portée de main, le point de vue change, ainsi que les priorités » (8).

La droite aussi est consciente de ce changement, et accuse le gouvernement de caresser la faiblesse populaire dans le sens du poil. Un des porte-parole du Conseil des colonies dans les Territoires occupés le dit clairement dans une tribune libre, où il attaque le Premier ministre Rabin pour sa faiblesse : « Celui qui a paniqué face aux pressions du Meretz et des médias pour terminer rapidement l'opération "Règlement de compte", et n'a pas eu le courage et la patience pour obtenir le maximum, récolte aujourd'hui la tempête. Celui qui n'a pas osé exiger du Hezbollah qu'il cesse son opération dans la zone de sécurité, est responsable de la véritable tragédie (la mort de 8 soldats dans une embuscade). Voilà encore un de ces fruits pourris qui nous tombent sur la tête parce que les nerfs fatigués du Premier ministre ont craqué sous les pleurnicheries de ces habitants du nord "qui n'en pouvaient plus" » (9).

Pour Harel et ses semblables, le Grand Israël justifie tous les sacrifices, et le sang qui coule est de l'huile sur les roues de l'histoire de la rédemption sioniste. Mais ils sont aujourd'hui une minorité, et Benziman colle beaucoup plus à la réalité israélienne des années 90 quand il conclue son analyse en appelant Rabin à hâter les négociations avec la Syrie et préparer un retrait du Sud-Liban occupé : « Même ceux qui ne sont pas défaitistes ont le droit de mettre en question une politique qui exige des victimes pour conserver la zone de sécurité, et cela au moment où se dessine un accord avec la Syrie qui engloberait aussi les problèmes de la frontière libano-israélienne. Pourquoi ne pas faire tous les efforts pour arriver, dans le cadre des négociations de paix, à un accord avec la Syrie qui proposerait des mesures de sécurité susceptibles de remplacer la zone de sécurité et la conception qui se cache derrière elle ».

★

Jérusalem, 24 août 1993

6) Interview menée par Dalia Hameiri à la radio, le 31 juillet 1993.

7) Haaretz, 23 juillet 1993.

8) Haaretz, 22 juillet 1993.

9) Israël Harel, Haaretz, 23 août 1993.

Xe camp de jeunesse

Le dixième camp organisé chaque année par la IV^{ème} Internationale s'est tenu cette année en Suède. Environ huit cent jeunes de moins de 25 ans s'y sont retrouvés, provenant de quinze pays européens. La Suède avait été choisie en raison du développement récent du mouvement des "jeunes socialistes", organisation de jeunes liée au Parti socialiste, section suédoise de la IV^{ème} Internationale.

Comme les années précédentes, ce camp associait les jeunes des organisations de la gauche socialiste avec lesquelles les sections européennes de l'Internationale ont des rapports de collaboration.

La moyenne d'âge de ce camp d'été a été de 20 ans. On y a compté environ 40 % de femmes et près de 65 % des participants venaient pour la première fois. Bien que ce dixième rendez-vous se soit tenu au nord de l'Europe, les délégations du Portugal et de l'Etat espagnol ont été très importantes. C'est sans doute la preuve d'une attente et d'une volonté politiques réelles : démontrer chaque année que la jeunesse rebelle et anti-capitaliste européenne existe et qu'elle veut débattre de ses luttes et de ses espoirs.

Une fois encore, d'ailleurs, le programme politique a principalement porté sur l'anti-racisme, l'anti-fascisme, l'écologie et le féminisme. Mais d'année en année — alors que la moyenne d'âge ne change pas — de nouvelles générations viennent à ce camp sur la base d'expériences politiques et sociales spécifiques. Il est intéressant de noter l'évolution des débats et des préoccupations au fil des années. La génération qui venait au camp d'été dans les années 80 amenait avec elle l'expérience des mouvements universitaires comme celui de 1986 en France, ou des mouvements de masses anti-missiles en Belgique ou anti-OTAN dans l'Etat espagnol.

Certains des participants avaient d'ailleurs joué des rôles dirigeants dans ces luttes. Aujourd'hui, les jeunes n'ont pas ces acquis mais, à l'inverse, ils trouvent dans la crise sociale et politique actuelle les raisons d'une très forte radicalité et la volonté d'en découdre avec l'ordre établi.

Pour peu que les années à venir nous réservent un tournant important dans la situation politique européenne, ce sont ces jeunes-là qui auront à jouer un rôle décisif dans les nouvelles formes de luttes. Voilà pourquoi rendez-vous est déjà pris pour le onzième camp, en 1994, quelque part en Europe ! ■

**BOSNIE****Convoi ouvrier**

Parti le 9 août dernier, le Convoi ouvrier pour la Bosnie traverse actuellement l'Europe (voir *Inprecor* n° 371). Ce convoi est parti de l'usine Timex, en Ecosse, dont le comité de grève fait partie des organisations britanniques qui soutiennent le convoi. Parmi ces dernières, on trouve notamment le syndicat de la presse (*Graphical, Paper and Media Union*), le Syndicat national des journalistes (*National Union of Journalists*), des sections locales de syndicats, notamment dans les transports et la fonction publique, de sections du Labour Party, du Centre d'information sur la Bosnie-Herzégovine, d'associations de l'immigration. Depuis le départ du convoi, le soutien s'est élargi. Des députés travaillistes doivent participer à plusieurs meetings. A deux reprises, lors de concerts du groupe musical U2 qui soutient le convoi, l'équivalent de 50 000 FF a été collecté. Par ailleurs, la branche du Nord-Est du syndicat des mineurs soutient cette initiative.

Jusqu'au début du mois de septembre, le convoi va continuer à sillonner la Grande-Bretagne afin de faire connaître la situation en Bosnie-Herzégovine, développer la solidarité et récolter des fonds pour venir en aide à la population de Tuzla et sa région, et plus particulièrement les villes minières. Il est prévu qu'il traverse la Manche le 7 septembre, avec une vingtaine de camions. Avant d'atteindre l'ex-Yougoslavie aux environs du 20 septembre, avec environ 25 camions et au moins 40 personnes, dont de nombreux jeunes, il continuera son action dans plusieurs pays, du moins en France, en Belgique, en Suisse et en Italie. Des camions venus de Suède rejoindront le convoi.

Contact direct : *Workers aid for Bosnia*, Po Box 30. London 3E15. Tel : 44 81 69 49 799.

Assemblée européenne des citoyens (AEC) : 43 79 09 23, Fax : 43 79 32 09

31 rue de Reuilly 75012 Paris. ■

Perte d'une infatigable combattante

L'adhésion de Hamba Khala (Kate) au socialisme a été déterminée par les événements de la fin des années 60. Elle a été active dès le début dans l'ANC, au sein du Mouvement de libération des femmes, dans la campagne de solidarité avec le Vietnam, ainsi que dans la solidarité avec le Chili et l'Irlande.

Membre exécutif de Big Flame, elle devient déléguée syndicale de la Santé, se bat contre les réductions budgétaires, et plus tard, après avoir participé à une occupation de l'hôpital qui a duré dix-huit mois, elle devient la 1ère organisatrice nationale de Fightback (qui a dirigé "l'hiver du mécontentement"). Elle a participé aux listes électorales de Socialist Unity et, à la fin des années 70 s'est investie dans les campagnes de solidarité avec l'Afrique du Sud. Elle est devenue membre de la section britannique de la IV^{ème} Internationale et est partie au Zimbabwe en 1981.

Elle n'avait aucune illusion sur le régime nationaliste radical de Mugabe et a fondé un groupe d'études marxiste. Elle a étudié la dynamique de la révolution coloniale et s'est rendue au Mexique et au Nicaragua. Membre fondatrice du groupe d'action des femmes du Zimbabwe elle a travaillé sur un projet de développement en tant qu'organisatrice des groupes de femmes rurales. Elle s'est aussi chargée d'économie politique pour le syndicat des travailleurs du textile. Elle a milité au sein des exilés sud-africains et a servi en Afrique du Sud de contact entre la COSATU à ses débuts et les regroupements socialistes clandestins. Elle est venue en Afrique du Sud pour contribuer à l'édification d'un projet socialiste juste avant les concessions de DeKlerk en février 1990.

En Afrique du Sud, elle a adhéré à WOSA et participait au sein de son Comité central à la direction de la commission femmes. Elle a contribué à l'élaboration théorique de WOSA et de sa presse, a aidé à la formation après s'être perfectionnée à l'Institut international pour la recherche et l'éducation d'Amsterdam. Elle a fait des recherches et publié des travaux sur l'histoire de l'oppression des femmes en Afrique du Sud, sur les questions sexuelles dans le travail et l'éducation, sur le chômage de la jeunesse, et sur les rapports hommes-femmes dans les bidonvilles. Elle n'était absolument pas sectaire, passionnément anti-raciste, et d'un anti-sexisme qui ne souffrait aucun compromis.

Kate est morte comme elle a vécu, en luttant pour la vie. ■